



Investir dans les populations rurales

République de Madagascar

Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de la 1ere revue interphase

Rapport principal et appendices

Date du document: 11/07/2016

No. du Projet: 1100001516

No. du rapport: 4090-MG

Division Afrique orientale et australe

Département gestion des Programmes

Table des matières

Équivalents en monnaie	iii
Poids et mesures	iii
Sigles et acronymes	iv
Carte de la zone du Programme	1
I. Introduction	2
II. Rappel sur le Programme FORMAPROD	3
III. Vue d'ensemble de l'exécution de la phase 1 du Programme	3
IV. Analyse des résultats par composante	6
V. Suivi-Evaluation	26
VI. Ciblage, groupe cible et équité genre	28
VII. Organisation et gestion	29
VIII. Coût du Programme	33
IX. Orientations et recommandations	37
X. Conclusion	41

Liste des Illustrations

Carte de la zone du Programme	
Organigramme du programme	

Liste des Tableaux

Tableau 1: Coût total du Programme	34
Tableau 2: Coût du Programme par année	35
Tableau 3: Coût du Programme. Déboursements par Financiers	36
Tableau 4: Coût du programme (expenditure) par Financiers	36
Tableau 5: Catégories des dépenses prêt et Don FIDA. Montants à réallouer par catégories	37

Appendices

Appendice 1: Cadre logique actualisé (au 31 mars 2016)	43
Appendice 2: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2016 (y compris indicateurs SYGRI)	45
Appendice 3: Liste révisée des indicateurs SYGRI (RIMS) du Programme	57
Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleurs de fonds, par composantes, et décaissements par catégorie	59
Appendice 5: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	61
Appendice 6: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	63
Appendice 7: Tableaux des Coûts du Programme	67

Équivalents en monnaie

Unité monétaire	=	Ariary
1,0 USD	=	3100 Ar (fin mars 2016)

Poids et mesures

1 kilogramme	=	1 000 g
1 000 kg	=	2,204 livres
1 kilomètre (km)	=	0,62 mille
1 mètre	=	1,09 yards
1 mètre carré	=	10.76 pieds carrés
1 acre	=	0.,405 hectare
1 hectare	=	2,47 acres

Sigles et acronymes

AD2M	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky
AFD	Agence Française de Développement
AFID	Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement
AFISOD	Alphabétisation Fonctionnelle Intégrée pour le Soutien au Développement
AROPA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et des services agricoles
AUE	Association des Usagers de l'Eau
AT	Assistance Technique
AUP	Association des Usagers des Pistes
BIMTT	Réseau des centres de formation rurale
BT	Baccalauréat technique
BTS	Brevet de technicien supérieur
CAF	Centre d'Appui Formation
CAP	Cellule d'appui aux projets du FIDA
CAPFIDA	Cellule d'Appui aux Projets FIDA
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CEP	Champ-école paysan
CEPE	Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire
CFAA	Centre de formation et d'apprentissage agricole
CFTAR	Centre de Formation des Techniciens et Socio-organismes Ruraux
CIM	Comité interministériel
CISCO	Circonscription scolaire
CMR	Carrefour des Métiers Ruraux
CNEAP	Conseil National de l'Enseignement Privé Agricole
CNFAR	Conseil National pour la Formation Agricole et Rurale
COFO	Coordonnateur communal de formation
CRFAR	Conseil Régional pour la Formation Agricole et Rurale
CRP	Comité régional de pilotage
CROA	Comité Régional d'orientation et d'allocation
CROS	Comité régional d'orientation et de suivi
CSA	Centre de Services Agricoles
CT	Commission technique
CTD	Collectivités territoriales décentralisées
DDR	Directeur du développement régional
DFAR	Direction de la formation agricole et rurale (MPAE)
DGER	Direction générale de l'enseignement et de la recherche du Ministère français de l'agriculture
DRAE	Direction régionale de l'agriculture et de l'élevage
DRC	Direction Régionale du Commerce
DRDR	Direction régionale du Développement Rural
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRETFP	Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
DRH	Direction des ressources humaines (MPAE)
DT	Document de travail
DTQ	Diplôme de Technicien qualifié
DTS	Diplôme de Technicien supérieur
DTSS	Diplôme de Technicien Supérieur Spécialisé (ou Licence Pro)
EAF	Exploitation agricole familiale
EASTA	Ecole d'application des sciences et techniques agricoles
EFAR	Etablissement de formation agricole et rurale
EFT	Etablissement de formation de techniciens
EN	Education nationale
ENIFAR	Equipe nationale d'ingénierie de la FAR
EPIC	Etablissement public à caractère industriel et commercial

EPR	Equipe de projet régionale
ETP	Equivalent Temps Plein
FAR	Formation Agricole et Rurale
FARMADA	Réseau formation agricole et rurale de Madagascar
FC	Formation continue
FERT	Association française de coopération internationale pour le développement agricole
FI	Formation initiale
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FIFATA	Confédération des organisations paysannes mise en place et appuyée par FERT
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole
FP	Formation professionnelle
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GUMS	Guichet Unique Multi-Services
IMF	Institution de Microfinance
INFOR	Institut National de Formation du Personnel des Etablissements d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle
IST	Institut supérieur technologique
ISTA	Institut supérieur de technologie d'Ambositra
ISTRAM	Institut supérieur technologique pour la recherche agronomique à Madagascar
MA	Ministère en charge de l'agriculture
MD	Ministère en charge de la décentralisation
MEN	Ministère en charge de l'éducation nationale
MER	Micro Entreprise Rurale
MES	Ministère en charge de l'enseignement supérieur
METFP	Ministère de l'enseignement technique et formation professionnelle
MFR	Maisons Familiales Rurales
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MPAE	Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage
MPRH	Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques
NC	Non concerné
NP	Non prévu
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisme des producteurs agricoles
OPF	Organisation Paysanne Faîtière
OPR	Organisation Paysanne Régionale
PARECAM	Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar
PATAS	Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et des savoirs
PCD	Plan communal de développement
PCE	Plan communal d'éducation
PHBM II	Projet de mise en valeur du Haut bassin du Mandrare – phase II
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPRR	Programme de promotion des revenus ruraux
PRD	Programme régional de développement
PRDR	Programme régional de développement rural
PROSPERER	Programme de soutien pôles de microentreprises rurales et économies régionales
PS	Prestataires de services
PSA	Programme sectoriel agricole
PSAEP	Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche
PTBA	Programmes de travail et budgets annuels
PTF	Partenaires techniques et financiers
REFLECT	Regenerated Freirian Literacy through Empowering Community Technics
RIMS	Results Impact Management System
RNFAR	Réseau national pour la formation agricole et rurale
RSE	Responsable du Suivi et Evaluation
S&E	Suivi et Evaluation
SE	Secrétariat exécutif

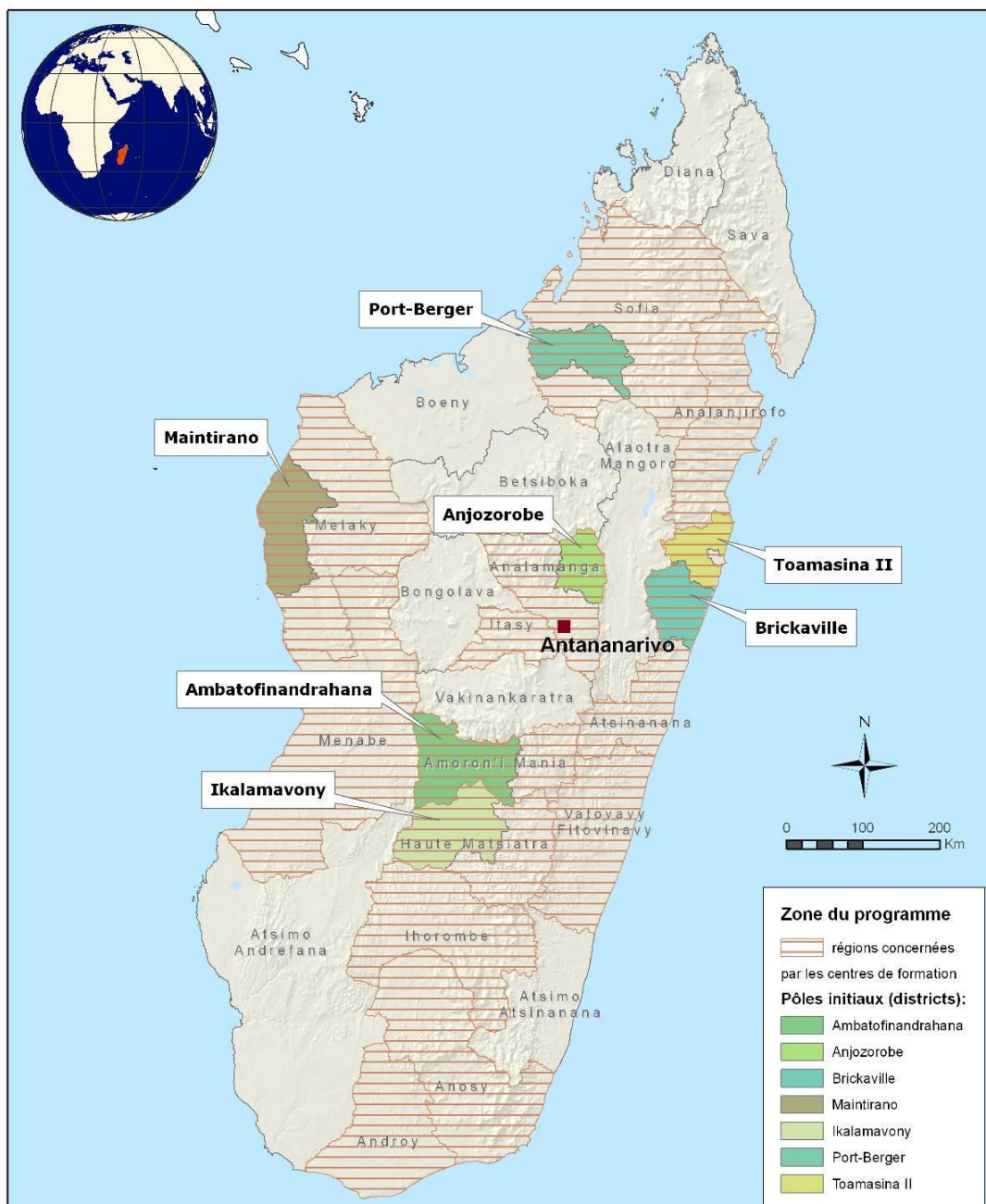
SEGS	Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs
SFAR	Service formation agricole et rurale
SG	Secrétariat Général
SNFAR	Stratégie nationale de formation agricole et rurale
SRFAR	Schéma régional de formation agricole et rurale
STD	Service technique décentralisé
TICE	Technologies de l'information et de la communication pour l'éducation
TT	Tranoben'ny Tantsaha (Chambre d'Agriculture)
TTR	Tranoben'ny Tantsaha Régionale (Chambre régionale d'Agriculture)
UL	Unité de Liaison
UNMFR	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
ZAP	Zone d'action pédagogique

Carte de la zone du Programme

Madagascar

Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole

Rapport de conception finale



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte compilée par le FIDA

14-12-2010

I. Introduction¹

1. Le Gouvernement de la République de Madagascar et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé, le 3 août 2012, un accord pour le financement du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD). L'accord est entré en vigueur le 8 mai 2013 et le premier décaissement sur les fonds du prêt FIDA a été effectué le 5 juillet 2013. La date d'achèvement du Programme est prévue pour le 30 juin 2023 et la clôture du prêt pour le 31 décembre 2023.
2. Le coût total du Programme est d'environ 86,1 millions USD dont: 33 millions financés par un prêt du FIDA; 2,1 millions par un don du FIDA; 18,8 millions USD par le Fonds fiduciaire Espagnol; 14,7 millions USD par le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID); 5,6 millions USD par d'autres bailleurs; 7,9 millions USD par le Gouvernement de Madagascar et 3,8 millions USD par les bénéficiaires.
3. L'objectif global du Programme est d'améliorer la productivité agricole et d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles par la formation professionnelle des jeunes ruraux. Plus spécifiquement, le Programme vise à: (i) assurer un système national de Formation agricole et rurale (SNFAR) soutenant le développement du secteur agricole; (ii) créer un système régional de FAR adaptée aux besoins des ruraux; et (iii) augmenter la productivité des petites exploitations à travers les pôles de développement agricole.
4. Le Programme est articulé autour des 3 composantes suivantes: (i) appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR); (ii) opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux et; (iii) amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole. Le Programme est prévu sur une durée de 10 ans, divisée en 4 phases et intervient dans 13 régions² géographiques couvertes par les projets financés actuellement par le FIDA.
5. Le Programme est placé sous tutelle du Secrétariat général du Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage. Une Unité de liaison (UL) est en place pour assurer la coordination au niveau national. Sa mission est d'assurer : (i) la programmation, le suivi, et la gestion des fonds; (ii) le lien avec le Conseil national pour la formation agricole et rurale (CNFAR) et son Secrétariat exécutif (SE/CNFAR), et (iii) l'organisation de l'opérationnalisation au niveau régional via les projets en cours financés par le FIDA. En adoptant le principe de régionalisation, une équipe de projet régionale (EPR) ou interrégionale (EPIR), intégrée dans les projets en cours financés par le FIDA, est responsable de la mise en œuvre des activités au niveau régional.
6. A Antananarivo, la mission a tenu le 12 avril 2016, une première séance de travail au siège de l'Unité de Liaison du Programme, en présence des représentants des parties prenantes (SE/CNFAR, FARMADA, Ministères, organismes et opérateurs partenaires, UNESCO, etc.). Du 14 au 22 avril 2016, la mission a visité la zone du Programme, particulièrement dans les districts de Ambositra, Fandriana, Ambatofinandrahana, Fianarantsoa, Ihosy, Miary, Anjozorobe. Durant ces visites, la mission a recueilli les avis et suggestions des partenaires et acteurs de FORMAPROD sur l'amélioration des performances du Programme. Les 22 et 23 avril 2016, deux ateliers thématiques ont été organisés avec les représentants des parties prenantes pour

¹ Composition de la mission: La mission FIDA était conduite par Mr Ibrahim Bamba CPM FIDA, et composée de : Mr Ghachem Kadari, Chef de mission, Mr Haingo Rakotondratsima, CPO/FIDA ; Mme Maria Hartl Conseillère Genre PTA/FIDA, Mr Farhat Nasri, consultant spécialiste en développement institutionnel et Mr Leckram Dawonauth, Economiste/analyste financier. Mr. Remy Casteran, consultant spécialiste en Ingénieur de formation / renforcement des capacités, Mr Victorien Randriamahonina, consultant agroéconomiste spécialiste en développement rural / agricole et durable, Mr John Harivero Ramamonjisoa Consultant en gestion financière, et Mr Ndriana Rahaga, Responsable de Suivi et Evaluation à la CAP/FIDA ont accompagné la mission et ont été en charge respectivement des composantes 2 & 3, gestion financière et S&E.

-Du côté de la partie nationale, la mission était composée des représentants du Ministère de l'agriculture représenté par la Direction de formation agricole et rurale (DFAR), la direction d'appui aux organisations paysannes et du monde rural (DAOMAR), la direction de l'unité de coordination des projets et Programmes (UCPP), du Ministère des Finances et du Budget représenté par la Direction de la Dette Publique (DDP).

² Pour la première phase: Amoron'i Mania, Analamanga, Atsinaana/Analanjiroro, Melaky/Menabe. Pour les phases suivantes: Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Vatovavy Fitovinany, Androy, Anosy, et Sofia.

compléter les informations sur les activités nécessitant un approfondissement et procéder à une réflexion prospective.

7. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu au siège de FORMAPROD, le 27 avril 2016 avec l'équipe du Programme et le SE/CNFAR. Une réunion de restitution présidée par le Secrétaire Général du Ministère auprès de la Présidence de la République en charge de l'Agriculture et de l'Élevage, s'est tenue le 28 avril 2016, au siège de FORMAPROD. La mission a attiré l'attention de l'UL et des projets sur les mesures à prendre pour améliorer l'efficacité du Programme. Le présent rapport retrace les principales conclusions, orientations et recommandations de la mission.

II. Rappel sur le Programme FORMAPROD

8. Le Programme FORMAPROD contribue à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) et vise à revaloriser les métiers d'agriculteurs par la formation des jeunes générations, en vue d'augmenter significativement la productivité des exploitations agricoles familiales (EAF). Pour la première phase de 2 ans, le Programme couvre les régions administratives de Amoron'i Mania, Analamanga, Atsinanana, Analanjirofo, Melaky et Menabe.
9. Durant cette phase 1, plusieurs missions ou études sur le schéma de mise en œuvre de la rénovation de la formation agricole et rurale ont été nécessaires pour définir les méthodologies de mise en œuvre. La première mission de supervision de FORMAPROD, qui s'est déroulée du 2 décembre au 17 décembre 2013, a proposé un plan d'action pour relever les défis ci-après: (i) la méthodologie et le suivi de la mise en place des structures de mise en œuvre ; (ii) la délimitation insuffisante des périmètres d'intervention des différents acteurs de la rénovation et la subsidiarité entre le niveau régional et national; (iii) les difficultés de communication interne et externe au Programme; et (iv) le rythme de mise en œuvre des activités.
10. Sur la base des recommandations de la mission d'Évaluation du Programme Pays du FIDA de 2013 une mission d'appui méthodologique du FIDA a eu lieu du 13 au 26 avril 2014 pour aider le Programme à affiner ses démarches d'intervention et à faire le montage institutionnel de FORMAPROD, le CNFAR et de la SNFAR avec le Ministère de l'agriculture .
11. Au premier trimestre 2014, le Ministère de l'agriculture et FORMAPROD ont finalisé deux missions d'expertise internationale pour la préparation du plan d'action du schéma national de la rénovation de la formation agricole et rurale ainsi que le cadrage de la régionalisation de la SNFAR. Du 15 au 26 juillet 2014, s'est déroulée une mission de suivi du Programme. En septembre 2014, a eu lieu la mise en place du Secrétariat Exécutif de la CNFAR. L'appel à candidatures pour le recrutement de trois cadres chargés de l'appui méthodologique du SE-CNFAR a été lancé le 30 octobre 2014. Des formations, des conventions et des visites d'échanges ont été mises en œuvre dans le cadre du partenariat entre le Ministère de l'Agriculture de Madagascar et la DGER du Ministère de l'Agriculture Français, et de la coopération Française de l'Île de la Réunion (CRIPTIR). Les membres du comité de suivi se sont réunis pour évaluer cette convention de partenariat. Du 26 Novembre au 6 Décembre 2014, a eu lieu la seconde mission de supervision du Programme.

III. Vue d'ensemble de l'exécution de la phase 1 du Programme

12. Avec l'accent sur la formation agricole et rurale, le ciblage des jeunes et la durée d'exécution, FORMAPROD est un projet novateur à plusieurs égards, qui est doté d'une stratégie bien fondée et des objectifs pertinents. La conception et l'année de démarrage des activités du Programme se sont déroulées dans un contexte de crise socio-politique durant la période 2009-2013. Après 3 années de mise en œuvre, malgré un démarrage difficile et la multiplicité des intervenants au niveau institutionnel, on note une amélioration tangible de la performance du Programme avec des taux d'exécution des PTBA qui sont passés de 30% en 2013 à 95% en 2015.

13. Les priorités³ fixées au Programme pour la phase 1 ont été atteintes ou ont fait l'objet d'avancées significatives. Le taux cumulé des réalisations physiques est de 20% et les décaissements sont à 13% du coût total prévu initialement. Cependant, les cofinancements OFID et autres bailleurs (UE, AFD, Conseil régional Réunion, etc.), ne sont pas encore mobilisés et cela affecte l'exécution de certaines activités et investissements complémentaires pour l'amélioration de la productivité et du bien-être des populations rurales, dont des aménagements hydro-agricoles, des pistes rurales, des infrastructures de marchés, etc. Des ajustements au niveau des composantes ont été apportés pour améliorer la performance du Programme et renforcer les perspectives d'atteinte de ses objectifs de développement⁴.
14. Par rapport aux prévisions initiales, l'exécution globale du Programme par composantes au cours de cette première phase (2013-2015) est donnée ci-après.
15. **Pour la composante 1 « Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) »**, le taux d'exécution cumulé est de 18% pour les réalisations physiques et 35 % pour les décaissements. La première phase a vu le déploiement du dispositif institutionnel de la SNFAR à travers l'opérationnalisation du CNFAR et son Secrétariat exécutif (SE/CNFAR), avec la création de 7 CRFAR⁵, et l'appui au réseau FAR national (FARMADA⁶). La composante a permis de produire deux référentiels de diplômes nationaux⁷ et 17 référentiels nationaux de métiers dans le cadre de la formation des Jeunes ruraux déscolarisés.
16. En dépit des progrès réalisés, la mise en place du dispositif institutionnel de pilotage et de coordination de la SNFAR a pris du retard. Il convient par conséquent de rattraper ce retard par l'élaboration des textes juridiques et des procédures de mise en œuvre de la SNFAR en cohérence avec les progrès récents en matière de politique nationale de développement des compétences, notamment la Loi n° 2015-040 portant orientation de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (PNEFP), qui classe le secteur de développement rural parmi ses secteurs prioritaires. De même, la reconnaissance *des rôles du CNFAR et de son secrétariat exécutif devra aider à aplanir les confusions générées par la mise en place tardive du SE/CNFAR*.
17. **Pour la composante 2 «Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux»**, le taux d'exécution cumulé est de 17% pour les réalisations physiques et 11% pour les décaissements. Par rapport aux prévisions initiales, la composante 2 a atteint en année 3 un rythme de croisière satisfaisant sur les 6 Régions d'intervention avec entre autres: (i) des CRFAR opérationnels à 100%; (ii) la finalisation de 3 sur 13 schémas régionaux de FAR prévus; (iii) des élèves (5%) et jeunes (5 à 8%) qui ont commencé à bénéficier de formations qualifiantes ou diplômantes; (iv) la réhabilitation des CEFAR (12%) et Lycées agricoles (200%); (v) l'appui à des paysans-tuteurs (36%); et (vi) le financement et le suivi de projets professionnels des jeunes formés (7%).
18. Aussi, le Programme doit poursuivre sa stratégie en mettant l'accent d'une part, sur une délégation plus marquée de l'orientation/insertion professionnelle, notamment aux communes et aux organisations professionnelles, et d'autre part, sur une accessibilité et une qualité accrues de l'offre de formation de proximité. FORMAPROD doit également poursuivre son déploiement avec: (i) l'opérationnalisation du Fonds Régional de Développement Agricole (FRDA) et du partenariat avec les IMF pour soutenir durablement le financement de la FAR et l'installation des jeunes; (ii) l'amélioration de la qualité de la FAR et des compétences de l'encadrement pour accompagner la modernisation des établissements; (iii) la mobilisation des communes dans le cadre des carrefours des métiers ruraux (CMR) et une FAR intégrée dans les plans communaux de développement (PCD); et (iv) le renforcement des compétences des CRFAR, CSA, OP,

³ (i) Mise en place CNFAR/CRFAR, (ii) régionalisation SNFAR, (iii) renforcement des capacités, (iv) préparation des référentiels, (v) mise à jour cadre réglementaire, (vi) actions régionales dispositifs formations renouvées, (vii) insertion des jeunes formés, (viii) formations des formateurs et (ix) 4 EPR de démarrage

⁴ Les principaux bénéfices économiques attendus sont: (i) l'augmentation, la diversification et la sécurisation des revenus; (ii) l'augmentation des capacités d'épargne et d'investissement; (iii) la réduction des coûts de transaction; (iv) l'amélioration de la nutrition, de la santé et de la sécurité alimentaire; et (v) les capacités renforcées des EAF permettant une meilleure valorisation des innovations agricoles et le renforcement du statut de la (Rapport de conception finale paragraphe 127)

⁵ sur les 13 prévus.

⁶ FARMADA a obtenu le statut d'association en 2014.

⁷ Exploitant Agricole et Entrepreneur agricole

communes, et partenaires dans les domaines de l'ingénierie pédagogique et de formation en vue de garantir l'atteinte des objectifs sur le plan qualitatif et quantitatif.

19. **Pour la composante 3 «Amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole»**, le taux d'exécution cumulé est de 18% pour les réalisations physiques et 15% pour les décaissements. La mise en œuvre de la composante 3 a été confrontée à des contraintes dont : (i) non-disponibilité du fonds OFID; (ii) retard causé par les difficultés à trouver des intrants et matériels répondant aux spécifications techniques exigées (exemple des semences certifiées) impactant le respect des calendriers culturaux; (iii) insécurité rurale et difficulté d'accès à certains sites pendant la saison des pluies. Ces contraintes ont affecté le niveau de réalisations, mais des solutions ont été proposées. Malgré un début difficile, l'exécution des activités de la composante 3 est globalement sur la bonne voie. Quatre pôles de développement agricole sur les six prévus sont opérationnels. Par rapport aux objectifs prévisionnels, des réalisations satisfaisantes sont enregistrées et des effets significatifs/positifs se profilent sur le terrain, notamment à travers la mise en place des champs écoles paysans – CEP (, le montage de micro-projets coup de pouce (MPCP) , la formation de fabricants de matériels agricoles, l'utilisation du système HIMO pour l'amélioration de la maîtrise d'eau sur 192 Ha de petit périmètre irrigué et le renforcement des compétences techniques de 9 877 exploitations agricoles familiales (EAF) sur 30 000 prévus. Les thèmes choisis dans les CEP concernent l'amélioration de la productivité agricole, la sécurité alimentaire/nutritionnelle et l'accroissement des revenus des EAF tout en prenant en compte les potentialités spécifiques des pôles. Ces acquis méritent d'être capitalisés et valorisés pour mieux cibler les actions à mettre à l'échelle dans la deuxième phase de mise en œuvre du Programme.
20. **Le dispositif de suivi-évaluation** permet de renseigner et de rapporter l'avancement de la mise en œuvre. Un tableau de bord commun a été élaboré et adopté par toutes les EPR pour le suivi des réalisations physiques, puis consolidé au niveau de l'UL pour l'ensemble du Programme. Toutefois, il reste limité si l'on considère le niveau de cohérence, d'organisation et d'harmonisation nécessaire pour avoir un système fiable, consolidé avec un cadre d'analyse performant.
21. **Le cadre logique** initial adopté à la conception du programme reflète les objectifs et la stratégie du Programme. Il a été actualisé pour être aligné sur la stratégie pays du FIDA (COSOP) 2015-2019 et ce afin de le rendre conforme aux dernières recommandations du FIDA en la matière.
22. **Qualité du ciblage des bénéficiaires et l'inclusion des femmes et jeunes.** L'approche standard de ciblage des bénéficiaires (jeunes, EAF, MER et CEFAR) du Programme FIDA à Madagascar a été bien appliquée. La mission confirme que les critères de sélection sont bons, mais rappelle que les limites d'âge pour les jeunes ruraux (garçons et filles) y compris les déscolarisés ayant choisi de devenir agriculteurs doivent être respectées (16-29 ans). Il faut également établir des fiches pour expliquer les critères de sélection des jeunes éligibles aux appuis de FORMAPROD.
23. **En terme de parité hommes -femmes**, les résultats obtenus montrent que les quotas fixés (30%) pour la participation des femmes sont respectés, voire même au-dessus (40%) de l'objectif assigné. Toutefois, il y a encore peu d'informations ou de leçons apprises sur l'intégration de l'approche genre en terme qualitatif. La démarche genre n'est pas pleinement opérationnalisée et la stratégie genre reste à finaliser.
24. **En matière de gestion des savoirs**, des documents de capitalisation très pertinents ont été réalisés sur la formation: (i) des jeunes par apprentissage; (ii) des jeunes ruraux déscolarisés (avec l'appui de l'UNESCO); (iii) les champs-écoles paysans (CEP); ou (iv) encore l'appui à la commercialisation. Le défi de la gestion intégrée des savoirs dans FORMAPROD réside dans la valorisation de ces connaissances. Pour cela, il est nécessaire d'élaborer une stratégie de communication couplée à la stratégie de formation pour servir de référence aux plans opérationnels mis en œuvre dans chaque région d'intervention.
25. **La gestion financière est satisfaisante**, le manuel de procédures et les outils de contrôle interne et de reporting sont disponibles (DRF, situation financière périodique, rapports de mission interne, etc.). Les procédures en place permettent la mise en œuvre des activités tant au niveau régional que national. Toutefois, les contraintes au niveau local dans la passation des marchés impactent fortement la mise en œuvre des activités. Il y a un problème d'harmonisation des

procédures notamment pour les spécifications techniques, le suivi et l'évaluation des offres. Une mise à jour est nécessaire.

26. **En matière de coordination**, le dispositif organisationnel en place (intégration des EPR au sein des projets), connaît certaines limites en raison de l'achèvement de certains projets (PPRR en 2014 ou AROPA en 2019). De plus, le transfert des fonctions⁸ à remplir par les EPR aux structures régionales (CRFAR, CSA, Commune, OP), accuse des retards et les contrats des chargés de mission au niveau des EPR sont arrivés à terme en décembre 2015. Le transfert progressif de ces fonctions aux structures régionales est primordial pour assurer la pérennité du dispositif de formation agricole.

IV. Analyse des résultats par composante

Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la SNFAR

27. L'objectif spécifique de cette composante tel qu'il a été défini dans le cadre logique de FORMAPROD est d'avoir à l'horizon 2025 «un système national de formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement agricole». Trois résultats concourent à l'atteinte de cet objectif:
- (i) le système national de la FAR rénové est piloté d'une manière partenariale entre l'Etat et les autres parties prenantes de la FAR,
 - (ii) la qualité des formations dans les dispositifs de FAR est rehaussée et contrôlée,
 - (iii) le dispositif de financement durable de la FAR est opérationnel.
28. Cette composante 1 qui a un caractère institutionnel, national et transversal, nécessite au-delà de la contribution de FORMAPROD, de recevoir le concours d'autres bailleurs de fonds pour qu'elle soit réalisée. Elle est structurée en 4 sous-composantes: (i) Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR; (ii) Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR; (iii) Appui aux systèmes de financement durables de la FAR; et (iv) Communication et gestion des savoirs. Les appuis de FORMAPROD se concentrent principalement sur les 5 premières années du Programme.

Sous-composante 1.1: Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR

29. Les actions prévues à ce titre portent sur les 3 volets : Appui à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR (1.1.1); Appui au fonctionnement du CNFAR (1.1.2); Appui à la rationalisation du travail du Secrétariat Exécutif du CNFAR et au Réseau FAR National (1.1.3).

Appui à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR (1.1.1)

30. Le Programme a prévu d'apporter au cours des 2 premières années de sa mise en œuvre, un appui conséquent à l'opérationnalisation du Conseil national FAR et à une définition claire des rôles des parties prenantes de la SNFAR aux niveaux national et régional.
31. **Au niveau national**, le CNFAR⁹ a été mis en place en 2014. Cinq (5) commissions ont été créées : (i) installation des jeunes formés; (ii) insertion des jeunes formés; (iii) financement de la FAR; (iv) référentiels; et (v) prospective. Trois sur cinq commissions sont opérationnelles depuis 2014:
- *la Commission Référentiel* a validé les 17 référentiels élaborés dans le cadre de la formation des Jeunes ruraux déscolarisés en 2014, et les 2 référentiels de la formation pour Exploitants Agricoles et Entrepreneurs Agricoles en 2015,

⁸ Certaines fonctions à remplir par les EPR : i) identification et formalisation de la demande de formation, ii) identification des prestataires de service de formation, iii) mise en relation de la demande avec le prestataire le plus adapté.

⁹ Arrêté interministériel de décembre 2012. Le CNFAR est composé de 33 membres répartis en 4 collèges (10 représentants des Ministères, 10 représentants des Associations Professionnelles Agricoles et Para Agricoles, 10 représentants des Structures de Formation et de Recherche, 3 représentants des Conseils Régionaux de la Formation Agricole et Rurale).

- *la Commission Financement* a validé les PTBA de FORMAPROD de 2014 et 2015, a organisé un atelier préparatoire pour le lancement de l'étude des coûts de formation par apprenant et l'intégration de la FAR dans le FRDA en 2015, et a organisé un 2^{ème} atelier pour la présentation des résultats préliminaires de cette étude,
 - *la Commission Installation des jeunes* a organisé en 2015, des ateliers d'échanges sur l'élaboration d'une «Stratégie sur l'installation» et la programmation d'enquêtes auprès des jeunes sortants des CEFAR dans 3 régions: Amoron'i Mania, Atsinanana et Analanjirofo.
32. **Au niveau régional**, sept (07) CRFAR ont été créés depuis 2013. La décision de leur création a été faite par arrêté régional. La présidence du conseil est assurée par le Chef de Région (ou son représentant) et la désignation des membres se fait par nomination par décision sur proposition des entités membres. Actuellement 05 CRFAR sont opérationnels.
33. Des données synthétiques des CRFAR montrent que: (i) il reste encore 6 CRFAR à créer et 8 à opérationnaliser; (ii) il y a des disparités aussi bien au niveau de la composition des CRFAR créés (nombre de collègues, nombre des membres), qu'au niveau de la durée des mandats. Des différences ont été notées aussi au niveau des missions confiées aux CRFAR. En plus, l'animation de ces conseils continue en réalité à être assurée par le représentant du Ministère en charge de l'agriculture dénommé « correspondant FAR » contrairement à ce qui est prévu dans les décisions de création.
34. FORMAPROD a financé toutes les actions de formation qui ont porté sur les thèmes suivants: (i) l'ingénierie de formation et «la Rénovation de la FAR», et (ii) l'élaboration des schémas régionaux FAR. Des voyages d'échange et de partage ont été aussi réalisés entre les CRFAR. Plus de 260 acteurs régionaux (dont 190 en 2015) ont été sensibilisés sur les enjeux de la FAR, la SNFAR et les rôles et missions du CRFAR.
35. Dans le cadre du processus de renforcement des compétences des membres des CRFAR, certaines difficultés ont été signalées:
- Bien que les thèmes de formation soient planifiés dans leurs plans de formation et que les dates de la formation sont annoncées suffisamment tôt, la participation des membres des CRFAR aux sessions de formation est en deçà des attentes voire faible,
 - Certains membres éprouvent des difficultés à comprendre les contenus de formation et à saisir la portée de certains thèmes comme «l'ingénierie de formation» et «la rénovation de la FAR».
36. Les activités des CRFAR ont été principalement centrées sur la validation des PTBA de FORMAPROD. D'autres initiatives ont été cependant enregistrées telles que la participation à la validation des critères de choix des bénéficiaires du Programme (CEFAR, jeunes porteurs de projets, ...) ou à l'élaboration des schémas régionaux FAR (Analamanga et Atsinanana élaborés, schémas intérimaires pour Menabe et Melaky Amoron'i Mania et Analanjirofo en cours). En outre certaines difficultés ont été signalées:
- Certains membres ont du mal à s'approprier leurs rôles au sein du CRFAR, ne savent pas exactement les missions du CRFAR, n'ont pas une idée claire sur les besoins en compétences dans le secteur/branche d'activité et sur la formation agricole et rurale dans leur région,
 - Tous les membres du CRFAR ne sont pas toujours au même niveau d'information aussi bien au niveau de l'état d'avancement de certaines activités dans leur région, qu'au niveau des décisions prises par le Conseil.
37. A ce jour, FORMAPROD supporte seul les frais de fonctionnement des conseils y compris le paiement d'indemnités pour les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires.
38. **Au niveau district**, Le Programme a prévu de s'appuyer sur les centres de services agricoles (CSA) et les guichets uniques multiservices d'appui aux entreprises (GUMS) pour : (i) l'identification de la demande de formation; (ii) l'identification des prestataires de services de formation; et (iii) la mise en relation de la demande avec le prestataire de service le plus adapté.

39. A ce stade, le dispositif institutionnel n'est pas encore mis en place. Cependant le Programme a engagé des Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) pour organiser les FAR au niveau des districts et des communes considérées comme prioritaires par les CRFAR. Actuellement, les CIP dont les charges de travail sont énormes du fait de leur nombre restreint, ont un rôle de:
- sensibilisation des autorités locales sur les problématiques de la FAR,
 - recensement des demandes de formation des jeunes au niveau des communes et Fokontany,
 - organisation des entretiens et la réalisation des bilans de compétence afin d'orienter les jeunes dans leurs projets professionnels,
 - identification des tuteurs locaux accueillant les jeunes en apprentissage de proximité,
 - suivi des jeunes, formateurs, tuteurs et CEFAR pendant la période de formation, et
 - accompagnement et le suivi des jeunes installés dans le démarrage de leurs projets professionnels.
40. **Au niveau commune**, il a été prévu d'inscrire la FAR dans les Plans Communaux de Développement. Un coordonnateur de formation recruté par le CRFAR, placé au niveau district dans chaque CSA et supervisé par celui-ci, devra mener le travail de réflexion et d'organisation sociale pour promouvoir, préparer et implanter une composante formation dans chaque commune. Ce dispositif institutionnel n'est pas encore mis en place.
41. En résumé, le dispositif institutionnel de pilotage et de coordination de la SNFAR n'est pas encore totalement mis en place malgré l'expiration de la période de 2 ans initialement prévue pour l'appui de FORMAPROD à ce dispositif. Les faiblesses signalées plus haut aussi bien au niveau du CNFAR que des CRFAR devront être remédiées par:
- *la reconnaissance par toutes les parties prenante de la FAR du rôle du CNFAR, en tant que Maître d'ouvrage de la SNFAR qui aura pouvoir de décision sur toutes les questions qui concernent la mise en œuvre de cette stratégie en respectant les domaines de compétences réservés exclusivement aux Pouvoirs Publics, et aux CRFAR en tant que Maîtres d'ouvrage délégués chargés de piloter la stratégie régionale et locale FAR, en cohérence avec les lois sur la décentralisation et la SNFAR;*
 - *l'élaboration de notes d'orientation, lignes directrices, guides et règles à respecter qui doivent être diffusées à tous les membres des Conseils. Ces documents doivent être précis tout en s'appuyant sur un langage simple et compréhensible par les membres;*
 - *l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de renforcement des compétences des membres des CNFAR et de CRFAR: organisation de conférences et de sessions de formation pour leur éclairer sur leur véritable rôle et qui prennent appui sur les réalités et les données concrètes au niveau national et au niveau de chaque région;*
 - *l'élaboration et la mise en œuvre d'un «système d'information» pour assurer une communication fluide entre les membres d'un même Conseil et entre le CNFAR;*
 - *la création de 6 CRFAR pour couvrir l'ensemble des 13 régions du Programme, le renouvellement des structures qui sont arrivées à échéances et de l'opérationnalisation de l'ensemble des CRFAR créés ou renouvelés; et*
 - *l'extension du dispositif institutionnel pour couvrir le maximum de districts et communes et en s'assurant de la plus grande implication des CSA et OP, et des responsables des communes.*

Appui au fonctionnement du CNFAR (1.1.2)

42. FORMAPROD a prévu d'entreprendre les actions ci-dessous listées pour contribuer au fonctionnement du dispositif institutionnel prévu par la SNFAR:
- Réalisation des études visant à: (i) réactualiser et élaborer les textes réglementaires ou de politique sur la FAR; et (ii) élaborer des normes pour les établissements et centres FAR, publics et privés;

- Tenue de réunions régulières du CNFAR afin de maintenir le niveau d'intérêt des décideurs pour la FAR au plus haut niveau et produire des éléments de cadrage essentiels à la SNFAR et au bon fonctionnement du Programme;
 - Appui à la production de contenu de formation/révision de curriculum: études, production d'outils, intégration des références agricoles dans le Programme scolaire (en lien avec la composante 2); et
 - Vulgarisation des textes existants sur la FAR et réalisation d'études complémentaires pour la capitalisation des textes.
43. FORMAPROD a supporté tous les investissements et les charges (personnel et fonctionnement) du SE/CNFAR et appui l'ensemble des activités initiées par le CNFAR et son secrétariat exécutif. 14 membres du CNFAR ont déjà bénéficié d'une visite d'échange sur l'installation des jeunes formés dans la zone de Brickaville. Les résultats atteints sont en deçà des attentes d'autant plus que l'appui au fonctionnement du CNFAR est limité aux 5 premières années du Programme. Il est particulièrement urgent de:
- *Elargir le dialogue au niveau national pour aboutir à une convention nationale (ou un accord national) sur la FAR tel que prévu au paragraphe 10.3 dans l'Accord de financement (ou au paragraphe 5 de la conclusion du document officiel de la SNFAR) et:*
 - *Réactualiser et élaborer les textes réglementaires ou de politique sur la FAR en prenant en compte les progrès récents au niveau national et notamment la loi 2015 – 040 portant orientation de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (PNEFP).*
44. Sur le plan organisationnel, il y a lieu de: (i) mettre en place un règlement intérieur; (ii) revoir la périodicité des réunions¹⁰; et (iii) remédier aux difficultés signalées au niveau du fonctionnement du conseil telle que la faiblesse de représentation des agro-industriels, les changements fréquents de représentants des départements ministériels et des organisations professionnelles. Ces difficultés doivent être débattues au sein du Conseil et des solutions devront être apportées pour assurer de la stabilité dans le fonctionnement du Conseil. Quant au renforcement des capacités des membres du CNFAR, il y a lieu d'élaborer et de réaliser un plan de formation spécifique pour aider ces membres à assurer les charges qui leur incombent.
- Appui à la rationalisation du travail du SE-CNFAR (1.1.3.a)**
45. Dans le cadre de cet appui, FORMAPROD a prévu de financer sur 5 ans les investissements du Secrétariat Exécutif du CNFAR, en vue de faciliter :
- les processus de concertation (le "construire ensemble") pour finaliser les consensus stratégiques et techniques entre le SE/CNFAR et les instances de la FAR au niveau national, régional, district et commune;
 - la relation fonctionnelle entre le SE/CNFAR et les parties prenantes publiques, associatives et privées de la FAR en assurant la diffusion des documents du SE/CNFAR auprès de ces parties;
 - la transparence dans l'application des normes (textes réglementaires, normes d'établissement et d'institutions de formation), en finançant à la fois les séminaires nationaux et régionaux et la diffusion des documents permettant une large connaissance de ces normes;
 - l'intégration des stratégies et outils proposés par le SE/CNFAR dans la stratégie de décentralisation nationale;
 - la diffusion des travaux et réflexions du SE/CNFAR en finançant un séminaire annuel de réflexion technique sur la situation et perspective de la FAR sous la tutelle du CNFAR avec la participation des parties prenantes concernées et des bailleurs de fonds.
46. Le SE/CNFAR est opérationnel depuis février 2015 avec une équipe permanente de trois cadres techniques. Il a organisé trois sessions du CNFAR de juillet et décembre 2015, et mars 2016. Il a

¹⁰ Actuellement deux réunions par an.

aussi élaboré en collaboration avec les membres de la commission interministérielle (CIM), le plan Opérationnel (PO) 2015 – 2017 aligné sur la GAR de la SNFAR.

47. L'élaboration du PO 2015 – 2017 constitue certes une avancée dans la conception d'outils de planification de la SNFAR, néanmoins le PO tel qu'il a été présenté n'est pas global et sa portée est limitée. Les représentants des associations professionnelles agricoles et para-agricoles et du secteur privé n'ont pas été associés au processus de son élaboration. En plus, les ressources nécessaires à sa mise en œuvre ne sont pas dimensionnées.
48. La mise en place tardive du SE/CNFAR n'a pas permis de s'attaquer aux questions de fond ci-dessus évoquées. Le retard a généré aussi certaines confusions dans les rôles de certaines parties prenantes de la SNFAR :
 - (i). La DFAR et les membres de la CIM qui représentent les Départements Ministériels impliqués dans la FAR, ont joué un rôle important dans la mise en œuvre de FORMAPROD, jusqu'à la mise en place du SE/CNFAR en février 2015. C'est à partir de cette date que le CNFAR, par le biais du SE/CNFAR, doit incarner pleinement le rôle de maîtrise d'ouvrage de la SNFAR.
 - (ii). Les services chargés de la FAR au sein des Départements Ministériels devront alors s'adapter à cette nouvelle situation en distinguant clairement d'une part, le rôle de maître d'ouvrage désormais confié au CNFAR qui ne représente pas uniquement l'Administration mais aussi d'autres parties prenantes de la FAR, et d'autre part, le rôle d'opérateur de formation.
49. La SNFAR a attribué¹¹ au CNFAR les responsabilités de: (i) fixer et consolider les orientations de la SNFAR et de son plan d'action; (ii) adapter son cadre réglementaire; (iii) veiller à la mise en relation et la coordination des dispositifs sectoriels de formation professionnelle. Ces responsabilités qui relèvent du rôle de la Maîtrise d'Ouvrage de la SNFAR, doivent être reconnues par toutes les parties prenantes de la FAR.
50. Les responsabilités du SE/CNFAR tel que défi par la SNFAR doivent en conséquence être reconnues pour: (i) étudier et proposer un cadre réglementaire général de la FAR, adapté aux spécificités de la FAR, cohérent avec le cadre réglementaire de l'ETFP (accréditation, certification, financement); (ii) élaborer et soumettre au CNFAR un plan d'action; (iii) consolider les besoins définis par le PSAEP en alimentant un dispositif d'information sur le marché de l'emploi en lien avec les départements concernés, les organisations professionnelles et patronales.
51. La SNFAR a déjà prévu au niveau de ses orientations la mise en place d'une coordination plus forte et la mise en cohérence des dispositifs de formation professionnelle. Elle spécifie que «le Département en charge de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP), dispose notamment de missions transversales d'amélioration de l'environnement global de l'ETFP, de normalisation et d'harmonisation des procédures d'agrément et de qualification. Elle prévoit de développer des outils statistiques, de transférer les prérogatives aux organes déconcentrés et de renforcer les partenariats. La FAR s'inscrit dans ce cadre de mise en cohérence et contribue à faire valoir les spécificités du secteur agricole». *Cette orientation doit être respectée par toutes les parties prenantes de la SNFAR.*

Opérationnalisation du Réseau FAR National (1.1.3.b)

52. Le Programme a prévu d'appuyer le Réseau FAR National parce qu'il est considéré parmi les leviers importants pour introduire progressivement les réformes du système national de FAR et que l'expertise du réseau permettrait d'assurer une fonction de veille méthodologique et de fournir, à la demande, un appui complémentaire aux acteurs de la FAR.
53. Le réseau FAR National (FARMADA) a obtenu le statut d'association en 2014. L'appui de FORMAPROD a permis de démarrer l'opérationnalisation du réseau en 2015. Dans ce cadre :
 - Le Secrétariat technique du réseau a été mis en place avec le recrutement de 2 agents permanents et l'acquisition des équipements,

¹¹ cf. Axe 1 § 3 page 12 du document de la SNFAR adoptée en Conseil du Gouvernement le 11/4/2012

- Les réunions statutaires ont été organisées: Assemblée Générale, Conseil d'orientation, Bureau exécutif,
 - La Constitution et l'officialisation de 04 réseaux régionaux (Analamanga, Amoron'i Mania, Atsinanana et Analanjirofo).
54. FARMADA a de son côté participé à la réalisation de certaines activités prévues dans le PO de la SNFAR tel que l'élaboration du glossaire, l'étude du dispositif de financement de la FAR.
55. A ce stade, l'appui de FORMAPROD à FARMADA s'est concrétisé à travers 2 conventions de subvention en 2014 et 2015 et le troisième est en phase d'approbation au titre de l'année 2016. Compte tenu de l'importance du rôle attribué au réseau FAR National (FARMADA), *il est recommandé d'engager une évaluation des résultats des appuis déjà réalisés et sur cette base, il serait essentiel de mieux cibler les futurs appuis.*
- Des partenariats stratégiques à mettre en œuvre**
56. A ce stade de la mise en œuvre de FORMAPROD, Il a été constaté que les partenariats stratégiques pour la mise en œuvre de la SNFAR demeurent limités:
- (i) Au niveau national, une seule convention a été établie avec le réseau FARMADA. L'argument présenté est que ce réseau englobe la plupart des CEFAR, Associations et ONG agissant dans les domaines de la FAR. Ce point de vue est partiel: le réseau en question ne représente pas la majorité des acteurs de la FAR, ni des Organisations associatives et professionnelles, ni celles du secteur privé et il ne peut pas prendre des obligations à la place de ces acteurs. Il ne doit pas par conséquent rester la seule fenêtre utilisée pour engager des partenariats stratégiques avec les autres parties prenantes de la FAR.
 - (ii) Au niveau des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), seule l'UNESCO continue à collaborer avec FORMAPROD pour la formation des JRD, la production de référentiels adaptés à cette catégorie de jeunes, l'accompagnement des jeunes dans leurs projets professionnels. La convention de financement avec l'AFD d'une durée de deux ans sur la mise à disposition d'une assistance technique résidente auprès du MinAgri pour l'appui à la mise en œuvre de la SNFAR, s'est vue arrêtée à fin 2014. Une demande de prolongation a été faite par le MinAgri, mais n'a pas été accordée.
57. Ces partenariats bien qu'importants méritent d'être consolidés et renforcés, car ne permettent pas à eux seuls de mobiliser suffisamment d'appui en faveur de la FAR. Il convient par conséquent de conclure aussi des partenariats stratégiques directement avec:
- Les réseaux d'opérateurs de FAR constitués tels que la Fédération des Collèges Agricoles (FEKAMA), le Bureau de liaison des institutions de formation rurale (BIMTT), l'Union nationale des maisons familiales rurales (UNMFR),... Le partenariat stratégique avec ces réseaux devrait permettre de renforcer les compétences de ces opérateurs d'une part, et de mobiliser une capacité relativement importante de formation et de qualification des jeunes d'autre part;
 - Les Organisations de producteurs (OP) et leurs Organisations Faïtières (OPF) telles que FEKRITAMA, FIFATA, CPM, KOLOHARENA, SOA, et Autres Organisations associatives et du Secteur privé ... Le partenariat avec ces organisations devrait permettre de renforcer leurs capacités pour qu'elles deviennent des partenaires crédibles dans le pilotage de la SNFAR et de l'orientation de l'offre de formation professionnelle. Dans ce cadre le Projet AROPA peut apporter sa contribution pour favoriser un tel partenariat.
58. Le dialogue avec les partenaires nationaux pourraient consolider le rôle du CNFAR en tant qu'instance nationale de pilotage et de coordination de la SNFAR d'une part, et aboutir à des conventions de partenariat pour réaliser, les actions prévues par le plan opérationnel de la SNFAR d'autre part. Parmi les tâches prioritaires du SE/CNFAR il faut:
- *capitaliser les leçons apprises, bonnes pratiques, outils et méthodes ayant donné satisfaction. Ces acquis doivent être mis à la disposition des membres du CNFAR et des parties prenantes de la FAR,*

- élaborer et soumettre au CNFAR un plan de communication conséquent sur la SNFAR et d'assurer le pilotage de sa mise en œuvre,
 - élaborer et soumettre au CNFAR des propositions concrètes pour élargir le dialogue et le partenariat au niveau national et régional.
59. Il est recommandé de relancer le dialogue stratégique avec les PTF, particulièrement avec :
- AFD, qui continue à apporter son appui au MEETFP et aux secteurs BTP/RS, TIC, THR et finance une étude pour la création d'un dispositif de financement pérenne de la formation professionnelle à Madagascar,
 - la Banque Mondiale qui vient d'approuver en mars 2016 un projet qui a pour objectif d'améliorer la sécurité du régime foncier rural et l'accès aux marchés pour les ménages ciblés dans les chaînes de valeur des filières agricoles sélectionnées.
60. Pour relancer le dialogue avec les PTF, une conférence annuelle devrait être organisée pour présenter et débattre des objectifs de la réforme FAR, des résultats atteints, des problématiques auxquelles sont confrontées les partenaires de mise en œuvre, des besoins en appui technique et financier, des synergies possibles entre les Programmes et les projets engagés par les différents bailleurs et partenaires techniques.

Sous-composante 1.2: Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR

61. Les activités de cette sous-composante seront orientées autour de 2 volets : Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR (1.2.1) et Rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements et institutions impliquées dans la mise en œuvre de la FAR (1.2.2). Les activités de cette sous-composante doivent être menées en étroite liaison avec celles développées de manière opérationnelle au niveau régional dans le cadre de la sous-composante 2.1 (Management des dispositifs FAR au niveau régional).

Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR (1.2.1)

62. FORMAPROD a prévu d'apporter son appui sur une période de 5 ans pour permettre :
- (i) le renforcement des capacités des cadres sur la base d'une évaluation de leurs compétences actuelles. Un plan progressif de renforcement des compétences de ces cadres devrait être mis en œuvre durant les deux premières années du projet.
 - (ii) la formation des formateurs après une évaluation des leurs compétences et l'établissement d'un plan de formation à la fois local, régional et national qui sera mis progressivement en œuvre, il devrait être terminé avant la fin de la première phase du projet.
63. Au cours de la première phase du Programme, des sessions de formation ont été organisées pour améliorer les compétences de l'équipe de la DFAR, les cadres interministériels et les cadres et responsables des CEFAR. Au total, 104 cadres et responsables FAR ont été formés notamment dans les domaines suivants: (i) ingénierie de formation; (ii) gestion axée sur les résultats; (iii) site web et base de données; (iv) formation des formateurs sur les nouveaux référentiels. En 2015, des échanges d'expérience avec l'équipe régionale d'Atsinanana sur la rénovation pratique de la FAR ainsi qu'une visite de découverte de l'enseignement agricole français à l'Ile de la Réunion ont été réalisées.
64. Le développement des compétences des acteurs de la SNFAR constitue un des résultats obtenus par FORMAPROD. Les efforts ont été orientés vers des acteurs du secteur public (cadres de la DFAR, cadres interministériels FAR et responsables et cadres des CEFAR), et des formateurs des CEFAR privés. Ces derniers ont été formés à l'utilisation des nouveaux référentiels. Des responsables des CEFAR privés, membres du Réseau FARMADA, ont été aussi formés sur l'ingénierie de formation et à l'écriture de référentiels de diplômes (RMC, RC et RF). En outre, toutes les actions à entreprendre en matière de développement des compétences doivent être intégrées dans le cadre d'un plan global de formation qui sera élaboré sous la supervision du SE/CNFAR et validé par le CNFAR.
65. Les actions de formations doivent être aussi orientées vers des thèmes plus stratégiques tels que: la planification de la formation professionnelle, le partenariat Public – Privé des systèmes

de formation professionnelle, le management des projets et Programmes de développement selon certains standards internationaux (PRINCE 2 par exemple), le financement de la formation professionnelle, l'ingénierie de certification et de formation, etc.

Rationalisation des stratégies et outils de formation dans les établissements et institutions impliqués dans la FAR (1.2.2)

66. FORMAPROD a prévu d'apporter son concours pour:
- créer un corps de concepteurs/animateurs de la FAR, afin de permettre sur le long terme de produire les compétences nécessaires à l'ensemble du système national de FAR;
 - rénover les cursus de formation/curricula de la FAR;
 - améliorer les méthodes de formation et le matériel didactique correspondant à travers des processus de recherches actions menées par les opérateurs sur le terrain et encadrées;
 - reformer le cadre réglementaire de la FAR (certification, diplômes, apprentissage);
 - produire et diffuser des outils de gestion efficace et transparente des dispositifs de FAR, quel que soit le segment de formation auxquels ils s'adressent;
 - définir les critères d'habilitation des institutions de FAR quelles que soient leurs formes;
 - mettre en place un dispositif de contrôle des institutions de FAR qui devrait être mis en œuvre dès le début de la seconde phase du Programme. La première phase est essentiellement une phase de recherche-action qui permettrait d'expérimenter et de valider à la fois les cursus de formation, les méthodes et les outils et la formation des formateurs.
67. En matière d'ingénierie de formation et de formation des formateurs, des progrès sont réalisés et portent notamment sur : (i) l'élaboration de 17 référentiels de formation des JRD (UNESCO) et de 2 référentiels de formation aux métiers d'«Exploitant Agricole» et d'«Exploitant Entrepreneur Agricole»; (ii) la formation des formateurs: 14 cadres formés à l'utilisation de ces référentiels et 19 cadres formés en agro-écologie et en «agriculture de conservation»; (iii) 7 CEFAR ont accepté de démarrer la formation initiale d'«Exploitant Agricole» et d'«Exploitant Entrepreneur Agricole» en s'appuyant sur les 2 nouveaux référentiels nationaux.
68. Les progrès réalisés, bien qu'ils aient été obtenus avec du retard (pour les 2 derniers référentiels), représentent des acquis significatifs pour la maîtrise de deux fonctions clés des systèmes de formation professionnelle à savoir l'ingénierie de formation et la formation des formateurs. La constitution de l'ENIFAR¹² représente une bonne initiative qui permettra de fédérer des ressources appartenant à plusieurs structures de formation qui pourraient être utilisées dans le processus d'élaboration de nouveaux référentiels et la formation des formateurs.
69. Compte tenu de la durée de l'appui prévu par FORMAPROD au titre de la rationalisation des stratégies et outils de formation de tous les établissements et institutions impliqués dans la mise en œuvre de la FAR, limitée à 5 années, ces progrès s'avèrent insuffisants. *A cet effet, il y a lieu d'adopter une stratégie d'accélération pour concrétiser avant 2018, les réformes prévues dont:*
- (i) *la rénovation des cursus de formation/curricula de la FAR;*
 - (ii) *la réforme du cadre réglementaire de la FAR (certification, diplômes, apprentissage);*
 - (iii) *la gestion efficace et transparente des dispositifs de FAR, quel que soit le segment de formation auxquels ils s'adressent;*
 - (iv) *la mise en place de mécanisme d'habilitation des CEFAR, quelles que soient leurs formes, sur la base de critères clairement définis et largement diffusés;*
 - (v) *la mise en place d'un dispositif de contrôle des institutions de FAR qui devrait être mis en œuvre dès le début de la seconde phase du Programme;*
 - (vi) *la mise en place d'un système d'information sur la FAR.*
70. Pour ce faire, il y a lieu d'établir une planification opérationnelle pour atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés par FORMAPROD. Le point de départ pourrait être les valeurs cibles fixées par les indicateurs de la Composante 2 (100.000 jeunes producteurs formés, 250 enseignants et formateurs d'EFAR renforcés dans leurs compétences en pédagogie et leur

¹² Equipe nationale d'ingénierie agricole et rurale

spécialité, sur une période de 10 ans du Programme) et sur cette base, les ressources seront dimensionnées et des plans d'action précis seront établis pour atteindre les résultats ci-dessus listés.

71. Dans le cadre de cette même stratégie d'accélération, il y a lieu de fédérer les efforts au niveau national dans tous les domaines précités (point 66). En effet, plusieurs actions en cours de réalisation ont été recensées par la Mission de la 1^{ère} revue interphase et portent sur: (i) l'ingénierie de formation et l'élaboration des curricula; (ii) la conception de modèles adaptés d'organisation et de fonctionnement de dispositif de formation; (iii) l'élaboration des projets d'établissement; (iv) l'adoption des procédures harmonisées d'habilitation des établissements/dispositifs de formation; (v) la certification des compétences acquises en établissement de formation et/ou en milieu professionnel; (vi) la conception et la mise en œuvre de Système d'Information sur le Marché du Travail et la Formation Professionnelle¹³.

Sous-composante 1.3: Appui aux systèmes de financement durables de la FAR

72. FORMAPROD a prévu d'apporter son appui, sur une période de 5 ans, à: (i) l'analyse et la mise en place de mécanismes pérennes de financement de la FAR; et (ii) l'établissement d'un fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR, et ce par le financement des études juridiques et réglementaires, des missions d'échanges et de formation à l'étranger, de l'organisation d'un atelier national, des missions d'assistance technique internationale et nationale.

Analyse et mise en place de mécanismes pérennes de financement de la FAR FRDA et accès à la Microfinance.

73. Le manque d'accès au financement représente un obstacle à l'insertion des jeunes et à la pérennisation des activités économiques soutenues par le Programme. Les réseaux d'institutions de microfinance (IMF) sont implantés en milieu rural mais la population rurale et les jeunes y ont faiblement accès. Prévu pour financer les projets professionnels (PP), le canal de financement FRDA n'est que partiellement effectif dans certaines régions et aucun dispositif financier pérenne n'est instauré pour pourvoir à l'installation des jeunes. Pour le moment, les PP sont financés directement par FORMAPROD quand le guichet FAR/ FRDA¹⁴ n'est pas opérationnel.
74. Pour le financement de la FAR, l'étude sur la capitalisation des mécanismes existants a mis en exergue l'âge légal de responsabilité financière comme une des contraintes principales d'accès au crédit pour les jeunes. Toutefois, des produits financiers adaptables aux besoins d'installation des jeunes existent. *La mission recommande de formaliser les structures à mettre en place pour le bon fonctionnement des guichets FAR/FRDA pour les cibles.* Pour la sensibilisation des jeunes au produits financier et leur éducation financière, il est opportun d'associer les Programmes des IMF « Crédits avec Education » et les activités des ONG pour la création de groupes d'épargne et de crédit autogérés par les villageois.
- #### **Etablissement d'un Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR intégrés (FAR/FRDA)**
75. Les progrès réalisés au titre de cette sous composante (1.3) sont limités. En effet et suite à un atelier de réflexion entre les membres de la commission financement relevant du CNFAR en juillet 2015, il a été jugé nécessaire de mener une étude sur le coût de formation des apprenants préalablement à la mise en place d'un mécanisme de financement. L'étude comprend également l'intégration du financement de la FAR au FDA. Le rapport du consultant engagé à cet effet¹⁵ indique que: (i) près des 2/3 des budgets des CEFAR sont affectés aux charges du personnel et aux frais d'hébergement des apprenants; (ii) moins de 8% de ces budgets sont alloués au volet pédagogique; (iii) le personnel non enseignant représente près de 50% des ressources humaines des CEFAR, et (iv) le coût¹⁶ approprié avancé par l'étude se situe entre 1 144 000 et 1 963 000 Ariary/an.
76. En parallèle à cette initiative, une étude de faisabilité d'un dispositif de financement pérenne de la formation professionnelle à Madagascar a été lancée. La maîtrise d'ouvrage de cette étude

¹³ Conformément au Chapitre III de la Loi N° 2015-040 portant orientation de la PNEFP

¹⁴ Fonds Régional de Développement Agricole

¹⁵ Convention n°21/15/MinAgri/SG/FORMAPROD/DL, décembre 2012

¹⁶ le coût moyen par apprenant se situe dans l'intervalle [754 000 - 889 000] Ar/an pour les établissements publics et [678 000 ; 700 000] Ariary/an pour les établissements associatifs et privés.

financée par l'AFD est assurée par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) et supervisée par un comité de pilotage multipartite. L'étude prévoit l'organisation d'ateliers de concertation aux niveaux sectoriel et régional afin que les spécificités nationales, sectorielles et locales soient pleinement prises en compte dans le champ de l'étude. La priorité sera donnée aux cinq secteurs porteurs identifiés dans le cadre de la PNEFP¹⁷. *Compte tenu de la priorité accordée au secteur du Développement Rural et par voie de conséquence de la FAR, le SE/CNFAR devra en conséquence saisir cette opportunité pour être partie prenante de cette étude et contribuer activement à l'identification des mécanismes pérennes de financement de la FAR.*

77. Une autre étude¹⁸ a été conduite par l'UNESCO en collaboration avec le Fond de Développement Local (FDL) dans les régions Amoron'i Mania, Atsinanana, Analanjirofo et Analamanga pour appuyer 11 Communes en vue: (i) d'améliorer les recettes en fiscalité locale; et (ii) de promouvoir la pratique du budget participatif. Le processus engagé a abouti à l'intégration d'une ligne budgétaire pour l'installation des jeunes ruraux déscolarisés formés dans les budgets des communes. *Cette initiative a permis de dégager une piste qui pourrait être utile dans les réflexions en cours pour identifier des ressources et des mécanismes pérennes pour le financement de la FAR.*

Assistance technique au SE/CNFAR

78. Face aux multiples défis auxquels est confronté le SE/CNFAR, il est recommandé de mobiliser dès le début de la 2^{ème} phase de FORMAPROD (dès le second semestre 2016) une assistance technique combinée (nationale et internationale) pour permettre à cette structure de:
- conduire les processus de concertation pour finaliser des consensus stratégiques et techniques entre le CNFAR et mobiliser les principales parties prenantes de la FAR au niveau national et régional;
 - actualiser / élaborer les textes juridiques et réglementaires relatifs au dispositif institutionnel de la SNFAR et à la réforme de la FAR;
 - actualiser et définir de nouveaux horizons de la SNFAR (initialement prévue sur la période 2012 – 2017) et d'élaborer les PO et de dimensionner les ressources nécessaires à leur mise en œuvre; et
 - entreprendre dès 2017 les démarches nécessaires pour rechercher de financements complémentaires à FORMAPROD.

Sous-composante 1.4: Communication et gestion des savoirs

79. L'approche programmatique et les modalités de mise en œuvre proposées à la conception et adoptées au cours de la phase de démarrage du Programme ont favorisé les initiatives et les innovations dans les différentes régions d'intervention. Le Programme a initié des approches intéressantes aussi bien en matière d'organisation que de mise en œuvre proprement dite. Le défi de la gestion des savoirs intégré dans FORMAPROD réside dans la valorisation de ces connaissances par un processus d'apprentissage (observation, capitalisation, génération et partage des savoirs), apte à renforcer les compétences des acteurs et à promouvoir la mise à l'échelle des pratiques efficaces et éprouvées dans le domaine de la FAR et le développement rural en général.
80. **Capitalisation des expériences.** Le Programme a mené des activités de capitalisation très pertinentes sur la formation des jeunes par apprentissage, la formation des jeunes ruraux déscolarisés (CAPEPT/EFTP avec UNESCO), les champs-écoles paysans (CEP) ou encore l'appui à la commercialisation (Régions Atsinana et Analanjirofo). Par ailleurs, deux études de cas sur les parcours des jeunes formés ont été menées par les Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) de l'EPR Analamanga, cela montre que la capture et la documentation des expériences sur le terrain sont à la portée des équipes de mise en œuvre. Ces différents produits

¹⁷ (i) Tourisme-Hôtellerie-Restauration (THR); (ii) Bâtiment-Travaux-Publics et Ressources Stratégiques (BTP/RS); (iii) Développement Rural (DR); (iv) Technologie de l'Information et de la communication (TIC); (v) Textile-Habillement-Accessoires (THA)

¹⁸ Etude/action pour la pérennisation du suivi et des activités relatives à la prise en charge des JRD dans les 11 Communes d'intervention du Programme CAP/EPT

ont déjà contribué à l'amélioration de la mise en œuvre en renforçant le partage des expériences entre les EPR. De plus, ils constituent d'excellentes bases de connaissances pour la prochaine phase. *La mission encourage les acteurs du Programme à diffuser davantage les produits déjà disponibles et à multiplier les exercices de capitalisation axés sur les bonnes pratiques et les modèles pertinentes susceptibles d'être mises à l'échelle.*

81. **Échanges.** Le Programme a réalisé deux événements majeurs d'échanges sur deux thèmes : les CEP et la formation par apprentissage à travers un *Learning route*. Ce type d'événement crée des liens entre les acteurs, renforce la capacité des équipes et favorise l'harmonisation des approches à travers une compréhension commune des problématiques et enjeux majeurs. D'ailleurs, les Learning route aboutissent à des plans d'innovation pour la réplcation/adaptation des approches jugées pertinentes pour être mises à l'échelle. *Il est recommandé d'intensifier et de favoriser les échanges au sein du Programme, notamment à travers l'animation de communautés de pratique regroupant les professionnels autour de thématiques clés (Orientation/insertion, Formation, Production, Commercialisation, SE&GS, etc.).*
82. **Centres de ressources et de diffusion des savoirs.** Ces centres sont proposés dans la conception du projet pour être des supports dans le processus de gestion des savoirs en formant un cadre de travail pour la collection, l'organisation et la dissémination des informations et savoirs acquis dans le processus de rénovation de la FAR et de mise en œuvre de FORMAPROD. Durant la phase de démarrage, l'appui à la mise en place de ces centres a été relégué au second plan. La production et la diffusion des savoirs occupent une place importante dans FORMAPROD, un Programme qui investit avant tout dans le capital humain. Etant donné que le Programme entre dans sa phase de croisière, *la mission recommande d'étudier et d'entamer en concertation avec le CNFAR, une phase pilote de mise en place de ces centres au moins dans deux régions d'intervention.*
83. **Communication.** La communication dans la phase de démarrage du Programme a été axée sur la mobilisation des acteurs au niveau national et local, notamment des jeunes ruraux, ainsi que l'amélioration de la visibilité du Programme au sens global. Ainsi, le Programme s'est lancé dans l'organisation et la participation à des événements d'information et de communication : ateliers et forums pour les jeunes, événements médiatiques couplés à des émissions radiophoniques, etc. Le Programme a aussi participé à différentes manifestations et foires régionales et nationales. En matière de visibilité, des matériels de communication tels que t-shirts, polos, casquettes, affiches, brochures, ont été élaborés et diffusés. Enfin, le Programme est actif sur le réseau social Facebook, et a récemment mis en ligne son site web (www.formaprod-madagascar.mg).
84. Aussi bien au niveau de l'UL que des EPR, les efforts de communications sont palpables, car chaque équipe a contribué à sa manière dans la visibilité globale du Programme et la mobilisation des acteurs. Toutefois, la mission constate la nécessité de mettre en cohérence et mieux coordonner les actions de communication du Programme. Pour ce faire, *la mission recommande d'élaborer une stratégie de communication couplée à la stratégie de formation pour servir de référence aux plans opérationnels mis en œuvre dans chaque région d'intervention.*
85. Concernant la communication spécifique sur de la FAR, la communication a d'abord été axée sur la SNFAR et de la rénovation du dispositif de FAR à Madagascar. Le SE/CNFAR a produit différents supports de communication et a contribué à l'écriture d'un article sur la FAR pour la revue de l'EDBM¹⁹ pour la promotion de la FAR. La DFAR a quant à elle organisé des événements médiatiques : lancement officiel de la formation des Entrepreneurs Exploitants Agricoles, émission sur la chaîne de télévision nationale (TVM), l'inauguration de centres, etc. En outre, une partie spécifique sur la FAR a été intégrée au site web du Ministère de l'Agriculture, mais il n'est pas encore tout à fait fonctionnel. Durant la prochaine phase, la stratégie de communication sur la FAR se fera autour de la promotion et de la valorisation des métiers ruraux auprès jeunes et du public en général.

¹⁹ Economic Development Board of Madagascar

Composante 2: Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux

86. Cette composante vise à « adapter un dispositif régional de FAR pour les besoins des ruraux » à travers quatre sous-composantes : (i) Management des dispositifs de FAR au niveau régional ; (ii) Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique ; (iii) Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux ; (iv) Projets professionnels des jeunes formé(e)s et accompagnement à l'installation.

Sous-composante 2.1. Management des dispositifs de FAR au niveau régional

87. Cette sous-composante vise à mettre en place un dispositif décentralisé de la FAR, de la région aux communes, avec le relais des services décentralisés des districts. Ce dispositif est fondé sur la coopération des services techniques déconcentrés (STD), des OPR, ONG et organismes privés de formation, regroupés au sein du conseil régional pour la FAR (CRFAR). Cette sous-composante vise les résultats suivants: (i) 13 CRFAR créés et renforcés; (ii) chaque région dispose d'un fonds de soutien durable et adapté pour la FAR; (iii) chaque CRFAR a renforcé les compétences de ses membres; et (iv) 13 plans régionaux «Qualité de la FAR» ont été conçus et sont appliqués dans 80% des EFAR/EFT. Par rapport aux prévisions, cette sous-composante a connu un avancement significatif et FORMAPROD va pouvoir s'appuyer sur des dispositifs CRFAR plus opérationnels pour mettre en œuvre la politique FAR. Cette délégation croissante doit s'accompagner d'un processus de développement de la performance pour l'application effective du Schéma régional FAR.
88. **Plan régional de communication.** Pour 3 Régions, les plans de communication ont permis d'amorcer la mobilisation des acteurs jusqu'au niveau local, grâce à des ateliers décentralisés d'information-communication et à la radio qui apparaît comme un média efficient à promouvoir. A cette étape, il apparaît utile de partager au niveau national les expériences et supports de communication pour perfectionner les pratiques en cours dans les 6 Régions et accompagner l'ouverture de 4 nouvelles Régions.
89. Le plan de communication régionale a pour vocation de mobiliser les acteurs locaux sur les différents métiers ruraux et sur la FAR. L'émulation entre les différents acteurs constitue un levier pour amplifier l'information et stimuler l'engagement à la fois individuel et collectif. *A cet effet, la mission recommande de mettre en place des concours régionaux récompensant les différentes réalisations promues dans le cadre de FORMAPROD (FAR scolaire, CMR²⁰, Communes, CSA, tuteur-paysan, tuteur – artisan, CEP, EAF jeunes, etc.).*
90. Pour alimenter sa réflexion stratégique, le CNFAR a besoin de données et de propositions opérationnelles, notamment pour actualiser la SNFAR en 2017. Ainsi, les CRFAR doivent développer leurs capacités en termes de veille régionale, de développement territorial et de communication opérationnelle. Le réseau FARMADA et les partenaires stratégiques pourraient jouer un rôle spécifique dans ces renforcements intégrés dans un plan de formation adapté aux CRFAR.
91. **Maîtrise d'ouvrage régionale.** Chaque CRFAR a sa spécificité et sa dynamique propre pour assurer en priorité la validation stratégique et budgétaire de la FAR régionale. Les différentes rencontres effectuées par la mission ont mis en évidence deux points précis sur lesquels les CRFAR pourraient jouer un rôle majeur de régulation. Il s'agit de: (i) proposer des règles claires et efficaces concernant les prérequis, règles d'éligibilité et nature des contributions des bénéficiaires (ex: consommables et prise en charge des alphabétiseurs; kit d'installation des jeunes ; etc.); (ii) promouvoir la subsidiarité, les interactions gagnant-gagnant entre les différents acteurs de la FAR (des paysans-pilotes aux formateurs des EFAR) . Le FRDA doit être associé à cette réflexion. Sur l'impulsion du CRFAR, les appuis proposés doivent pouvoir intégrer ces deux critères pour harmoniser les règles d'intervention et pallier à la densité variable de l'offre de formation (ex: Menabe et Melaky où l'offre est limitée).

²⁰ CMR : rebaptisé par l'équipe du Programme « Cercle de promotion des Métiers Ruraux »

92. **Démarche «Qualité de la FAR».** Durant la phase 1, le Programme n'a pas eu l'opportunité d'accompagner cette démarche participative articulée en quatre temps²¹: (i) conception d'un référentiel d'attentes de la part des partenaires économiques et financiers et usagers de la FAR selon les filières régionales (6 mois); (ii) élaboration d'un référentiel de «Qualité de l'offre» par les prestataires (6 mois); (iii) autodiagnostic des organismes de formation (EFAR) sur la qualité et Programme d'amélioration de l'offre pour une mise à niveau (24 mois); (iv) mise en place d'un processus d'agrément (et/ou de labellisation) des organismes de formation, avec mesures d'accompagnement (6 mois dès l'année 3).
93. A l'issue de la phase 1, le dispositif prévu par FORMAPROD dans les 6 Régions²² dispose maintenant des prérequis pour mettre en œuvre la démarche «Qualité de la FAR», dont le phasage peut être accéléré. Pour ce faire, la conception des référentiels «Qualité de la FAR» par les usagers/DFAR et les CEFAR peut se faire concomitamment sur une période de 3 mois. L'autodiagnostic des CEFAR sur la qualité et l'amélioration de l'offre restera sur 24 mois. L'étape de labellisation/ agrément restera sur 6 mois et ciblera les CEFAR existants. Cette démarche formative doit permettre d'améliorer de façon participative et planifiée la qualité des formations proposées avec les appuis matériels et pédagogiques coordonnés de FORMAPROD et d'autres PTF. Sous l'égide du CNFAR, la mission recommande de mettre en place sans tarder la démarche «Qualité de la FAR» sur les CEFAR, Lycée et EFT des 6 Régions, puis sur les 4 régions d'extension en année 2.

Sous-composante 2.2. Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux

94. Cette sous-composante vise à rapprocher «Développement des compétences» et «Entrepreneuriat rural» dans les communes pour une catégorie importante de la population que sont les adolescents et jeunes adultes. Les résultats attendus sont : (i) 450 000 élèves du primaire et du secondaire ont bénéficié d'un enseignement pratique sur l'agriculture; (ii) 2 000 socio-organisateurs villageois (ou animateurs communautaires) ont bénéficié d'une formation pour animer un CMR; (iii) 100 000 jeunes producteurs (h/f) formés (dont 30% de femmes) au niveau des collèges, CMR et par apprentissage chez des tuteur-paysan ou tuteur-artisan; (iv) 690 / 860 CMR²³ fonctionnent de façon autonome sans appui extérieur pour la rétribution des animateurs communautaires et les dépenses courantes; (v) 4 700 élèves ont renforcé leurs compétences agricoles et entrepreneuriales dans les EFAR; et (vi) 250 enseignants et formateurs d'EFAR ont renforcé leurs compétences en pédagogie et dans leur spécialité.
95. La mise en œuvre des volets «Plan d'action communal» et «Création de CMR» a pris du retard car ces volets sont innovants. La mission a permis de clarifier le processus proposé dans le Rapport de Conception Finale. Cette approche nécessite de sortir des «zones de confort» habituelles concernant la maîtrise locale des mécanismes de définition de la demande/offre de formation des jeunes ruraux.
96. **Plan d'action communal.** Avec l'intervention des CIP, le Programme a développé une information de départ sur la SNFAR et FORMAPROD. Il convient de s'assurer que les thèmes «économie rurale» et «métiers ruraux» sont également présentés aux acteurs locaux. Compte tenu du rôle que la commune doit jouer dans la mise en œuvre des CMR, il apparaît indispensable de donner la priorité aux plus mobilisées sur la question de la formation des jeunes, leur insertion professionnelle dans des filières porteuses et l'augmentation des revenus des EAF et jeunes: un appel à manifestation d'intérêt peut être organisé pour chaque district. L'efficacité, la pérennité et l'impact de l'intervention de FORMAPROD dépendent en grande partie de ce ciblage qui tient compte de l'engagement effectif et du leadership des communes à intégrer la FAR et le développement économique des jeunes dans son PCD. *La mission recommande d'actualiser précisément, de façon homogène, les messages pour les acteurs locaux, avec des apports systématiques sur le potentiel de l'économie rurale et les différents métiers accessibles de façon à en revaloriser l'image.*
97. **Sensibilisation des élèves des écoles primaires et secondaires sur les métiers Agricoles.** Depuis le début du Programme, 20065 élèves du primaire et du secondaire regroupés dans 121

²¹ Rapport de conception finale. Vol.1 : Rapport principal – FORMAPROD, p.16.

²² Hormis la région de Melaky où les EFAR sont rares

²³ La valeur cible est de 690 CMR en 2022, cet objectif peut être atteint, voire dépassé si la réorganisation de FORMAPROD est efficace

écoles ont bénéficié d'un enseignement pratique sur l'agriculture. Des formations techniques agricoles ont été également dispensées à 330 directeurs, enseignants et parents d'élèves. Une capitalisation des approches déjà développées sera le défi à relever au cours de la phase 2 du Programme. La mission constate que le Programme est beaucoup apprécié par les écoles avec le soutien des parents d'élèves dans la production maraichère. Sur certains sites, le jardin scolaire devient ainsi un espace de vulgarisation agricole pour les adultes et se rapproche d'un «CEP intergénérationnel». Ce Programme devrait être davantage promu dans chaque CISO²⁴ et étendu en milieu péri-urbain. *La mission propose d'inclure aussi les écoles péri-urbaines pour une plus grande sensibilisation.*

98. De plus, la sensibilisation à l'agriculture devrait aller de pair avec une sensibilisation à la nutrition étant donné le taux de prévalence élevée de la malnutrition chronique. La prévalence de la malnutrition aiguë est également forte. De plus, aucun recul important de la malnutrition n'a pu être observé depuis plus d'une décennie. La situation nutritionnelle des femmes en âge de procréer est tout aussi préoccupante. Madagascar fait partie du Mouvement Scaling-Up Nutrition (SUN) ou Mouvement de Renforcement de la Nutrition. *La mission propose d'intégrer systématiquement des sessions sur la nutrition dans les activités de sensibilisation FAR dans les écoles primaires et secondaires.*
99. **Création de Cercle de promotion des Métiers Ruraux (CMR).** Créés et animés dans les communes, les CMR permettent de concevoir un plan de FAR incluant les programmes individuels de formation/insertion et intégré au Plan communal de développement (PCD). A partir d'une réflexion-action collective et d'une structuration participative de type REFLECT, la demande collective est articulée avec une offre déclinée sur quatre modalités de formation structurée: (i) l'alphabétisation de type REFLECT, AFID ou AFISOD; (ii) des formations techniques courtes ou modulaires; (iii) des champs-écoles paysans (CEP); (iv) de l'apprentissage chez des tuteur-paysan ou tuteur-artisan; et (v) de formation duale pour l'artisanat. Ce dispositif «hors les murs» répondra aux demandes des autorités locales et des jeunes qui souhaitent des formations de proximité au niveau communal. Le défi du Programme est d'introduire un dispositif de formation de masse pérenne et efficace pour multiplier les situations d'apprentissage de qualité pour le public-cible.
100. La mission a constaté l'intérêt des maires pour le Programme et son rôle potentiel au sein de la commune, à travers un processus participatif²⁵ (Voir détails dans le DT2), qui peut être animé par les animateurs communautaires/communaux, conseillers en développement rural, maires adjoints et/ou des responsables d'OP. Pour le démarrage des CMR, *la mission propose une démarche sélective et modulaire, en lançant un appel à manifestation d'intérêt pour les communes désireuses de participer à cette initiative.* Il s'agit de sélectionner un nombre limité de communes durant la phase pilote (2 ans).
101. **Alphabétisation.** FORMAPROD appuie des programmes d'alphabétisation fonctionnelle dans les régions Atsinanana (400 jeunes) et Menabe/ Melaky (2193 jeunes). La conception du programme a intégré la prise en charge d'une activité REFLECT²⁶ dont un des extraits est l'alphabétisation. L'approche REFLECT, qui n'a pas encore été mise en œuvre, génère d'autres produits tels que la post-alphabétisation, la planification participative (FAR dans le PCD, conception d'un Plan de formation communal), l'organisation d'un comité de suivi communal permanent, et dans certains cas, des actions prioritaires prises en charge directement par les acteurs locaux. *La mission recommande d'évaluer l'efficacité et l'impact comparés des approches AFID/AFISOD et REFLECT.*
102. La question de la pérennité de l'alphabétisation après-Programme se pose également dès le départ. Une des pistes concrètes consisterait à demander aux apprenants et acteurs locaux une prise en charge de l'indemnité de l'alphabétiseur et des consommables (craies, stylos,

²⁴ Circonscription scolaire

²⁵ Cf. Appendice 12 « Mise en place et accompagnement des CMR » dont voici les principales étapes: Information générale des Maires et autorités au niveau du District; Information préalable dans la Commune sur « Revenus ruraux, FAR et CMR»; Appel à manifestation d'intérêt (AMI); Organisation d'un Carrefour des Métiers ruraux (CMR); Animation du CMR ; Alphabétisation ; Formation et insertion

²⁶ La mission a organisé le 22 avril 2016, un atelier d'information sur la méthode REFLECT et sur les CMR à l'intention des cadres de FORMAPROD et de la DEFAR.

cahiers, livrets de post-alphabétisation). Selon les coûts fournis par les projets AD2M et par FORMAPROD Atsinanana / Analanjirofo, cet effort propre correspond à 15-20 kg de paddy/apprenant par campagne. Cette prise en charge locale serait un levier essentiel pour la pérennisation de l'alphabétisation et un indicateur observable de la motivation des apprenants. *Aussi, la mission recommande un complément d'étude permettant au CNFAR de proposer aux CRFAR concernés de pérennisation portant sur l'éligibilité de l'alphabétisation pour FORMAPROD et sur la contribution des bénéficiaires.*

103. **Programme de formation courte pour jeunes ruraux déscolarisés.** Dans le cadre du Programme de renforcement des capacités pour l'éducation pour tous (CAP-EPT) dans le domaine de l'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP), un partenariat a été établi avec l'UNESCO pour promouvoir la formation professionnelle qualifiante et des offres de formation ciblant les jeunes ruraux déscolarisés (JRD). Un premier groupe de 935 jeunes, dont 314 filles, ont été formés et 638 projets professionnels ont été financés. Le deux groupe JRD à former comprendra 1 500 JRD répartis dans 26 CEFAR de 4 régions (Atsinanana, Analanjirofo, Amoron'i Mania et Menabe). A l'issue de la formation, les jeunes ont été classés dans 2 groupes : (i) les jeunes de moins de 15 ans qui seront orientés pour des stages auprès; (ii) des jeunes âgés de plus de 15 ans qui seront accompagnés dans la réalisation de leur projet professionnel.
104. La mission est satisfaite du résultat atteint et considère que le programme de formation des JRD comme une activité innovatrice importante. Cette expérience a permis au Programme de (i) démarrer la formation qualifiante pour les JRD, (ii) développer des relations institutionnelles avec le MEETFP, (iii) élargir l'offre de formation professionnelle des CEFAR avec le développement de référentiels nationaux, (iv) impliquer les acteurs locaux et régionaux à la structuration de la demande de formation, de développer la subvention aux projets professionnels des jeunes. Cependant, le programme reste coûteux et le nombre total de jeunes qu'il peut toucher reste limité. Dans le but de mettre à l'échelle le programme pour JRD, *la mission propose de rechercher des financements supplémentaires auprès d'autres bailleurs, de fixer une contribution dégressive de FORMAPROD et évaluer ce dispositif*
105. Par ailleurs, la mission note que l'accent du programme ne peut porter uniquement sur le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et le développement de l'esprit entrepreneurial. Pour soutenir la modernisation de l'agriculture, il y a aussi un besoin d'ouvriers agricoles qualifiés. La formation des JRD en particulier devrait aller dans ce sens, via l'apprentissage et les stages d'insertion.
106. **Formation qualifiante non-formelle.** Le Programme a déjà appuyé la réalisation de formations de proximité pour 5 425 jeunes. La mission a constaté que les types de formations proposés sont inspirés des pratiques des projets FIDA existants dans la Région, à l'exception de l'EPR d'Atsinanana / Analanjirofo qui a diversifié ses offres sur l'ensemble de la palette proposée par FORMAPROD. Dans l'optique d'une diversification des offres, d'une information élargie pour les Communes/CMR et d'un suivi-évaluation plus précis, *la mission recommande de: (i) établir une typologie des formations non-formelles; (ii) compléter la cartographie des personnes-ressources et des EFAR pour la valoriser du niveau national au niveau communal; et (iii) mettre en place un tableau de bord standard pour la gestion et le suivi-évaluation, avec notamment, des indicateurs d'activités/produits/coûts pour les apprentissages non-formels. Elle recommande également de capitaliser sur l'impact de la formation de masse du Lycée Technique Professionnel Agricole de Fandriana depuis 2003 sur le thème de l'«Apprentissage des métiers de base » (appui de Sup-Agro Montpellier et de la DFAR).*

Sous-composante 2.3. Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux

107. Cette sous-composante vise à accroître substantiellement le nombre et le niveau de qualification des techniciens et socio-organismes ruraux formés (conseillers agricoles, animateurs paysans) pour répondre à la demande des OP, ONG, projets, entreprises et de l'Etat. Elle vise les résultats suivants: (i) chaque région dispose de 2 EFT fonctionnels dont un de référence pour la FAR; (ii) 1 500 techniciens / techniciens supérieurs ont été formés; (iii) 3 650 enseignants/techniciens ont été formés en pédagogie et dans leur spécialité technique; et (iv) 6 500 leaders paysans ont été formés pour être actifs au service du développement agricole et rural.

Dans ce cadre, le programme a réalisé: (i) la réhabilitation ou l'équipement de 6 EFT (EASTA/ISTA) avec 12 cadres formés; (ii) la formation de 145 techniciens agricoles pendant une période allant de 10 mois à 3 ans; (iii) la formation en leadership de 65 leaders paysans et 65 techniciens prestataires. En ce qui concerne les régions du Menabe et Melaky le SRFAR de ces deux régions est en voie de finalisation et *la mission recommande de concevoir un plan de développement prioritaire pour densifier l'offre de formation dans ces régions.*

108. **Prestataires, CSA et leaders paysans.** Le programme a commencé à renforcer les compétences des leaders paysans et des techniciens prestataires. Les EPR doivent valoriser les acquis en termes de démarches, méthodes et outils développés dans le cadre des SRFAR par des appuis *en matière de conception de plans de formation adaptés aux prestataires et leaders paysans* (ingénierie de formation et ingénierie pédagogique).

Sous-composante 2.4: Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation

109. Cette sous-composante a pour objectif de faciliter l'insertion économique des jeunes qui seront formés dans les Communes ciblées par FORMAPROD. Elle viendra compléter les dispositifs d'appui proposés par les autres programmes de développement rural en général, et ceux financés par le FIDA en particulier. Elle vise les résultats suivants: (i) 4 000 à 7 500 villageois ont renforcé leurs compétences en orientation et tutorat pour les jeunes formés, (ii) 100 000 projets professionnels ont été réalisés (micro-entrepreneurs), et (iii) 150 à 200 recherches-actions ont été réalisées et ont permis de mettre au point un système de CMR, d'orientation et d'insertion adapté aux jeunes ruraux les plus pauvres
110. Dans ce cadre, 44 Conseillers en insertion professionnelle (CIP) ont été recrutés et ont joué le rôle des socio-organismes communaux prévus initialement. Les prestations de proximité des CIP ont été appréciées et ces derniers ont suivi des formations en « Conseillers en insertion professionnelle » dispensées par le CRIPTIR²⁷.
111. **Orientation professionnelle.** 44 CIP ont orienté 6 237 jeunes avec un taux de satisfaction des demandes de 60%. Le résultat du dispositif CIP est insuffisant par rapport à l'objectif final de 100 000 jeunes insérés. Il est impératif d'améliorer significativement l'efficacité et assurer la pérennité en termes de services de proximité au sein des CSA. Ainsi, il est nécessaire de rééquilibrer la prestation des CIP sur l'opérationnalisation des CMR et sur le transfert des principales fonctions d'«Orientation/Insertion» dans le cadre de la Commune et des CSA. *La mission recommande la redéfinition des fiches de poste des CIP vers l'opérationnalisation des CMR et un transfert de compétences en matière d'orientation/insertion des jeunes avec l'appui des CSA.*
112. **Tutorat et insertion/installation.** Depuis 2013, le Programme a cumulé un total de 1.454 projets professionnels (PP), financés qui regroupent 1.619 jeunes, dont 35% de jeunes femmes. Ces financements se présentent sous forme de kits de démarrage pour débiter les métiers agricoles choisis par les jeunes sortants des formations.
113. La mission a constaté que la promesse des kits d'installation est devenue une motivation fondamentale pour la participation des jeunes aux formations dispensées. Bien que la formation des jeunes doive être liée à une insertion professionnelle, la perspective de recevoir des kits d'installation semble primer sur la motivation d'améliorer les capacités techniques. Le montant alloué pour chaque PP est actuellement plafonné à 500 000 Ariary (178 USD par PP). Pour la plupart, c'est un montant considérable étant donné le niveau de pauvreté et l'ambition des PP. Pour d'autres, le montant est relativement faible pour couvrir à la fois les coûts d'investissement et le fonds de roulement pour tout le premier cycle de production.
114. La mission recommande de préciser que la formation ne conduit pas automatiquement à l'octroi d'un kit. Ceux-ci seront donnés sur la base de la totalité des résultats atteints (tests de sélections par les CIP, entretiens, résultat de la formation, avis favorable du tuteur). Lors de la distribution du premier kit, les jeunes doivent s'engager et signer dans un contrat qui stipule leurs obligations (appartenance à une OP, ONG, coopérative, etc.) et contributions (chaîne de solidarité; engagement de parrainage; futur tuteur, etc.) ainsi que les conditions pour la réception d'un

²⁷ Complexe Régional d'Information Pédagogique et Technique agricole de l'Ile de la Réunion

deuxième kit (micro crédit ; remboursement). La mission recommande que des critères approfondis d'octroi des kits soient établis par le CRFAR qui doit les appliquer lors de la prochaine distribution des kits. En outre, la problématique d'installation des jeunes étant liée à l'accès au foncier, la mission recommande à FORMAPROD d'internaliser et mettre à l'échelle les expériences développées par AD2M en matière de sécurisation foncière à travers notamment la délivrance de certificat foncier.

115. **Organisation des jeunes.** Le soutien des jeunes formés dans le cadre de FORMAPROD est assuré par les CIP à travers des contacts périodiques et un suivi en période d'insertion. Ce modèle de suivi est adéquat pour la première phase de projet, pour un effectif atteint relativement bas par rapport aux objectifs du projet. Mais ce modèle sera inadéquat pour les phases suivantes de mobilisation de masse avec un nombre grandissant de jeunes formés. Le nombre limité de 44 CIP ne pourra pas assurer le suivi.
116. Dans la deuxième phase, en testant l'approche REFLECT, le projet doit renforcer l'auto-organisation des jeunes et les accompagner pour élargir le partenariat avec les institutions locales (institutions de formation, organisations paysannes, ONG) susceptibles d'assurer un suivi efficace. Il est fondamental de créer un environnement propice à l'autogestion et autodétermination des jeunes. Tous ces partenaires doivent mettre l'accent sur le renforcement de l'organisation des jeunes : regroupement des producteurs, affiliation avec des OP (collège des jeunes) ou des centres de formation (circuits d'anciens élèves), etc.
117. **Appui aux paysans-formateurs des CEP.** 274 paysans formateurs (36%) ont bénéficié de kits d'installation comme forme de rétribution et de modernisation de leur exploitation. La mission apprécie la pertinence et l'efficacité de cette disposition. Dans la perspective d'un accroissement significatif des demandes de formation et d'insertion professionnelle des jeunes, la mission recommande de développer davantage ce volet « Paysans-formateurs » .
118. A Fenerive-Est, et avec l'appui de l'IST d'Ambositra, l'Institut Supérieur Technologique Régional de la Côte Est (ISTRCE) propose des parcours de Licence/ Master en « Agronomie » et « Gestion » ainsi qu'un programme de formation continue. Les apprentissages sont assurés tant par des enseignants, assistants, maîtres de conférences que par des paysans-formateurs. Les étudiants en Master doivent effectuer 10 stages dont deux (21js ; 15js) chez des « abritants » qui sont des exploitants agricoles de la région ayant bénéficié de formations continues à l'ISTRCE. Ces interactions « Etudiants/abritants » constituent un exemple de « fertilisations croisées » pour lequel *la mission recommande un suivi particulier dans le cadre d'une recherche-action thématique ou de gestion des savoirs.*
119. **Recherche – action « CMR- Orientation – Insertion ».** Ce volet de FORMAPROD, « projet laboratoire », n'a pas encore été mis en œuvre. L'ouverture d'espaces de dialogue, de formation et de production entre praticiens et scientifiques, entre décideurs et acteurs de terrain, doit apporter diverses réponses concrètes aux attentes du CNFAR, FARMADA et de FORMAPROD : valorisation d'innovations socio-économiques, renforcement des compétences en accompagnement du changement de différents acteurs du dispositif, réinvestissements professionnels immédiats, évaluation et gestion des savoirs, développement de l'identité de FORMAPROD /CNFAR / FARMADA, plaider pour le développement de la FAR, etc.
120. En prélude au démarrage de ce volet en 2017 pour 20 à 30 volontaires, *la mission propose deux actions : (i) un soutien à FARMADA pour collecter et valoriser des contributions thématiques de différents acteurs-auteurs volontaires (magazine FAR, film, diaporamas, enregistrements audio, etc.) sur « FAR et développement socio-économique des jeunes ruraux » ; (ii) la conception d'un Plan de formation conjoint pour la DFAR/ CNFAR /FARMADA et FORMAPROD intégrant un processus de recherche-action.*

Composante 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles

121. La composante 3 vise l'augmentation de la productivité agricole par la valorisation de la formation dispensée aux EAF et jeunes dans les pôles de développement. Cette composante est constituée par trois principales activités : (i) Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole; (ii) Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux; et (iii) Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole. Ces trois sous-composantes doivent être mises en œuvre de façon complémentaire et équilibrée pour assurer l'atteinte de l'objectif de la composante 3.
122. Les 4 pôles de développement agricole prévus dans la première phase du Programme sont opérationnels. Malgré le début difficile, l'exécution des activités de la composante 3 est sur la bonne voie. Des réalisations satisfaisantes sont enregistrées et des effets significatifs/positifs se profilent sur le terrain: 611 CEP réalisés sur 1 000 prévus, soit 61% permettant le renforcement des compétences techniques de 9 877 EAF et jeunes sur les 30 000 prévus, soit 33% dont 42% des femmes; 1431 EAF et jeunes bénéficiaires de formation complémentaire et/ou spécialisée sur 4 080 prévus, soit 35% dont 42% des femmes; 299 MPCP réalisés sur 660 prévus, soit 45%; 59 PPP effectués sur 1 080 prévus, soit 5%; 66 vaccinateurs villageois formés sur 150 prévus, soit 44%; 40 artisans fabricants et réparateurs de matériels agricoles formés sur 30 prévus, soit 133%; et 192 Ha de rizières réhabilités. Bénéficiaires de l'appui du Programme ou par leurs propres capacités productives, les EAF adoptant les techniques améliorées ont augmenté significativement leur production et par conséquent, amélioré leurs revenus.
123. Les réalisations physiques et le niveau de décaissement représentent respectivement 18% et 15% par rapport aux objectifs à la fin du Programme. La mission a constaté que le niveau de réalisations dans chaque pôle reflète la période d'installation de l'équipe (C-CAP et ONG-T), les spécificités de chaque région ainsi que la valorisation des expériences antérieures des Projets/Programme. Chaque pôle utilise des approches différentes bien que les lignes directrices et le cadrage soient communs. L'appréciation globale des réalisations et résultats obtenus de la composante 3 est satisfaisante. Toutefois l'aspect qualité semble encore limité et cette situation constitue un point à améliorer dans la deuxième phase.

Sous-composante 3.1: Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole.

124. C'est la sous-composante qui a enregistré une avancée significative dans la mise en œuvre des activités prévues parmi les trois sous-composantes. Les réalisations dans les 4 pôles sont globalement similaires. Au niveau de cette sous-composante, les outils disponibles et les approches utilisées pour mettre en œuvre les activités sont maîtrisées par les équipes de terrain. Les trois volets sont prévus : (i) la formation et le perfectionnement technique des producteurs par le biais des CEP; (ii) l'appui à l'accroissement du capital productif des EAF vulnérables; et (iii) le développement de services d'appui agricole. Ils ont constitué des portes d'entrée au niveau des pôles de développement et ont trouvé facilement des EAF demandeurs. Les outils utilisés sont entre autres le guide CEP FORMAPROD, les dossiers de montage de projet coup de pouce, projet d'appui aux prestataires de services agricoles (semenciers, artisans, vaccinateurs villageois et pépiniéristes), et projet professionnel à coûts partagés.
125. Le renforcement de compétence des EAF et jeunes a porté sur trois activités principales: (a) formation de base sur site à travers les CEP; (b) formation complémentaire à la formation de base acquise notamment dans les CEP ou formation spécialisée à la demande; et (c) organisation des visites d'échanges et participation aux foires.
126. En terme de résultats, on note 611 CEP réalisés touchant plus de 9 877 EAF et jeunes, 1 431 EAF et jeunes bénéficiaires de formation spécialisée et/ou complémentaire portant principalement sur les techniques de production et de conservation de produits agricoles, la gestion des ressources d'exploitation, les nouvelles techniques d'amélioration de pépinière et la lutte contre les ennemis des cultures; 31 visites d'échanges organisées ayant vu la participation de 931 EAF et jeunes dont 39% femmes.

127. La mission a noté que la formation des EAF et jeunes à travers les CEP présente une part importante dans les réalisations de la composante 3. Comme la conduite des CEP a pour objectif de faciliter la vulgarisation d'innovations techniques et technologiques au niveau des pôles de développement, les thèmes choisis sont tous pertinents. Ils ont répondu aux besoins des producteurs en matière d'amélioration de la productivité agricole, de la sécurité alimentaire et d'accroissement de revenus. Certains thèmes ont été également choisis pour exploiter les potentialités spécifiques des pôles. Les CEP ont concerné principalement les cultures vivrières (riz irrigué et pluvial, maïs, patate douce, pomme de terre), les filières à haute valeur ajoutée (haricot, oignon, arachide), et les cultures d'exportation (girofle, épices). A titre d'exemple, les CEP systèmes agroforestiers à Atsinanana associent la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration de la productivité agricole (girofle, riz pluvial, épices). Le CEP patate douce plus productive et à haute valeur nutritive, (riche en carotène au pôle d'Anjozorobe), apporte une solution à l'augmentation de la productivité de cette spéculature et à l'amélioration nutritionnelle de la population. Grâce aux CEP maïs dans le pôle de Maintirano, le rendement de cette culture a augmenté. Des expériences intéressantes sur la conduite des CEP méritent d'être capitalisées et mises en échelle dans la deuxième phase.
128. Concernant l'appui à l'augmentation du capital productif des EAF, cette activité a également connu un succès auprès des bénéficiaires. Elle utilise deux dispositifs intéressants à savoir les micro-projets coup de pouce (MPCP) et les projets professionnels à coûts partagés (PPCP). Par rapport aux MPCP destinés aux EAF dont les ressources de production sont faibles, 299 MPCP sur 660 prévus sont réalisés, touchent 2 990 EAF et concernent environ 15 000 bénéficiaires directs (membres des EAF bénéficiaires de MPCP). Les MPCP concernent essentiellement l'élevage à cycle court (élevage de porcs et volailles de race locale) et le maraîchage. 80% des bénéficiaires répondent parfaitement aux critères de vulnérabilité.
129. Concernant les PPCP dont la vocation est de relancer la productivité agricole sans se substituer aux produits des IMF, le document projet prévoyait un mode de financement faisant intervenir une subvention de FORMAPROD de 50%, un prêt auprès d'une IMF de 35% et un apport personnel de 15%. A date, les partenariats avec les IMF sont en cours de négociation. Toutefois, le Programme a pris l'initiative d'expérimenter les PPCP dans le pôle d'Anjozorobe sur la base d'une subvention de 90% de FORMAPROD avec une contribution des bénéficiaires de 10%. Ainsi, 59 PPCP ont été financés pour le compte de 590 EAF et jeunes. Ils ont porté principalement sur l'intensification rizicole. Cependant, la mission est d'avis que l'approche expérimentée avec une subvention à 90% n'est pas conforme aux objectifs des PPCP et recommande la mise en œuvre de l'approche prévue dans le rapport de conception finale.

Développement de services d'appui agricole

130. Les services d'appui agricole développés sont diversifiés et répondent aux principaux besoins des producteurs en termes de services de proximité. Il s'agit de: (i) la lutte acridienne, activité extra-Programme, ayant permis de traiter 30 956 ha; (ii) l'appui aux groupements de multiplicateurs de semences améliorées (riz, patate douce, haricot) avec 18 groupements soutenus; (iii) l'appui à 41 pépiniéristes pour la production de plants forestiers et fruitiers; (iv) la formation de 66 vaccinateurs villageois pour assurer la vaccination du cheptel des EAF; (v) la formation de 40 artisans fabricants, revendeurs et réparateurs de petits matériels agricoles (sarcluse, batteuse mécanique, charrue). La mission note qu'une diversité d'approches est utilisée en matière de développement de services agricoles dans chaque région et recommande de promouvoir des échanges «féconds» de bonnes pratiques en partenariat avec la CAPFIDA.

Sous-composante 3.2: Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers.

131. Cette sous-composante vise la facilitation d'accès des bénéficiaires du Programme aux opportunités de marchés et à des services financiers de proximité et adaptés aux besoins des EAF et jeunes. Dans cette sous-composante, il est prévu 3 principales activités : (i) animation, information et formation commerciales et technologiques, (ii) facilitation de l'accès à des services financiers adaptés; et (iii) soutien aux services publics connexes nécessaires au financement (délivrance de certificats fonciers et cartes d'identité nationale).
132. Les activités relatives à l'appui à l'accès aux services commerciaux n'ont pu démarrer que dans les pôles de Maintirano et Brickaville. Les autres pôles se sont focalisés d'abord sur l'amélioration de la productivité avant de s'occuper des problématiques de la commercialisation

des produits agricoles. Pourtant l'identification des opportunités de marchés et l'assainissement des marchés sont très pertinents pour orienter la production. Les activités d'appui à l'accès aux services financiers adaptés aux besoins des EAF et jeunes ont été mises en œuvre dans le pôle de Maintirano suite à l'établissement d'un partenariat entre FORMAPROD et CECAM. Les autres principales réalisations sont: (i) un diagnostic participatif commercial effectué dans la région Atsinanana; (ii) participation de 124 EAF et jeunes (dont 56% des femmes) à 11 foires nationales (FIER-MADA et Foire de la Maison du petit élevage) et régionales; (iii) 2 contrats commerciaux signés entre les producteurs et les opérateurs de marché, dont un contrat de production de maïs avec le PAM dans le pôle de Maintirano et un contrat avec un opérateur de marché pour la fourniture du gingembre frais et du curcuma séché pour le pôle de Brickaville.

133. Les activités d'appui à l'accès aux services commerciaux ont permis de vendre 442 tonnes de différents produits agricoles par 1 472 producteurs. Les expériences développées dans les deux pôles méritent d'être valorisées dans les autres pôles. La région Atsinanana constitue également une source importante d'informations sur les opportunités de contractualisation entre les organisations de producteurs et les opérateurs de marché, étant donné sa proximité par rapport au port maritime. Au-delà de ces deux expériences, la mission relève que la prospection de marché et la collecte d'informations sur les opportunités de marchés constituent des éléments clés tant pour faciliter l'accès aux marchés que pour multiplier les opportunités d'arrangements contractuels entre les producteurs et les opérateurs économiques.
134. Concernant la facilitation de l'accès à des services financiers de proximité et adaptés aux besoins de la population cible, cette activité n'est qu'à ses débuts actuellement. Les partenariats prévus avec les IMF présentes dans les autres pôles de développement sont en cours de négociation. Dans le Pôle Maintirano, des expériences intéressantes ont été enregistrées en matière d'appui à l'accès aux services financiers grâce au partenariat avec CECAM. Les trois (03) nouvelles caisses de microfinance qui ont été mises en place sont opérationnelles. Elle compte 252 nouveaux membres sont enregistrés en 2015, ce qui porte le nombre de sociétaires des trois caisses à 942. La CECAM propose différents produits aux membres dont le crédit avec éducation (CAE), le crédit de financement de campagnes agricoles, le crédit grenier communautaire villageois (CGCV), le crédit location-vente mutualiste des équipements agricoles, et crédit commerce à titre individuel. Les expériences du pôle de Maintirano en matière de facilitation de l'accès à des services financiers adaptés méritent d'être valorisées dans les autres pôles. En outre, celles des autres projets/Programmes comme AROPA et PROSPERER en matière de finance rurale peuvent servir de référence pour trouver les solutions appropriées aux difficultés rencontrées. Vu le caractère transversal de FORMAPROD et les expériences développées par les différents projets financés par le FIDA en matière de finance rurale (PPRR, AD2M, PROSPERER et AROPA), la mission recommande d'organiser, à partir des leçons apprises et avec l'appui de la CAPFIDA, des journées d'échange et de capitalisation.

Sous-composante 3.3: Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole.

135. Cette sous-composante vise à développer des infrastructures structurantes pour soutenir l'amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement. Elle comporte 4 principales activités: (i) aménagements de périmètres hydro-agricoles; (ii) construction d'infrastructures de soutien à la commercialisation et à la transformation des produits agricoles, (iii) réhabilitation d'infrastructures de désenclavement des zones de production; et (iv) construction d'infrastructures communautaires d'élevage.
136. L'exécution de cette sous-composante a souffert de la non-disponibilité du fonds OFID. Par conséquent, la majorité des activités n'a pas encore démarré. Cependant, les activités urgentes et qui sont éligibles aux fonds FIDA ont été effectuées à travers le système HIMO tels que les curages des canaux d'irrigation (262 ha de périmètre réhabilités) et la réhabilitation de 6 hangars de stockage. En outre, 8 études avant-projet détaillé participatif (APD) d'aménagement de périmètre hydro-agricole concernant 4 900 ha ont été réalisées. L'exécution des activités de cette sous-composante a été reportée à partir de janvier 2018. La mission recommande de développer de partenariat avec les projets/Programmes présents dans ces pôles pour réaliser les activités prévues en attendant la mobilisation du fonds OFID.

Installation des jeunes formés dans les pôles de développement agricole

137. Des jeunes formés dans le cadre de la composante 2 se sont installés, soit dans leurs propres exploitations, soit au sein des exploitations de leurs parents. Certains jeunes ont bénéficié d'appui prévu dans la composante 3, entre autres les services agricoles de proximité tels que la couverture sanitaire du cheptel, les accès aux services commerciaux et financiers.
138. L'installation des jeunes sur des nouveaux sites nécessitant des investissements conséquents en matière de développement d'infrastructures ou logistiques d'accueil ne peut pas être supportée uniquement par le Programme. Ce cas de figure doit être réalisé dans le cadre d'un partenariat avec différents organismes prêts à appuyer les projets d'installation de jeunes. L'initiative qui se met en place dans le pôle d'Anjozorobe mérite d'être répliquée dans d'autres pôles qui veulent installer des jeunes formés sur des nouvelles terres disponibles. Il s'agit d'un partenariat entre le Programme, la Direction régionale de l'agriculture (DRAE) Analamanga et la Commune rurale d'Ambogamarina pour le projet d'installation des 50 jeunes issus de la Commune sur un terrain de 59 ha. La répartition des responsabilités se présente comme suit : la Commune facilite l'accès au terrain communal et prend en charge les infrastructures d'accueil des jeunes ; la DRAE assure les travaux de défrichement et de labour par tracteur et assure la formation de base, l'encadrement technique et le suivi des jeunes, tandis que le Programme fournit les kits d'installation en fonction des besoins identifiés. Si cette expérience réussit, un terrain de 300 ha sera encore disponible pour accueillir des jeunes formés qui voudront s'installer sur leurs propres exploitations. Les efforts d'installation des jeunes formés dans les pôles de développement agricoles mettent en relief les fortes articulations qui existent entre les trois composantes de FORMAPROD. Toutefois, les leçons apprises des activités d'installation tels que les projets d'installation des jeunes de la FAO et de la Banque Africaine de développement (BAD) dans les régions de Bongolava et Atsimo Andrefana devraient être prise en considération par le Programme.
139. **Dispositif de mise en œuvre.** Le dispositif de mise en œuvre comprenant les cellules d'appui au développement de pôle (CAP) et ONG de terrain (ONG-T) a été installé à partir de 2014 comme prévu dans le document de projet. Les ONG-T ont été recrutées pour une durée de un (01) an renouvelable pour former et accompagner les producteurs. Ensuite, c'est l'équipe de la CAP qui prend le relais en contractant à titre individuel avec les conseillers agricoles (CA) et socio-organisateurs (SO) ayant travaillé avec l'ONG-T. Ils sont recrutés afin d'assurer la continuité des appuis auprès des producteurs.

V. Suivi-Evaluation

140. **Cadre logique.** Le cadre logique initial adopté à la conception du Programme reflète les objectifs et la stratégie du Programme. Cependant, la formulation de certains indicateurs nécessitant des améliorations pour une meilleure compréhension commune, à la fois des résultats et de la démarche du Programme. Aussi, la mission a procédé, avec l'équipe du Programme, à une actualisation du cadre logique de manière à le simplifier et à clarifier les résultats et les indicateurs clés. De plus, la mission a procédé à l'ajustement de certaines valeurs cibles en fonction des orientations et recommandations formulées pour chaque composante du Programme. Enfin, la présentation du cadre logique a été aligné sur celui du COSOP/FIDA 2015-2019 et ce afin de le rendre conforme aux dernières recommandations du FIDA en la matière.
141. **Planification.** La planification du Programme se fait d'une manière opérationnelle au niveau de chacune des régions d'intervention et en concertation avec les acteurs locaux. Cela permet au Programme d'apporter des réponses appropriées et des appuis différenciés face aux priorités et contextes qui prévalent dans chacune des régions d'intervention. Toutefois, le Programme n'a pas intégré un processus de planification globale, avec une dimension plus stratégique vis-à-vis des objectifs et de la démarche commune. Aussi, *il est recommandé d'instaurer un cadre de planification commune afin d'améliorer la coordination, la cohérence des actions à travers une visibilité accrue de l'équipe sur les objectifs, les résultats ainsi que l'évolution du Programme (cadre pluriannuel, orientations générales et stratégies opérationnelles, phasage et extension, priorisation et affectation des ressources...).*
142. **Système de Suivi-Evaluation (SSE).** Au cours de la phase de démarrage, la CAPFIDA a appuyé la mise en place du dispositif de suivi-évaluation et cela a permis de renseigner et de rapporter l'avancement de la mise en œuvre. Un tableau de bord commun a été élaboré et

adopté par toutes les EPR pour le suivi des réalisations physiques, puis consolidé au niveau de l'UL pour l'ensemble du Programme. Le dispositif repose sur différents outils (collecte, traitement et analyse) et procédures de S&E développés par chacune des équipes régionales, eux même inspirés des outils existants dans les SSE des projets/Programmes en cours. Ce dispositif a eu le mérite de valoriser l'existant, l'expérience des équipes et les spécificités de chacune des régions, mais il reste assez limité si l'on considère le niveau de cohérence, d'organisation et d'harmonisation nécessaire pour avoir un système fiable, consolidé avec un cadre d'analyse performant.

143. Aussi, conformément aux recommandations de la mission de supervision de 2014, l'équipe S&E a initié en 2015, la mise à jour du SSE du Programme afin de travailler d'une façon plus efficace et cohérente, selon un cadre, des méthodologies et des outils harmonisés. Le processus d'élaboration du nouveau dispositif a été appuyé par un expert national recruté par le Programme, avec la participation de partenaires du Programme (SE/CNFAR, DFAR, FARMADA, UNESCO, CAPFIDA). Le nouveau SSE a été développé selon cinq principes majeurs: (i) articulation avec la chaîne des résultats du Programme; (ii) transparence et fluidité; (iii) cohérence, synergie et autocontrôle; (iv) harmonisation et articulation avec les SSE nationaux et le SYGRI (FIDA); (iv) participatif et en articulation avec les systèmes d'informations des partenaires.
144. Suite à la démission du responsable du S&E au niveau de l'UL, l'avancement du SSE a connu des retards. L'équipe S&E est actuellement sur le point de déployer le dispositif au niveau des régions pour une phase test, avant la validation finale du système et du manuel de S&E mis à jour. Au stade actuel du programme, *la mission recommande de finaliser (en tenant compte du cadre logique révisé), et de déployer le dispositif S&E (outils, procédures, BdD et cadre d'analyses) dans les meilleurs délais afin d'appuyer efficacement la gestion et la coordination du Programme.*
145. **Suivi post-formation.** Cet aspect revêt une importance particulière pour le Programme dans la mesure où la formation et l'insertion professionnelle des jeunes ruraux constituent le «cœur des métiers». Les initiatives existent sur le terrain, où les Chargés d'Insertion Professionnelle (CIP) et certains établissements de formation font déjà le travail de suivi des jeunes sortants et de leurs projets professionnels. Ce suivi fournira des informations clés sur les résultats et les changements réels apportés avec l'appui de FORMAPROD. Au-delà du Programme, l'appréciation et l'analyse de l'évolution des jeunes formés et de leur persistance dans le métier font partie des éléments essentiels pour alimenter les réflexions et éclairer les orientations stratégiques au niveau de la SNFAR. *La mission recommande d'intégrer systématiquement dans la démarche opérationnelle du Programme un dispositif de suivi des jeunes à l'issue de leur formation.* Ce suivi devra s'appuyer sur l'implication directe des jeunes formés eux-mêmes, des CEFAR et des collectivités locales.
146. **Base de données (BdD).** L'application de la gestion de base de données du Programme est en cours de développement et évoluera au rythme du processus de mise en place du SSE. Une première version a été testée dans les régions Analamanga et Atsinanana, mais le développement de l'application continuera jusqu'à la validation finale de toutes les composantes du SSE. L'application permettra de stocker, traiter et faciliter l'analyse des données issues des principales activités de FORMAPROD, notamment les appuis fournis aux jeunes, aux CEFAR, aux EAF au sein des pôles, mais aussi au processus de rénovation de la FAR au niveau national. La BdD étant également un outil structurant, sa mise en place contribuera grandement à l'harmonisation des outils en amont et à la fluidité de l'ensemble du système.
147. **Dictionnaire des indicateurs.** Étant donné la diversité des acteurs impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de FORMAPROD, cet outil particulier est indispensable pour établir une bonne compréhension des résultats à travers les indicateurs retenus, au sein de l'équipe du Programme ainsi que des principaux partenaires. Cette base de lecture commune est un préalable essentiel pour permettre à chacun de fournir convenablement les données et les informations et assurer ainsi le bon fonctionnement du SSE. Aussi, *il est recommandé d'élaborer un dictionnaire des indicateurs et le partager avec les entités impliquées dans la mise en œuvre et le suivi du Programme.*

148. **Situation de référence.** L'enquête pour l'établissement de la situation de référence du Programme a été réalisée en 2014. Les données de base, les indicateurs ainsi que le rapport concernant les régions de démarrage sont disponibles. Une situation de référence devra également être établie pour les zones d'extension de la deuxième phase. Étant donné que le Programme devra mener une enquête d'évaluation à mi-parcours pour l'année 2017, *la mission recommande d'étudier la possibilité de combiner les deux exercices afin d'alléger les coûts et les procédures.*
149. **SYGRI (RIMS).** Les indicateurs de premier niveau (RIMS 1) sont disponibles et actualisés périodiquement. Compte tenu de la révision du cadre logique du Programme, la mission a procédé à un ajustement concernant les indicateurs SYGRI retenus pour le Programme (cf. Annexe). Selon les directives du FIDA relatifs aux indicateurs de deuxième niveau (RIMS 2), le Programme devra les renseigner périodiquement à partir de l'année 2017 (mi-parcours).

VI. Ciblage, groupe cible et équité genre

A. Ciblage et groupe cible

150. Pendant la première phase, l'approche standard de ciblage des bénéficiaires (jeunes, EAF, MER et CEFAR) du Programme FIDA à Madagascar a été bien appliquée. Cependant, la mission constate que des interprétations très variables du groupe cible persistent. Aussi, il est opportun de rappeler que les quatre groupes cibles du Programme sont: (i) les jeunes ruraux déscolarisés (18-25 ans environ), dont ceux qui dépendent encore de leurs parents (14-18 ans), et, au sein de ces deux sous-groupes, les jeunes filles mères (30% des formées); (ii) les jeunes de niveau secondaire souhaitant se spécialiser dans des métiers ruraux d'appui-conseil; (iii) les jeunes de niveau secondaire voire universitaire, qui désirent créer une microentreprise rurale; et (iv) les petits exploitants agricoles (EAF).
151. Les différents dispositifs de la FAR y compris les CEFAR publics ou privés ou les autres dispositifs comme les ONG ou les organisations professionnelles agricoles ne devraient pas être perçus comme des groupes bénéficiaires (voir rapport annuel 2015), mais comme des intermédiaires pour atteindre les quatre groupes cibles. De même, les microentreprises rurales (MER) en activité ne sont pas incluses dans le groupe cible des EAF qui correspondent aux trois catégories d'EAF, telles que définies par la Stratégie des services agricoles adoptée par le Ministère de l'Agriculture.
152. La mission confirme que les critères de sélection sont bons et rappelle que les limites d'âge pour les jeunes ruraux (garçons et filles) déscolarisés ayant choisi de devenir agriculteurs/trices doivent être respectées: (i) 18-25 ans environ pour ceux qui ont déjà des responsabilités familiales; et (ii) 14-18 ans pour ceux qui dépendent encore de leurs parents. Les types de services de formation fournis par FORMAPROD doivent tenir compte du facteur âge. Vu que l'âge d'un citoyen capable d'avoir un contrat est à 18 ans, il est préférable que l'âge minimum pour les jeunes appuyés dans les démarches d'entrepreneuriat et de création d'entreprise débute à cet âge. Par contre, l'âge minimum pour travailler en tant qu'ouvrier agricole est à 15 ans, ce qui implique que les plus jeunes doivent être orientés vers l'apprentissage et des stages en entreprises.
153. Fréquemment, le Programme est sollicité par des personnes qui ont plus de 25 ans et qui désirent participer aux formations. Ce type de requête émane notamment des OP qui demandent plus de formation pour les agriculteurs déjà installés, mais qui ont plus de 25 ans, mais moins de 35 ans. La mission précise qu'il faut préserver l'esprit du Programme qui s'adresse à des jeunes de 14 à 25 ans et que des exceptions soient permises jusqu'à 29 ans comme convenue lors de la mission de supervision de décembre 2014. Ces exceptions ne devraient pas représenter plus de 15% des bénéficiaires.
154. La mission de supervision de décembre 2014 a recommandé d'établir une fiche d'information pour expliquer les critères de sélection des jeunes. La présente mission note que cette recommandation a été réalisée seulement par l'EPR Analamanga. *La mission souligne l'importance d'établir une fiche d'information au niveau national pour expliquer les critères de sélection des jeunes éligibles aux services du FORMAPROD.*

155. Pour la Composante 3, la mission constate que les exploitations agricoles familiales sont enregistrées seulement à travers le nom du Chef de ménage sans tenir compte de leur âge. Puisqu'il s'agit d'entreprises familiales, il faut prendre en compte plusieurs membres de la famille dont l'épouse et les jeunes dans le groupe d'âge 18-35 ans.

B. Parité hommes-femmes

156. Lors de la conception du Programme, une démarche genre proposée comprend à la fois la parité homme-femme, et l'intégration des plus vulnérables (femmes, jeunes et migrants) comme acteurs du Programme. Une analyse spécifique de chaque composante était faite avec attention aux besoins spécifiques des jeunes femmes cibles, notamment les plus vulnérables tels que les mères célibataires. Le Programme a établi des objectifs précis de participation de ces groupes aux activités (d'au moins 30%).
157. Après la première phase de réalisation, la mission constate que les objectifs émis par les quotas sont atteints. Pour l'année 2015, les jeunes femmes représentent 30% des 2.209 jeunes apprentis inscrits pour suivre des cycles d'apprentissage. Parmi les 261 tuteurs d'apprentis opérationnels, 81 sont des femmes (31%) et sur les 1.106 jeunes suivant des formations courtes et modulaires "hors circuit classique", 396 sont des femmes (36%). Le taux de participation des femmes dans les CEP qui se situe à hauteur de 41% est largement au-dessus de l'objectif proposé de 30%. Ces résultats montrent que les quotas fixés pour la participation des femmes sont respectés, voire même au-dessus de l'objectif assigné.
158. Au-delà des chiffres, il y a peu d'information ou leçons apprises sur l'intégration d'une approche genre en terme qualitative. La démarche genre n'est pas pleinement opérationnalisée et la stratégie genre reste à finaliser. Les questions d'autonomisation des femmes telles que réduction de leurs charges de travail, participation aux instances de décisions et contrôle de leurs revenus ne sont pas établies. Les activités prises pour faciliter l'accès des femmes les plus vulnérables (jeunes mères célibataires) ne sont pas décrites. Les acteurs du Programme (cadres, prestataires, consultants, etc.) n'ont pas encore reçu de formation dans l'approche genre (selon les recommandations de la mission de supervision de décembre 2014). *La mission suggère d'organiser une formation en genre, dans le cadre de la formation en compétence des cadres et du personnel d'appui, ainsi que des sessions courtes pour les partenaires (CEFAR, OP), centrées sur les composantes du Programme et les aspects genre.*
159. Dans le cadre d'une opération pilote, des initiatives sont en cours pour introduire l'approche centrée sur la « Méthodologie participative des ménages » dans l'EPR Analamanga et EPIR Atsinanana/Analanjirifo. Cette méthode participative est idéale pour des personnes qui ne sont pas alphabétisées, car elle les aide à définir et mettre en œuvre leur vision de l'avenir. Une stratégie d'opérationnalisation de cette méthode, notamment avec les jeunes en stage d'insertion, a été élaborée et sera réalisée en 2016. La mission recommande d'évaluer dans deux ans l'efficacité et l'impact de cette méthode.

VII. Organisation et gestion

A. Coordination du Programme

160. Du fait du caractère transversal de la formation agricole, la mise en œuvre des activités de FORMAPROD a lieu à travers les projets et Programmes financés par le FIDA afin de renforcer les synergies et complémentarités entre FORMAPROD et respectivement AROPA, AD2M, PROSPERER et PPRR. Ainsi au niveau de différentes régions d'intervention du Programme, les EPR en charge de l'exécution de FORMAPROD sont directement sous la supervision des Coordinateurs des projets financés par le FIDA.
161. Au niveau national, l'Unité de Liaison (UL) a essentiellement pour mandat d'assurer la programmation, le suivi, la gestion et l'allocation des fonds ainsi que des liens avec le CNFAR et son opérationnalisation au niveau régional. Ce montage original ne prévoyait pas un rôle actif de l'UL dans la mise en œuvre des activités au niveau régional et local alors que l'UL est chargée de la programmation des activités. L'absence de liens hiérarchiques directs entre l'entité en charge de la programmation (UL) et les entités en charge de la réalisation des activités de terrain (EPR) s'est révélé préjudiciable, car certaines activités spécifiques à FORMAPROD ne sont pas

suffisamment adoptées par les Projets et Programmes. Il s'agit par exemple des activités de FAR comme la formation de masse impliquant la maîtrise d'ouvrage communale qui n'ont pas encore démarré alors qu'elles sont critiques pour l'atteinte des principaux indicateurs de développement du Programme. Pour pallier ce gap entre la programmation et la mise en œuvre des investissements de FORMAPROD, le Gouvernement recommande de revoir la configuration actuelle du dispositif de mise en œuvre de FORMAPROD.

162. Avec l'évolution du Programme pays FIDA, le dispositif de mise en œuvre de FORMAPROD a atteint certaines limites sur le plan organisationnel. D'une part, le projet PPRR a été clôturé en décembre 2014 et l'EPR Atsinanana / Analanjirofo n'est intégrée dans aucun projet. Le projet AROPA avec son financement additionnel se terminera en mars 2019 soit 4 avant l'achèvement de FORMAPROD. Le Programme PROSPERER avec ses financements additionnels et la gestion d'une partie du financement PROJERMO/BAD, et le projet AD2M-phase 2 avec un financement multiple (FIDA, ASAP, OFID), auront des plans de charge importants qui risquent d'impacter à terme sur le niveau des décaissements.
163. De plus, la conception initiale avait prévu que la mission des Chargés de Missions au niveau des EPR prenne fin en décembre 2015 et que leurs fonctions soient transférées aux CRFAR. Or, ces derniers ne sont pas encore prêts à assurer le relais.
164. Dans ce contexte, l'organigramme de type matriciel avec insertion des EPR au niveau des structures des autres projets sur financement FIDA pose problèmes. Bien que l'organigramme initial permette à chaque EPR de disposer d'une grande autonomie, il y a le risque²⁸ que les complémentarités et synergies attendues rendent très peu visible l'action de FORMAPROD par rapport à ses objectifs spécifiques, au rôle et à l'importance de la formation, aux activités centrées sur la formation professionnelle des jeunes, leur insertion et installation.
165. Ce souci a été à maintes reprises exprimé par le Ministère de tutelle du Programme qui a considéré que ce «dispositif était complexe » en terme de suivi à son niveau et a manifesté clairement son point de vue pour que, *les EPR ne soient plus dissous au sein des projets, mais doivent relever de la coordination de FORMAPROD tout en maintenant la synergie et la collaboration avec les projets sur financement FIDA et également avec ceux financés par les autres partenaires.*
166. Par ailleurs, il n'est pas sûr que le terme Unité de Liaison de FORMAPROD soit approprié au contexte actuel. Il s'agit maintenant pour l'UL d'assurer un véritable rôle de coordination pour garantir une synergie productive des initiatives au niveau régional en vue d'atteindre les objectifs du Programme.
167. Enfin, l'évaluation de Programme de pays de Madagascar réalisée en 2014 par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) avait relevé la complexité du montage institutionnel de FORMAPROD et avait recommandé la mise en place d'une *«équipe solide de gestion au niveau central plutôt qu'une gestion déléguée aux autres équipes de projet qui ne s'occupent pas de formation agricole»*.

B. Gestion Administrative

168. Personnel du Programme. Le Programme compte actuellement 79 personnes avec des contrats permanents réparties entre l'unité de liaison, les EPR et le SE/CNFAR. Les termes de référence de chaque personnel sont intégrés dans le manuel de procédures. Le poste de responsable technique au sein de l'unité de liaison est actuellement vacant. Les dispositifs d'appui technique et de terrain ainsi que des consultants sont également présents au sein des EPR pour un total de 66 personnes. Il s'agit notamment des agents de terrain, des conseillers en insertion professionnelle, des techniciens agricoles et des socio-organiseurs. Les évaluations de performance du personnel se font annuellement en interne.
169. Registre des immobilisations. Le registre des immobilisations est disponible et bien géré.

²⁸ Accord conclusif de l'EPP (page 8): «le MinAgri examinera le renforcement des dispositifs de gestion de FORMAPROD aux niveaux national et régional qui doit lui permettre d'assurer une coordination et une concertation efficaces garantissant l'atteinte des objectifs fixés ainsi que la cohérence et la visibilité de FORMAPROD.»

C. Gestion financière

170. La gestion financière du Programme est satisfaisante. Les outils de contrôle interne et de «reporting» sont opérationnels et ont permis l'atteinte un niveau appréciable de mise en œuvre des activités et un suivi correct de l'utilisation et des flux de trésorerie.
171. Gestion de la trésorerie. Les procédures en place permettent la mise en œuvre des activités au niveau régional et au niveau national. Les rôles et responsabilités de chaque entité sont clarifiés. Des dépôts initiaux sont alloués à chaque unité régionale. Les réunions de regroupement périodiques se font entre les comptables et fixent le niveau des dépôts initiaux.
172. Manuel de procédures. Le manuel de procédures du Programme FORMAPROD en place renferme tous les aspects relatifs à la gestion du Programme. En ce qui concerne la passation des marchés, un manuel de gestion des conventions a été élaboré par un consultant externe, mais n'est pas encore appliqué. Le processus de validation est en cours. *La mission attire l'attention sur la nécessité de valider ce manuel afin de disposer d'un outil harmonisé pour la gestion des conventions (nombreuses au niveau de chaque EPR).*

D. Aspects fiduciaires

173. **Décaissements par bailleurs**. Au 31 mars 2016, les décaissements effectifs tous financements confondus s'élèvent à 10,87 millions USD, soit 12,6% par rapport au coût total du Programme et 16,6% par rapport au montant mobilisé. Les décaissements par bailleurs sont: 21,9% sur le prêt et don FIDA, 12,1% sur le Fonds Fiduciaires Espagnol, 9,2% pour le Gouvernement et 4,7% pour les Bénéficiaires. Les cofinancements des autres bailleurs prévus initialement ne sont pas encore effectifs. (voir Appendice 4).
174. **Décaissements par composantes**. Par composante, les décaissements par rapport au montant mobilisé sont: (i) 34,9% pour la composante 1; (ii) 11,3% pour la composante 2 et 15% pour la composante 3. (voir Appendice 4).
175. **Décaissements sur le prêt FIDA**. Le montant du prêt FIDA est de 21 millions DTS. Au 31 mars 2016 et en tenant compte des DRF N°24 et 25 actuellement en cours de préparation, les décaissements par catégories s'élèvent à 5,65 millions DTS et se répartissent comme suit: (i) 41,9% pour la catégorie I "Génie Civile et Construction"; (ii) 59,9% pour la catégorie II "Equipements, Matériels et Moyens de transport"; (iii) 19,7% pour la catégorie III "Formation et prestation de services"; (iv) 28,3% pour la catégorie IV "Fonds de développement agricole"; et (v) 23,3% pour la catégorie V "Coûts de fonctionnement" (voir Appendice 4).
176. **Décaissements sur le Don FIDA**. Le montant du Don FIDA est de 1,28 millions DTS. Au 31 mars 2016, le taux de décaissements est de 24,7%.
177. **Décaissements sur le Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE)**. Le montant du FFE est de 14,28 millions Euros. Au 31 mars 2016, les décaissements incluant les DRF N°8 et 9 actuellement en cours de préparation s'élèvent à 2,49 millions Euros et se présentent par catégories de dépenses comme suit: (i) 28% pour la catégorie II "Equipements, Matériels et Moyens de transport"; et (ii) 11,5% pour la catégorie III "Formation et prestation de services". (voir Appendice 4).
178. **Fonds de contrepartie**. Conformément aux dispositions de l'accord de financement, la contribution du Gouvernement est constituée par la TVA, les droits et taxes à l'importation (DTI) et des ressources propres internes (RPI). A fin 2015, le total de contrepartie pris en charge par l'Etat, représente 174% du montant total prévu dans les PTBA pour 2013, 2014 et 2015. En ressources propres internes la contrepartie de l'Etat représente 135% du montant prévu pour la même période.
179. **Contribution des bénéficiaires**. Au 31 mars 2016, les contributions des bénéficiaires représente 4,7% du prévu.
180. **Comptes spéciaux Prêt/Don FIDA et prêt FFE**. La reconstitution a été faite. Les comptes spéciaux sont à jour. Aucun écart n'est constaté. Les tableaux sont donnés en annexe.
181. **DRF/dépôt initial FIDA**. Au 31 mars 2016, le Programme a émis au total 34 DRF tous financements confondus. En 2015, 7 DRF ont été émis sur le Compte Spécial, soit en moyenne

une DRF tous les 45 jours. Au niveau du Programme, le ratio global du dépôt initial (1 000 000 USD) par rapport au budget 2016 (4 346 170 USD) est de 23%. Pour faire face *au niveau d'activité attendu et avoir un nombre acceptable de DRF à traiter, la mission recommande la révision à la hausse des niveaux des dépôts initiaux. Le dépôt initial du compte désigné FIDA sera relevé de 1 million USD à 2 millions USD. Une requête sera adressée en ce sens au FIDA.*

182. **Comptabilité.** La comptabilité du Programme est à jour. Le logiciel utilisé (TOMPRO) permet au Programme de faire un suivi comptable et financier des activités. La centralisation mensuelle de la base comptable mise en œuvre par le Programme est effective. L'analyse croisée des informations financières avec les informations techniques tant au niveau de la Région de mise en œuvre qu'au niveau centralisé a permis au Programme de faire le suivi rapproché de la mise en œuvre du PTBA et un bon suivi de la trésorerie.
183. **Revue des Etats Certifiés des Dépenses.** La mission a passé en revue un échantillon des ECD et aucune anomalie n'est constatée.
184. **Passation des marchés.** La Mission a passé en revue le registre des contrats. Celui-ci est conforme au modèle indiqué dans la Lettre à l'emprunteur. Une fiche de suivi par contrat est disponible. La mission a passé en revue un échantillon de marchés/contrats et a constaté la bonne appropriation des procédures par le personnel en charge du service de passation des marchés. La qualité des dossiers passés en revue est acceptable. Le constat général révèle également une bonne application des dispositions des accords de financement et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. La conformité de la passation des marchés par rapport aux procédures nationales et du FIDA est satisfaisante.
185. En 2015, l'équipe de la passation de marché a totalisé quatre cent quatre-vingt-six (486) marchés conclus dans l'ensemble du Programme se répartissant comme suit : 376 en Services et Prestations intellectuelles, (ii) 92 en fournitures de biens et services, et (iii) 18 en travaux. Au vu de l'importance du nombre de marchés passés et des observations sur les qualités et les délais et/ou retards de certaines acquisitions notamment les prestations de service, les biens et les fournitures, il est nécessaire d'harmoniser les procédures applicables notamment en ce qui concerne la gestion des conventions et leur adaptation par rapport aux contraintes sur terrain afin d'avoir une bonne qualité des prestations, des biens et des travaux. *Pour le volet «gestion des conventions», le manuel élaboré doit être validé et utilisé par toutes les EPR et l'UL. Dans ce sens, la mission recommande également une formation et des sessions de regroupement et d'échanges à l'endroit des responsables de la passation des marchés y compris les représentants des parties prenantes.*
186. **Contrôle interne.** Le contrôleur interne (CAPFIDA) élabore un rapport périodique sur les constats et mesures à l'attention de chaque Coordonnateur de projet ou Programme.
187. **Audit des comptes.** Les recommandations formulées par la mission d'audit de 2014 ont été mises en œuvre à 95%. Les Etats financiers de 2015 ont été transmis au FIDA dans les délais. Le bureau d'audit pour les trois prochaines années est retenu et l'audit des comptes pour 2015 est parvenu au FIDA le 30 juin 2016.

E. Performance du Programme

188. L'exécution des PTBA de 2013 à 2015 par année avec engagement est présentée ci-dessous. La performance du Programme a connu une amélioration notable avec des taux d'exécution qui sont passés de 29,5% en 2013 à 50,3% en 2014 et 95,3% en 2015. Au 31 mars 2016, le taux de réalisation du PTBA 2016 est de 10,97%. En tenant compte des engagements en cours, il est de 21,7%.

F. Respect des clauses de l'accord de financement

189. Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées (voir Appendice 5). Toutefois, le décret N° 2015-1457 d'octobre 2015 du Ministère des Finances et du Budget fixant les nouvelles modalités d'ouverture, de gestion et de régularisation des opérations sur les comptes de projets/programmes ouverts au niveau de la Banque Centrale de Madagascar qui risquait d'affecter la gestion des flux de fonds des projets va être amendé par le GoV pour le rendre conforme aux dispositions de l'accord de financement.

VIII. Coût du Programme

190. Le coût total du Programme et les montants des cofinancements prévus restent inchangés. Toutefois, sur la base des données disponibles et des coûts réels des activités effectuées par la Coordination du Programme, **le Costab a été actualisé.**

A. Actualisation du Costab

191. Sur la base du Costab initial, la mission a effectué une analyse des dépenses de la phase 1 du Programme sur la période 2013 à 2015. Les constats notés sont: (i) la non prise en compte de la comptabilisation de certaines dépenses (dépenses des Conseillers en Insertion Professionnels-CIP, des Chargés de mission (à partir de la 4^e année), du Coordonnateur Interrégional ou Coordonnateur Technique (à partir de la 4^e année), (ii) une sous-estimation de certains coûts unitaires à la conception du Programme (coût d'acquisition véhicule, coût unitaire de formation par CMR), (iii) le financement OFID n'est toujours pas effectif, et les activités prévues (infrastructures en soutien aux projets professionnels, construction des établissements de formation agricoles et rurales, les travaux d'aménagement des périmètres, les infrastructures d'élevage telles que les couloirs de vaccination) durant la phase 1 n'ont pas été mises en œuvre, (iv) du retard dans l'avancement de l'exécution du Fonds Fiduciaire Espagnol, (v) les coûts de certaines activités recommandées dans le document de conception tels que l'alphabétisation fonctionnelle adaptée à la FAR, n'ont pas été prises en compte dans le COSTAB.
192. Les cofinancements prévus (OFID et autres bailleurs²⁹), n'étant pas encore effectifs, certaines activités prévues sur ces derniers seront effectuées sur le prêt FIDA durant 2016 et 2017. Les activités restantes sur ces cofinancements seront déployées sur les années restantes et à partir de 2018.
193. Les prix unitaires des biens et services des différentes activités du Programme sont estimés sur la base des prix moyens de l'année en cours³⁰, avec un ajustement pour garder les mêmes niveaux de décaissements effectués par composantes et activités pour les autres années du projet. Les coûts totaux par composantes/activités, c'est-à-dire les coûts de bases et les imprévus physiques et financiers (taux d'inflation et de change entre le MGA et le dollar US sont reconsidérés et l'analyse coûts-bénéfices sera actualisée sur la base de l'analyse des modèles de production au niveau des filières représentatives dans les régions actuelles d'intervention et des projets professionnels mis en place. (voir Appendice 6).

²⁹ Agence Française de Développement, Union Européenne ; Coopération décentralisée de la Région Ile de la Réunion.

³⁰ janvier à mars 2016.

Tableau 1: Coût total du Programme (US\$ et MGA) – Actualisé au 31 mars 2016 - 1^{ère} revue interphase

	(MGA Million)					(US\$ '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
A. Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)										
Appui institutionnel à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	3 074	556	3 630	15	1	951	173	1 123	15	1
Amélioration des dispositifs de FAR	4 490	224	4 714	5	2	1 373	69	1 442	5	2
Financement des systèmes de FAR	1 068	166	1 234	13	-	325	52	377	14	-
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	28 959	2 259	31 218	7	11	9 133	694	9 827	7	12
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)	37 591	3 205	40 796	8	15	11 781	987	12 768	8	15
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR										
Management des dispositifs de FAR au niveau régional	7 012	445	7 457	6	3	2 161	134	2 295	6	3
Formation des jeunes ruraux	38 939	8 129	47 069	17	17	11 994	2 452	14 446	17	17
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	26 956	1 885	28 841	7	11	8 206	569	8 775	6	10
Projets professionnels des jeunes formés	34 353	894	35 247	3	13	10 421	270	10 690	3	13
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR	107 260	11 353	118 613	10	43	32 782	3 424	36 206	9	43
C. Promotion de pôles de développement agricole										
Appui à l'amélioration de la productivité agricole	30 106	3 753	33 859	11	12	9 554	1 133	10 687	11	13
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	12 783	2 767	15 550	18	6	3 903	841	4 743	18	6
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	54 491	9 572	64 063	15	23	16 475	2 891	19 366	15	23
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	97 381	16 092	113 472	14	42	29 931	4 865	34 796	14	42
Total BASELINE COSTS	242 232	30 650	272 881	11	100	74 495	9 276	83 771	11	100
Physical Contingencies	2 825	499	3 324	15	1	852	150	1 002	15	1
Price Contingencies	65 423	9 969	75 392	13	28	1 142	176	1 318	13	2
Total PROJECT COSTS	310 479	41 117	351 596	12	129	76 489	9 602	86 091	11	103

Tableau 2: Coût du Programme par année. Actualisé au 31 mars 2016 - 1ère revue interphase

	Totals Including Contingencies										
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
A. Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)											
Appui institutionnel à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	83	51	136	263	284	103	143	69	-	-	1 131
Amélioration des dispositifs de FAR	80	124	139	395	509	169	19	19	-	-	1 454
Financement des systèmes de FAR	-	3	15	106	208	21	13	13	-	-	380
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	687	1 341	1 325	1 098	862	1 232	896	879	701	880	9 903
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)	850	1 520	1 615	1 862	1 863	1 525	1 071	980	701	880	12 868
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR											
Management des dispositifs de FAR au niveau régional	51	191	374	244	272	275	246	309	284	84	2 329
Formation des jeunes ruraux	42	443	1 369	1 276	1 906	3 051	3 298	2 641	625	162	14 815
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	1	55	154	1 155	1 936	1 559	1 563	1 364	1 029	156	8 972
Projets professionnels des jeunes formés	1	145	787	1 444	1 411	1 428	1 436	1 444	1 452	1 363	10 911
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR	95	834	2 685	4 120	5 524	6 313	6 544	5 758	3 389	1 765	37 027
C. Promotion de pôles de développement agricole											
Appui à l'amélioration de la productivité agricole	167	767	1 659	2 303	2 096	1 807	1 364	326	244	-	10 733
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	-	214	214	527	1 185	1 243	711	544	149	35	4 822
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	56	131	58	116	315	5 951	5 315	4 309	3 274	1 116	20 641
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	223	1 112	1 931	2 946	3 596	9 001	7 390	5 179	3 667	1 152	36 197
Total PROJECT COSTS	1 168	3 466	6 231	8 927	10 983	16 839	15 004	11 917	7 758	3 797	86 091

Tableau 3: Coût du Programme. Déboursements par Financiers (US\$000). Actualisés au 31 mars 2016 - 1ère revue interphase

	IFAD Loan		IFAD Grant		OFID		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Génie civil	1 435	6.6	-	-	14 505	67.0	-	-	950	4.4	916	4.2	3 858	17.8	21 664	25.2	3 231	14 575	3 858
2. Moyens de transport, équipements et matériels	7 738	53.0	-	-	-	-	3 588	24.6	-	-	1 293	8.9	1 984	13.6	14 602	17.0	5 050	7 568	1 984
3. Etudes, formation, assistance technique et contrats	12 855	35.0	2 008	5.5	-	-	15 242	41.5	4 805	13.1	22	0.1	1 830	5.0	36 762	42.7	925	34 007	1 830
4. Microprojets productif	2 474	60.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 648	40.0	-	-	4 122	4.8	-	4 122	-
5. Fonds d'appui à la finance rurale	718	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	718	0.8	-	718	-
6. Fonctionnement (salaires/indemnités/moyens transport/bureaux)	7 774	97.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	201	2.5	7 976	9.3	322	7 452	201
7. Entretien des pistes	-	-	-	-	197	80.0	-	-	-	-	-	-	49	20.0	246	0.3	74	123	49
Total PROJECT COSTS	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	7 923	9.2	86 091	100.0	9 602	68 566	7 923

Tableau 4: Coût du programme (expenditure) par Financiers (US\$000). Actualisé au 31 mars 2016 - 1ère revue interphase

	IFAD Loan		IFAD Grant		OFID		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment Costs																			
A. Génie civil	1 435	6.6	-	-	14 505	67.0	-	-	950	4.4	916	4.2	3 858	17.8	21 664	25.2	3 231	14 575	3 858
B. Equipements																			
Moyens de transport	850	54.1	-	-	-	-	483	30.8	-	-	-	-	238	15.1	1 571	1.8	505	828	238
Matériel et équipement de bureau	5 581	48.6	-	-	-	-	3 018	26.3	-	-	1 140	9.9	1 746	15.2	11 485	13.3	3 389	6 350	1 746
Intrants agricoles	1 307	84.5	-	-	-	-	86	5.6	-	-	153	9.9	0	-	1 546	1.8	1 156	390	-
Subtotal Equipements	7 738	53.0	-	-	-	-	3 588	24.6	-	-	1 293	8.9	1 984	13.6	14 602	17.0	5 050	7 568	1 984
C. Etudes	1 297	53.7	96	4.0	-	-	421	17.4	254	10.5	-	-	349	14.4	2 417	2.8	103	1 965	349
D. Formation et ateliers	7 785	28.8	928	3.4	-	-	14 426	53.3	3 129	11.6	22	0.1	765	2.8	27 055	31.4	-	26 290	765
E. Assistance Technique																			
Assistance technique internationale	534	70.7	177	23.4	-	-	44	5.8	-	-	-	-	-	-	755	0.9	408	347	-
Assistance technique nationale	387	76.7	54	10.7	-	-	-	-	-	-	-	-	64	12.6	504	0.6	-	441	64
Subtotal Assistance Technique	921	73.1	231	18.3	-	-	44	3.5	-	-	-	-	64	5.1	1 259	1.5	408	788	64
F. Contrat de prestation de services	2 852	47.3	754	12.5	-	-	351	5.8	1 422	23.6	-	-	652	10.8	6 031	7.0	414	4 964	652
G. Projets professionnels productifs	2 474	60.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 648	40.0	-	-	4 122	4.8	-	4 122	-
H. Facilités d'appui à la finance rurale	718	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	718	0.8	-	718	-
Total Investment Costs	25 220	32.4	2 008	2.6	14 505	18.6	18 830	24.2	5 755	7.4	3 878	5.0	7 673	9.9	77 869	90.5	9 206	60 991	7 673
II. Recurrent Costs																			
A. Fonctionnement Véhicule	1 165	89.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	134	10.3	1 299	1.5	242	923	134
B. Fonctionnement bureau	921	93.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	68	6.8	988	1.1	80	841	68
C. Salaires et indemnités	5 689	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 689	6.6	-	5 689	-
D. Entretien des infrastructures	-	-	-	-	197	80.0	-	-	-	-	-	-	49	20.0	246	0.3	74	123	49
Total Recurrent Costs	7 774	94.6	-	-	197	2.4	-	-	-	-	-	-	251	3.0	8 222	9.5	396	7 575	251
Total PROJECT COSTS	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	7 923	9.2	86 091	100.0	9 602	68 566	7 923

Tableau 5: Catégories des dépenses prêt et Don FIDA. Montants à réallouer par catégories 1ère revue interphase

		Disbursement Accounts (US\$ '000)							
		1ère REVUE INTERPHASE				DOCUMENT INITIAL			
		IFAD Loan		IFAD Grant		IFAD Loan		IFAD Grant	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
1. Génie civil		1 435	6.6	-	-	305	1.4	-	-
2. Moyens de transport, équipements et matériels		7 738	53.0	-	-	3 029	34.9	-	-
3. Etudes, formation, assistance technique et contrats		12 855	35.0	2 008	5.5	19 158	45.3	2 008	4.7
4. Microprojets productif		2 474	60.0	-	-	1 824	40.0	-	-
5. Fonds d'appui à la finance rurale		718	100.0	-	-	878	100.0	-	-
6. Fonctionnement (salaires/indemnités/moyens transport/bureaux)		7 774	97.5	-	-	7 778	96.3	-	-
7. Entretien des pistes		-	-	-	-	22	8.9	-	-
		32 995	38.3	2 008	2.3	32 995	38.3	2 008	2.3

B. Bénéfices et bénéficiaires

194. L'objectif global du Programme reste inchangé. Il s'agit d'améliorer la productivité agricole et d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles par la formation professionnelle des jeunes ruraux. Plus spécifiquement, le Programme vise à: (i) assurer un système national de Formation agricole et rurale (SNFAR) soutenant le développement du secteur agricole, (ii) créer un système régional de FAR adaptée aux besoins des ruraux, et (iii) augmenter la productivité des petites exploitations à travers les pôles de développement agricole
195. Après 3 années de mise en œuvre et malgré un démarrage difficile dû au contexte de crise sociale et politique, ainsi que la non-mobilisation des cofinancements OFID et autres bailleurs, la performance du Programme a été tangible.
196. **Les bénéfices** quantifiables initialement pris en compte dans l'analyse économique sont ceux liés à l'accroissement de la productivité et de la production agricole (production additionnelle nette liée aux activités entreprises dans le cadre du Programme) et au développement des MER, notamment de stockage et de transformation des produits agricoles (à travers les flux de trésorerie).
197. Une analyse économique avec taux de rentabilité n'a pas été faite car la mise en œuvre de 3 ans est considérée courte pour un Programme ayant une durée de vie de 10 ans. Ensuite il n'y a pas des changements sur les données du Programme en terme de coût, révision importante des activités ou encore ajustement sur le nombre des bénéficiaires.
198. Le *taux de rentabilité interne économique* (TRIE) du Programme calculé à 16% dans le document de conception paraît raisonnable et satisfaisant. Le document de conception a aussi confirmé que FORMAPROD est peu sensible aux variations des coûts et des bénéfices.
199. **Le nombre des bénéficiaires** de FORMAPROD est maintenu au niveau de 2 700 000 dont 640 000 bénéficiaires directs, avec notamment: (i) l'augmentation, la diversification et la sécurisation des revenus des groupes cibles; (ii) l'augmentation des capacités d'épargne et d'investissement des groupes cibles; (iii) la réduction des coûts de transaction; (iv) l'amélioration de la nutrition, de la santé et de la sécurité alimentaire des ménages, et (v) les capacités renforcées des EAF permettant une meilleure valorisation des innovations agricoles.

IX. Orientations et recommandations

A. Strategies & Objectives du Programme

200. Les progrès réalisés dans le cadre de la SNFAR avec l'appui de FORMAPROD, confirment la pertinence des orientations et des choix de cette stratégie. Il convient cependant de consolider ces acquis notamment par:
- *l'élargissement du dialogue au niveau national et l'adoption d'une convention cadre de partenariat entre l'Etat et les partenaires concernés par la FAR;*

- *l'actualisation et l'adoption des textes réglementaires régissant le dispositif institutionnel de pilotage et de coordination de la FAR en cohérence avec la loi (N°2015-040), portant orientation de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle;*
- *l'actualisation en 2017 de la SNFAR qui a été prévue sur une période de 5 ans (2012-2017).*

B. Zone d'intervention

201. La zone d'intervention reste inchangée. Le nombre total des 13 régions à couvrir est maintenu. Le déploiement du Programme va suivre le phasage initial, c'est-à-dire que durant la phase 2, le Programme couvrira 4 nouvelles régions³¹ supplémentaires en plus des 6 régions de la phase de démarrage, soit au total 10 sur 13 régions.

C. Ciblage et genre

202. Le ciblage et l'approche genre sont maintenus. Toutefois, il faut:
- *préserver le groupe cible du Programme qui s'adresse à de 14 à 25 ans et que des exceptions soient permises jusqu'à 29 ans (comme convenue lors de la mission de supervision de décembre 2014.). Ces exceptions ne devraient pas représenter plus de 15% des bénéficiaires;*
 - *établir une fiche d'information au niveau national pour expliquer les critères de sélection des jeunes;*
 - *enregistrer les EAF avec les noms du chef de ménage, des membres de la famille (mari, femme, enfants) ainsi que leur âge, afin faciliter l'estimation du nombre de jeunes effectivement ciblés ;*
 - *finaliser la stratégie genre et organiser des sessions de formation des cadres, personnels d'appuis, et partenaires sur la problématique du genre.*

D. Composantes

203. **Pour la composante 1 «appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR)»,** il est recommandé de:
- *élaborer un plan de communication sur la SNFAR et assurer le pilotage de sa mise en œuvre;*
 - *actualiser et dimensionner les ressources du Plan d'Opération Global de la SNFAR et de ses plans d'opérations;*
 - *fixer le règlement intérieur du CNFAR en précisant la périodicité des réunions et les règles de fonctionnement du conseil;*
 - *entreprendre un plaidoyer en faveur de l'inscription d'une ligne budgétaire pour le CNFAR dans la Loi des Finances à partir de 2017;*
 - *fédérer les efforts au niveau national notamment pour: (a) l'étude et la mise en place d'un dispositif pérenne de financement de la FAR ; (b) l'adoption d'un Cadre National de Certification des compétences; et (c) la mise en place un SIMTFP³².*
204. **Pour la Composante 2 «opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux»,** les orientations et recommandations retenues sont:
- *Intégrer des sessions sur la nutrition dans les activités de sensibilisation FAR dans les écoles primaires et secondaires.*
 - *Etablir une typologie des principales formations qualifiantes et non-formelles soutenues par FORMAPROD.*

³¹ Régions d'Ihorombe, de la Haute Matsiatra, de Vatovavy Fitovinany et d'Itasy

³² SIMTFP : Système d'Information du le Marché du Travail et la Formation Professionnelle

- Compléter la cartographie des personnes-ressources et des EFAR pour valoriser la formation continue du niveau national au niveau communal.
- Mettre en place un tableau de bord standard pour la gestion et le suivi-évaluation de la formation continue, avec en particulier des indicateurs d'activités/produits/coûts pour les apprentissages non-formels.
- Capitaliser sur l'impact de la formation de masse du Lycée Technique Professionnel Agricole de Fandriana depuis 2003 sur le thème de l'«Apprentissage des métiers de base».
- Concevoir un plan de développement prioritaire et spécifique dans les Régions Menabe et Melaky pour y densifier suffisamment l'offre de formation.
- Redéfinir les fiches de poste des CIP dans le sens de l'opérationnalisation des CMR et du transfert de compétences en matière d'orientation/insertion des jeunes.
- Etablir des critères approfondis d'octroi des kits dans le cadre de la CNFAR pour les appliquer lors des prochaines installations.

205. Développer davantage le volet «Paysans **Pour la Composante 3 «amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole»**, les orientations et recommandations retenues sont:

- consolider la vision «pôle agricole» autour des filières porteuses et leur plan d'action pour soutenir leur développement ;
- concentrer l'intervention sur des actions les plus pertinentes pouvant produire des effets et impacts sur l'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des revenus des EAF;
- organiser périodiquement des réunions de partage des bonnes pratiques: expériences des CEP pour AD2M, organisation des producteurs pour AROPA, couple OP/OM et facilitation de l'accès au crédit pour PROSPERER.
- Mettre en œuvre de l'approche prévue dans le document de conception de FORMAPROD pour les projets professionnels à coûts partagés

E. Suivi-évaluation et gestion des savoirs

206. **Pour le Suivi-Evaluation**, les principales orientations et recommandations sont :

- finaliser et déployer le dispositif de S&E (outils, procédures, BdD et cadre d'analyses), en tenant compte du cadre logique révisé, afin d'appuyer efficacement la gestion et la coordination du Programme ;
- intégrer systématiquement dans la démarche du projet un dispositif de suivi post-formation des jeunes, en s'appuyant sur l'implication des jeunes eux-mêmes, des CEFAR, des collectivités et acteurs locaux ;
- élaborer un dictionnaire des indicateurs et le partager avec toutes les entités impliquées dans la mise en œuvre et le suivi du Programme.

207. **Pour la Gestion des savoirs & communication**, il faut:

- multiplier les exercices de capitalisation axés sur les bonnes pratiques et les expériences pertinentes susceptibles d'être mises à l'échelle ;
- intensifier et favoriser les échanges au sein du Programme, notamment à travers l'animation de communautés de pratique regroupant les professionnels autour de thématiques clés (Orientation & insertion, Formation, Production, Commercialisation, SE&GS, etc.) ;
- entamer une phase pilote de mise en place des centres de ressources et de diffusion des savoirs dans au moins deux des régions d'intervention ;
- élaborer une stratégie de communication de l'ensemble du Programme pour servir de référence commune aux plans opérationnels mis en œuvre dans chaque région d'intervention.

F. Coordination et gestion

208. Pour le dispositif organisationnel, les orientations et recommandations sont comme suit:

- ériger l'Unité de Liaison actuelle en Unité de coordination nationale (UCN) qui sera en charge de toutes les fonctions de gestion des fonds, de décaissement et de suivi-évaluation;
- transférer les rôles et responsabilités dévolus aux coordonnateurs des projets en cours du FIDA dans l'exécution des activités de terrain de FORMAPROD au Coordonnateur national de FORMAPROD;
- élaborer une stratégie désengagement incluant le transfert progressif des fonctions EPR vers les structures régionales;
- remplacer le RT démissionnaire par le responsable actuel de l'EPR Atsinanana/ Analanjirifo (ex-PPRR) qui assume également la coordination de la CAPFIDA;
- recruter après évaluation, les Chargés de mission (CM) en tant que Consultants, sur la base d'un contrat de prestation de services basé sur la performance;
- loger les EPR FORMAPROD au sein des Directions régionales de l'agriculture et de l'élevage (DRAE);
- externaliser la fonction des CIP en ayant recours à un contrat de prestation de services basé sur la performance, de 2 ans maximum;
- procéder à une évaluation externe du personnel en 2017 et maintenir les dépenses sur la catégorie fonctionnement à leur niveau initial à travers des économies sur d'autres rubriques;
- mettre en place un système de communication et de diffusion de l'information pour le partage régulier des connaissances/informations, notamment au moment de la conception/élaboration des PTBA pour renforcer la synergie, la cohérence et la complémentarité entre les projets FIDA dans la région.

G. Partenariat

209. Concernant le partenariat, il faut:

- renforcer les partenariats que les organisations professionnelles et les Communes;
- multiplier les initiatives pour améliorer la qualité des formations, notamment avec le réseau des jeunes Global Youth for Innovation Network (GYIN) à Madagascar créé en 2012 sur initiative FIDA («FAHITA»³³), qui s'adresse aux jeunes entrepreneurs, leaders et innovateurs à travers le réseautage, le mentorat, le partage d'expériences et la collaboration des jeunes entrepreneurs entre eux et avec les professionnels;
- soutenir la création des organisations de jeunes;
- faciliter l'intégration des jeunes au sein des OP, ONG et d'autres structures (CEFAR);
- former des jeunes leaders (y compris les femmes), en gouvernance des OP, genre, leadership-plaidoyer et culture entrepreneuriale.

H. Durabilité

210. A partir de l'année 2017, les dispositifs paritaires de coordination et de pilotage de la FAR doivent être opérationnels dans les régions d'intervention du Programme. Par conséquent FORMAPROD devrait:

- commencer à transférer progressivement certaines fonctions aux structures régionales,
- favoriser la participation et le renforcement des acteurs locaux tels que DRAE³⁴, CSA, FRDA et Communes rurales,
- intégrer les CIP dans les CSA pour assurer le rôle de coordonnateurs de formation (COFO),

³³ Vision ou Fikambanana Anovozana Haivao Iombonan'ny Tanora eny Ambanivohitra,

³⁴ Direction régionale de l'agriculture et de l'élevage

- *s'assurer de l'inscription de la FAR dans les plans communaux de développement (PCD) et que des animateurs communautaires seront recrutés par les Communes, puis formés et renforcés en compétence en ingénierie de formation pour animer le dispositif CMR,*
- *diffuser les stratégies, méthodes et outils de la FAR au niveau des CEFAR des régions d'intervention du Programme.*

I. Réallocation sur les fonds du prêt FIDA

211. Une réallocation des fonds du prêt FIDA par catégories de dépenses prévues à l'Annexe 2 de l'Accord de financement FIDA est nécessaire (tableau 4). *Une proposition de réallocation sera transmise en ce sens au FIDA par le Représentant de l'Emprunteur. Un amendement de l'accord de financement sera fait.*

J. Indicateurs/Valeurs cibles à atteindre en phase 2 (2016-2018)

212. A la lumière des résultats obtenus lors de cette première phase, la mission a conclu à un résultat positif permettant le passage à la seconde phase et a défini les indicateurs à atteindre :
- 1 SNFAR actualisée, validée et publiée à fin 2017,
 - Les textes juridiques régissant le dispositif institutionnel de la SNFAR actualisés,
 - 13 CRFAR opérationnels (100% de la valeur cible),
 - Un cadre de certification sectoriel FAR est établi,
 - Un dispositif pérenne de financement de la FAR mis en place,
 - 270 000 élèves du primaire et du secondaire bénéficiaires d'un enseignement pratique sur l'agriculture (60% de la valeur cible),
 - 30 000 Jeunes ruraux formés, dont 10 000 femmes (30% de la valeur cible),
 - 22 500 EAF formés dans les CEP (75% de la valeur cible),
 - 13 000 EAF bénéficiaires de crédits (65% de la valeur cible),
 - 6 500 producteurs bénéficiaires des services commerciaux (65% de la valeur cible).

X. Conclusion

213. FORMAPROD est le seul Programme de formation agricole en faveur des jeunes ruraux déscolarisés à Madagascar et le Gouvernement lui accorde une importance toute particulière pour appuyer leur réinsertion et pour soutenir le développement de l'économie rurale.
214. Malgré un démarrage et une mise en œuvre difficiles dans le contexte de crise sociopolitique qu'a connu le pays et la non mobilisation de certains cofinancements, FORMAPROD a réussi des résultats satisfaisants en terme de mise en place d'une stratégie de formation agricole et rurale et ce malgré les difficultés inhérentes au contexte institutionnel et la multiplicité des intervenants dans ce domaine.
215. Le Gouvernement et le FIDA ont convenu d'identifier en relation avec les autres partenaires des ressources complémentaires pour permettre à FORMAPROD d'asseoir de façon pérenne les projets professionnels pour les jeunes. Les partenaires techniques et financiers impliqués à la conception initiale du Programme pour leur cofinancement seront relancés pour concrétiser leur appui.
216. En attendant, le FIDA et le Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et Elevage sont d'accord sur les orientations et recommandations de la mission et demandent à l'Unité de Liaison du Programme de mettre en œuvre toutes les recommandations de la mission de la première revue interphase et de prendre les dispositions nécessaires pour transmettre au FIDA la demande de réallocations des fonds de FORMAPROD et d'amendement de l'Accord de financement.

Appendice 1: Cadre logique actualisé (au 31 mars 2016)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs				Moyens de vérification			Hypothèses (H) / Risques (R)
	Intitulé	Baseline	Valeur cible	Réalisé	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif global : Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des revenus des exploitations familiales, par la formation professionnelle des jeunes ruraux.	1. Nombre de personnes ayant directement bénéficié des appuis du Programme (H/F)	0	635 890	20 800	Rapport d'activité	Annuelle	UCN/EPR, CNFAR	<ul style="list-style-type: none"> H. Contexte sociopolitique et économique stable H. Synergie avec les autres Programmes
	2. Indice des biens des ménages (évolution selon les quintiles)	oui	-	-	Enquêtes de référence et évaluations d'impact	Début, mi-parcours et fin	UCN	
	3. Taux d'augmentation des revenus des ménages bénéficiaires	-	50 %	-			UCN	
	4. Taux de prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans	41,5 %	35,5 %	-			UCN	
Objectif spécifique 1 : Un système national de formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement agricole.	5. % de CEFAR conformes aux dispositions de la rénovation	-	80 %	-	Rapports d'évaluation CEFAR	Annuelle	CNFAR	<ul style="list-style-type: none"> H. Engagement, participation des acteurs de la FAR
Produits 1 : 1.1. Le système national de FAR rénové est piloté par l'État et les acteurs de la FAR.	6. Nombre de membres du dispositif institutionnel renforcés en capacité (H/F)	0	300	566	Rapports de formation	Annuelle	CNFAR	
1.2. La qualité des formations dans les dispositifs de FAR est rehaussée et contrôlée.	7. Nombre de responsables et enseignants de la FAR formés dans le cadre de la rénovation (H/F)	0	330	210	Rapports de formation	Annuelle	CNFAR	
1.3. Le dispositif de financement durable de la FAR est opérationnel.	8. Nombre de bénéficiaires du fonds de soutien aux initiatives de FAR (H/F)	0	N.D.	0	Rapports technique et financier sur le fonds	Annuelle	CNFAR	
1.4. Les partenariats de production et de diffusion des savoirs sont fonctionnels.	9. Nombre de produits de capitalisation élaborés et diffusés	0	20	0	Rapports d'activité	Annuelle	UCN/EPR CNFAR	
Objectif spécifique 2 : Un dispositif régional de FAR adapté aux besoins des ruraux.	10. Taux d'insertion professionnelle globale des jeunes formés après formation	-	70 %	-	Enquêtes de suivi post-formation	Année 4, 7 et 10	UCN/EPR	<ul style="list-style-type: none"> H. Soutien des OP dans la formation des jeunes
Produits 2 : 2.1. Le dispositif FAR est opérationnel au niveau régional et local dans les treize régions concernées.	11. Nombre de CEFAR labélisés	0	41	-	Rapports d'évaluation CMR et CEFAR	Annuelle	EPR, CNFAR	

Hiérarchie des résultats	Indicateurs				Moyens de vérification			Hypothèses (H) / Risques (R)
	Intitulé	Baseline	Valeur cible	Réalisé	Source	Fréquence	Responsabilité	
2.2. Les jeunes ruraux des régions d'interventions ont accès à une formation qualifiante professionnelle.	12. Nombre de jeunes formés au niveau des CEFAR, CMR et autres dispositifs	-	100 000	5 915	Rapports CEFAR, CMR et autres	Annuelle	EPR	
2.3. Le nombre et le niveau de qualification des techniciens agricoles et animateurs ruraux sont accrus.	13. Nombre d'enseignants, techniciens supérieurs et leaders paysans formés (H/F)	0	11 560	465	Rapports de formation	Annuelle	EPR	
2.4. Les jeunes formés sont préparés pour leur insertion et accompagnés dans leur installation.	14. Nombre de projets professionnels réalisés	0	100 000	1 441	Cahier de suivi – Jeunes	Annuelle	EPR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ H. Adhésion des IMF et autres partenaires pour le financement des PP
Objectif spécifique 3 : Augmentation de la productivité des EAR par la valorisation des formations.	15. Production additionnelle dans les pôles de développement agricole [tonnes]	-	86 700	-	Rapport d'évaluation de campagne	Annuelle	UCN/EPR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ R. Insécurité rurale ▪ R. Catastrophes naturelles
Produits 3 3.1. Les connaissances techniques des EAF sont améliorées et leur productivité est accrue.	16. Nombre d'EAF formés via les Champs écoles Paysans ou CEP (H/F)	0	30 000	9 877	Rapports d'activité	Annuelle	UCN/EPR	
3.2. Les jeunes et petites EAF accèdent à des services financiers et commerciaux adaptés à leur besoin.	17. Nombre de producteurs bénéficiaires de crédit (H/F)	-	20 000	635	Rapports IMF et autres mécanismes	Annuelle	UCN/EPR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ H. Adhésion des IMF et autres partenaires
3.3. Les EAF accèdent à des infrastructures collectives de production exploitées et entretenues.	18. Superficies aménagées/réhabilitées [ha]	0	6 000	192	Rapports de réception travaux	Annuelle	UCN/EPR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ R. Non mobilisation des cofinancements prévus

Appendice 2: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2016 (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%	
			PTBA	Progrès effectif	%				
Composante 1 appui a la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR)									
Sous-composante 1.1. Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR									
Volet 1.1.1. Appui à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR	Textes règlementaires portant création et organisation des dispositifs institutionnels élaborés (CNFAR, CRFAR et SE/CNFAR)	Nombre	1	0	0%	7			
	Règlements intérieurs CNFAR, CRFAR élaborés et validés	Nombre	4	0	0%	8			
	Commissions CNFAR par chantier de la rénovation mises en places	Nombre	0	0		5			
	CRFAR appuyés par le central à sa création	Nombre	4	0	0%	7	13	54%	
	Acteurs régionaux sensibilisés sur la SNFAR et sur la création du CRFAR	personne	120	0	0%	540			
	Membres CNFAR formés sur leurs rôles et missions	personne	33	0	0%	8			
	dont femmes	personne	7	0	0%	2			
	Membres CRFAR formés sur leurs rôles et missions	personne	80	0	0%	155			
	dont femmes	Nombre	0	0		0			
	Plan de renforcement/formation du CNFAR établi et réalisé	Nombre	1	0	0%	0	1	0%	
	Membres CNFAR formés selon le plan de formation mis en place	personne	33	0	0%	0			
	dont femmes	personne	7	0	0%	0			
	Document sur la méthodologie d'élaboration du schéma régional validé	Nombre	0	0		1			
	Document stratégique de mise en œuvre de la rénovation élaboré et validé	Nombre	0	0		1	1	100%	
	Volet 1.1.2 Appui au fonctionnement du CNFAR	Réunions CNFAR réalisées	Nombre	2	0	0%	6		
		Commissions CNFAR opérationnelles	Nombre	5	0	0%	4		
SE et techniciens du SE recrutés		personne	0	0		4	4	100%	
Plan d'Action annuel pour la mise en œuvre du SNFAR validé		Nombre	0	0		2	5	40%	
Montant décaissé au fonctionnement du SE/CNFAR		USD	61 786	0	0%	55 324			
CRFAR appuyés à son opérationnalisation		Nombre	4	0	0%	9	13	69%	
Volet 1.1.3. Appui à la rationalisation du travail du Secrétariat Exécutif du CNFAR et au Réseau FAR National	Document de délimitation du périmètre FAR élaboré et validé	Nombre	1	0	0%	1	1	100%	
	Structure Réseau FAR MADA formalisée et opérationnelle	Nombre	0	0		2			
	Secrétaire Technique du Réseau opérationnel	personne	0	0		1			
	Rapports de résultats/activités du réseau FARMADA remis à temps	Nombre	4	0	0%	3			
	Plan de renforcement du réseau FAR national établi et réalisé	Nombre	0	0		1	1	100%	
	Membres du Réseau FAR MADA renforcés sur les chantiers de la rénovation	Nombre	170	0	0%	55			
	Animateurs du réseau renforcés sur des thèmes spécifiques	Nombre	92	0	0%	0			
	dont femmes	Nombre	28	0	0%	0			
	Salon d'orientation FAR organisé par FARMADA	Nombre	3	0	0%	0			

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
	Produits des membres du Réseau capitalisés et diffusés	Nombre	11	0	0%	0		
	Réseaux régionaux appuyés par le Réseau FAR national	Nombre	5	0	0%	4	13	31%
	Document sur les dispositifs de formations dans les régions dépourvues de CEFAR élaboré	Nombre	1	0	0%	0		
<i>Sous-composante 1.2. Amélioration, animation et régulation des dispositifs FAR</i>								
<i>Volet 1.2.1. Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR</i>	Plan de formation du personnel du SE/CNFAR établi	Nombre	1	0	0%	0	1	0%
	Plan de formation du DFAR/MinAgri-DR établi et réalisé	Nombre	1	0	0%	1	1	100%
	Personnel du SE/CNFAR formés	personne	2	0	0%	0	10	0%
	dont femmes	personne	1	0	0%	0		
	Personnel du DFAR/MinAgri formés	personne	15	0	0%	27		
	dont femmes	personne	4	0	0%	9		
	Personnel assistant aux colloques et séminaires	personne	0	0		1		
	Visites d'études organisées	Nombre	2	0	0%	0		
	Echanges d'expériences effectuées	Nombre	1	0	0%	1	10	10%
	Cadres et responsables FAR ayant participé à des Ateliers et Rencontres régionales	personne	6	0	0%	29		
	dont femmes	personne	0	0		5		
	Formation des formateurs des responsables et des gestionnaires des CEFAR	Sessions	10	0	0%	1		
<i>Volet 1.2.2. Rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements et institutions impliquées dans la mise en œuvre de la FAR</i>	Textes règlementaires sur l'organisation des enseignements élaborés	Nombre	1	0	0%	1		
	Textes règlementaires sur l'organisation des établissements élaborés	Nombre	0	0		1		
	Assistant technique international ponctuel recruté et opérationnel pour la mise en œuvre de la rénovation du dispositif national FAR	Missions	6	0	0%	10		
	Assistant technique national ponctuel recruté et opérationnel pour la mise en œuvre de la rénovation du dispositif national FAR	Missions	4	0	0%	3		
	DFAR/MinAgri équipé en matériels et mobiliers	Nombre	1	0	0%	2	1	200%
	Synergie d'actions Recherche-Formation-Production établie	Ateliers	0	0		0		
	Base de données des CEFAR établie et mise à jour	Nombre	1	0	0%	0		
	Cartographie des CEFAR réalisée/diffusée	Nombre	1	0	0%	0		
	Annuaire des CEFAR élaboré/Diffusé	Nombre	1	0	0%	1		
	Système de veille informationnelle sur les CEFAR mis en place	Nombre	1	0	0%	0		
	Manuel sur la méthode commune d'écriture des référentiels élaborés	Nombre	0	0		1		
	Document de diagnostics des établissements élaboré	Nombre	0	0		1		
	Représentants CEFAR privés intégrés dans le processus de la rénovation	Nombre	0	0		5		
	Guide d'élaboration des projets d'établissements élaboré	Nombre	1	0	0%	0		
	Référentiels nationaux élaborés et validés par la commission du CNFAR	Nombre	0	0		9		
	Référentiels nationaux publiés	Nombre	2	0	0%	2	14	14%
	Méthodes et outils de formation rénovés vulgarisés	Nombre	0	0		0		
	Formation des formateurs sur le nouveau référentiel démarrée	Nombre	1	0	0%	3		
	Elaboration du diplôme national des techniciens agricoles démarrée	Nombre	0	0		0		
	Ecriture des référentiels des autres métiers démarrée	Nombre	1	0	0%	2		

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
	Glossaire élaboré et publié	Nombre	1	0	0%	0		
	Document sur les modalités d'appui et d'accompagnement à l'installation	Nombre	1	0	0%	0		
	Document sur le mécanisme de financement d'insertion des jeunes formés	Nombre	0	0		0		
	Note sur le cadre réglementaire de l'installation des jeunes	Nombre	0	0		0		
	Stratégie de communication et de promotion de l'insertion et de l'installation des jeunes	Nombre	0	0		0		
	Document sur l'organisation du financement de la FC	Nombre	0	0		0		
	Manuel de procédures sur le mécanisme de financement de la FC	Nombre	1	0	0%	0		
	Montant décaissé au fonctionnement du DFAR MinAgri	USD	37 214	0	0%	32 003		
<i>Sous-composante 1.3. Appui aux systèmes de financement durables de la FAR</i>								
	Document sur le mécanisme de financement existant (de la FAR) élaboré	Nombre	1	0	0%	0		
<i>Sous-composante 1.4. Pilotage, Suivi-évaluation et gestion de savoirs (SEGS) et Communication</i>								
Volet 1.4.1. Unité de pilotage/liaison et équipes régionales de Programme	Pourcentage d'acquisition de matériels, équipements informatiques & logiciels, moyens de déplacement UL	%	0	0		200	100	200%
	Pourcentage d'acquisition de matériels, équipements informatiques & logiciels, moyens de déplacement EPR	%	100	100	100%	250	100	250%
	Montant décaissé au fonctionnement de l'UL	USD	0	0		466 029		
	Montant décaissé au fonctionnement des EPR	USD	603 439	57 491	10%	1 105 624		
	Personnel recruté selon l'organigramme	Nombre	3	2	67%	22		
	Consultant d'appui au Programme	Nombre	7	2	29%	8		
	Formations/ateliers reçues par les cadres UL et EPR	Thème	21	2	10%	40		
	Regroupements, ateliers et réunions de travail réalisés	Nombre	23	6	26%	38		
	Organigramme finalisé	Nombre	0	0		1		
	Fonctions et TDR mis à jour	Nombre	0	0		1		
	Guide opérationnel élaboré	Nombre	0	0		1		
	Cadre logique révisé	Nombre	0	0		1		
	Charte de partage des rôles	Nombre	0	0		1		
	Montant décaissé Appui CAP/FIDA selon le type d'appui	USD	25 029	220	1%	139 182		
	Montant décaissé Appui MinAgri selon le type d'appui	USD	36 786	0	0%	110 335		
	Compte de FORMAPROD audité	Nombre	0	0		3	10	30%
	Réunions CNFAR réalisées pour examen PTBA	Nombre	0	0		4	19	21%
	Réunions CRFAR réalisées pour examen PTBA	Nombre	6	0	0%	14	130	11%
	Réunions CROS/CNP réalisées pour examen PTBA	Nombre	5	0	0%	10		
Volet 1.4.2. Suivi-évaluation	Enquête pour la situation de référence réalisée	Nombre	0	0		2	1	200%
	Diagnostics initiaux réalisés	Nombre	0	0		1	8	13%
	Base de données S&E élaborée	Nombre	2	1	50%	3	1	250%

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Volet 1.4.3. Gestion des savoirs	Enquêtes rendement agricole réalisées	Nombre	10	3	30%	12		
	Nouveaux outils adoptés	Nombre	0	0		2		
	Outils S&E révisés	Nombre	3	0	0%	4		
	Système de S&E de la SNFAR au niveau du SE/CNFAR opérationnel	Nombre	0	0		0	1	0%
	ROR mis en place	Nombre	3	1	33%	3	6	50%
	Ateliers participatifs de planification réalisés	Nombre	16	0	0%	13	840	2%
	Evaluation de la formation (142C03)	Nombre		0		0		
	Mission de supervision et de suivi réalisés	Nombre	20	0	0%	4	20	20%
	Rapports d'étude pour le renforcement des DRDR	Nombre	0	0		0		
	Personnels DRDR participants aux ateliers d'échanges d'expériences	Nombre	18	0	0%	28		
	dont femmes	Nombre	10	0	0%	10		
	Plan de communication de la FAR validé et mis en œuvre	Nombre	1	1	100%	4	1	400%
	Membres unité de communication FAR formés	Nombre	0	0		7		
	Site web de la FAR mis en ligne	Nombre	0	0		1	1	100%
	Bulletins d'information FAR diffusés	Nombre	0	0		0		
	Notes de liaison FAR diffusées	Nombre	0	0		1		
	Participation aux manifestations culturelles	Nombre	6	0	0%	8		
	Emissions médias diffusées	Nombre	15	1	7%	21		
	Etudes de cas / Systématisations d'expériences réalisées	Nombre	7	0	0%	4	10	35%
	Espace de partage et de discussions mis en place	Nombre	0	0		1		
	Plateformes d'échanges fonctionnels (CoP, ateliers thématiques)	Nombre	1	0	0%	1		
	Bibliothèques et médiathèques organisées et à jour	Nombre	0	0		0		
	Plan de communication FORMAPROD validé et mis en œuvre	Nombre	3	0	0%	1	1	100%
	Site web de FORMAPROD mis en ligne	Nombre	0	0		2	1	200%
	Articles rédigés et mis en ligne sur le site web	Nombre	4	0	0%	2		
	Emissions médias réalisées	Nombre	24	2	8%	20	200	10%
	Dépliants/Posters ou autres outils élaborés	Nombre	20	6	30%	47		
	Participation aux informations de masse sur la FAR, la politique agricole (foires, salon, manifestation)	Nombre	6	0	0%	6		
Composante 2. Formation Professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR								
<i>Sous-composante 2.1. Management des dispositifs de FAR au niveau régional</i>								
Volet 2.1.1. Information et communication décentralisée	Plan régional de communication de la FAR élaboré	Nombre	4	1	25%	6	13	46%
	Plan régional de communication de la FAR mis en œuvre	Nombre	6	1	17%	3	13	25%
	Ateliers sur la FAR au niveau des communes réalisés	Nombre	29	0	0%	111		
	Ateliers/Forum des jeunes sur la FAR et les métiers ruraux	Nombre	1	0	0%	0		
	Ateliers avec centres/ établissements de formation	Nombre	2	0	0%	0		
	Ateliers sur la FAR au niveau des districts réalisés	Nombre	10	0	0%	17		
	Ateliers de partage avec les acteurs régionaux	Nombre	3	0	0%	6	39	16%
	Emissions radiophonique/écrite réalisées	Nombre	21	1	5%	23	89	26%
	Atelier de lancement officiel de FORMAPROD (211C023)			0		0		
	Animateur régional recruté	Nombre	3	0	0%	3	13	23%
Volet 2.1.2. Appui à la maîtrise d'ouvrage régionale	Réunions CRFAR appuyées	Nombre	20	3	15%	36		
	Plan de formation des membres du CRFAR élaboré	Nombre	3	3	100%	8	13	62%

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Volet 2.1.3. Démarche « qualité FAR »	Formations et visites échanges dispensées au CRFAR	Thème	8	1	13%	15		
	Membres CRFAR formés	personne	87	17	20%	93		
	dont femmes	personne	8	3	38%	15		
	Formations dispensées au Correspondant FAR et Animateur régional	Thème	5	0	0%	10		
	Correspondant FAR et animateur régional formés	personne	6	0	0%	6		
	dont femmes	personne	1	0	0%	1		
	Mise en place et appui au CRFAR (212A03)	Nombre		0		0		
	Taux d'acquisition équipement de l'animateur régional	%		0		60	100	60%
	Taux d'acquisition matériels et équipements pour la DRDR	%		0		21	100	21%
	Formations dispensées aux agents de la DRDR	Thème	3	2	67%	15		
	Agents de la DRDR formés	personne	28	4	14%	82		
	dont femmes	personne	11	1	9%	44		
	Formations dispensées aux agents des STD	Thème	4	0	0%	5		
	Agents des STD formés	personne	20	0	0%	36		
	dont femmes	personne	7	0	0%	17		
	Formations dispensées aux autres acteurs régionaux	Thème	5	0	0%	2		
	Autres acteurs régionaux formés	personne	20	0	0%	38		
	dont femmes	personne	7	0	0%	15		
	Diagnostics régionaux de la FAR élaborés	Nombre	1	0	0%	6	13	46%
	Priorités régionales de la FAR intérimaire dégagées	Nombre	1	0	0%	5		
	Charte réseau FAR régional tenant en compte de la démarche "qualité de la FAR"	Nombre	0	0		2	13	15%
	CEFAR membres réseau FAR régional	Nombre	43	21	49%	124		
	Réunions tenues par le réseau FAR régional appuyées	Nombre	11	2	18%	18		
	Formations dispensées aux membres du réseau FAR régional	Thème	7	1	14%	5		
	Représentants des CEFAR membres du réseau FAR régional formés	personne	58	24	41%	83		
	dont femmes	personne	22	9	41%	29		
	Référentiels régionaux élaborés	Nombre	2	0	0%	0		
	Appui à l'autodiagnostic des organismes des formations (213A03)		2	0		1		
	Convention de partenariat EPR/FRDA établie	Nombre	5	0	0%	1	13	9%
	Canaux de financement mis en place (formation, insertion/installation, appui aux formateurs/tuteurs/animateurs	Nombre	5	0	0%	2		
	Montant abondé au guichet FAR	000 Ariary	487 500	0	0%	46 720		
	Montant décaissé pour le fonctionnement de la FAR/FRDA	000 Ariary	83 500	0	0%	6 818		
	Montant décaissé pour le fonctionnement autres partenaires régionaux	000 Ariary	5 900	0	0%	170		
Sous-composante 2.2. Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique								
Volet 2.2.1. Plan d'action communal	Animateurs intercommunaux au niveau district recrutés et fonctionnels	personne	6	0	0%	6		
	Plan de renforcement des animateurs intercommunaux/district élaboré	Nombre	3	0	0%	0		
	Séances de sensibilisation des districts et communes	Nombre	65	0	0%	252		
	Demandes de formation des jeunes recensés	Nombre	5000	692	14%	11 874		
	Formations dispensées aux animateurs inter communaux /de district	Nombre		0		0		

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Volet 2.2.2. FAR dans l'éducation primaire et secondaire	(Socio-organismes) (221A41)							
	Animateurs inter communaux /de district (Socio-organismes) formés (221A41)	personne		0		0		
	Sensibilisation/Formations dispensées aux directeurs et enseignants dans les établissements primaires et secondaire	Thème	8	0	0%	7		
	Directeurs et enseignants des EPP/CEG formés ou sensibilisés aux métiers ruraux	personne	420	0	0%	404		
	dont femmes	personne	197	0	0%	126		
	Ecoles et collèges dotés en kit d'enseignements pratiques sur l'agriculture	EPP/CEG	101	11	11%	144	3 745	4%
	Missions d'appui au DREN et au CISCO	Mission	15	0	0%	3		
	Concours régional réalisé	Nombre	3	0	0%	2	32	6%
	Conception d'outils d'information et de formation (222A21)	Nombre	2	0	0%	2		
	Concept CMR mis au point	Nombre	3	0	0%	0	13	0%
Volet 2.2.3. Création de CMR	Carrefour des Métiers Ruraux (CMR) créés	CMR	91	0	0%	0	860	0%
	Formations dispensées aux animateurs des CMR	Thème	4	0	0%	0		
	Animateurs des CMR formés	personne	22	0	0%	0	2 000	0%
	dont femmes	personne	10	0	0%	0	600	0%
	Séances d'information (vidéo, brochure, animation) sur les CMR (223A02)	Nombre	10	0	0%	0		
	Atelier de mutualisation au niveau régional pour harmonisation du concept "maîtrise d'ouvrage par les communes / OP" du dispositif FAR "hors-mur" pour la formation de masse au niveau local (223A03)	Nombre	4	0		0		
	Formations dispensées aux tuteurs d'apprentis des jeunes	Thème	10	1	10%	10		
	Tuteurs d'apprentis formés	personne	290	27	9%	286		
	dont femmes	personne	92	10	11%	82		
	Jeunes formés au niveau CMR et en apprentissage type PROSPERER	personne	2527	91	4%	2 631	78 000	3%
Volet 2.2.4. Développement des EFAR	dont jeunes femmes	personne	953	78	8%	921	23 400	4%
	Jeunes formés "hors circuit classique" (formation courte)	personne	3593	124	3%	2 912	17 300	17%
	dont jeunes femmes	personne	1189	33	3%	1 141	5 200	22%
	Jeunes formés en création d'entreprise	personne	4125	0	0%	1 007		
	dont femmes	personne	1638	0	0%	510		
	Jeunes formés en alphabétisation fonctionnelle semi-intensive	personne	5400	372	7%	2 568		
	dont femmes	personne	1620	192	12%	1 395		
	Projet d'établissement CEFAR élaboré	Nombre	12	20	167%	36	90	39%
	Projet d'établissement CEFAR appuyé	Nombre	25	0	0%	27		
	CEFAR dotés en équipement et matériels pédagogiques	Nombre	38	0	0%	22		
	CEFAR réhabilités/aménagés	Nombre	17	0	0%	10		
	Formations dispensées aux Enseignants et formateurs des CEFAR	Nombre	5	0	0%	2		
	Enseignants et Formateurs des CEFAR formés en IF et analyse de la demande	personne	15	0	0%	48	250	19%
	dont femmes	personne	6	0	0%	14	75	19%
	Enseignants et Formateurs des CEFAR formés en d'autres thèmes	personne	25	0	0%	33		
	dont femmes	personne	9	0	0%	10		

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
	Etude de faisabilité technique et économique d'installation de Centre de formation professionnelle	Nombre	2	0	0%	0		
	CEFAR construits	Nombre	0	0		0		
	Rapport de diagnostic des pratiques pédagogiques existantes réalisé	Nombre	2	0	0%	0		
	CEFAR appuyés et accompagnés à l'utilisation des nouveaux référentiels	Nombre	3	0	0%	0		
	Formations dispensées aux Enseignants et formateurs des CEFAR permettant de répondre aux demandes de FC	Thème	4	0	0%	0		
	Enseignants et Formateurs des CEFAR formés (sur l'entrepreneuriat)	personne	62	0	0%	18		
	dont femmes	personne	20	0	0%	0		
	Jeunes suivant des formations "classique"	personne	589	11	2%	313	4 700	7%
	dont femmes	personne	178	0	0%	145	1 400	10%
<i>Sous-composante 2.3. Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</i>								
<i>2.3.1. Appui aux EASTA/IST</i>								
	Etudes de faisabilité d'installation et de faisabilité technico-économique de nouveaux EFT	Nombre	3	0	0%	0	26	0%
	Nouveaux EASTA/IST construits	Nombre	0	0		0		
	Projets d'établissement (EASTA/IST) élaborés	Nombre	2	0	0%	2	8	28%
	EASTA/IST publics renforcés (accompagnés dans la mise en œuvre de leur PE)	Nombre	4	0	0%	1	8	13%
	EASTA/IST publics dotés en équipements et matériels pédagogiques	Nombre	5	0	0%	4	8	44%
	EASTA/IST réhabilités/aménagés	Nombre	4	0	0%	1		
	Formations dispensées aux Enseignants et formateurs des 'EASTA/IST	Thème	4	0	0%	4		
	Formateurs et Directeurs des EASTA/IST publics formés/recyclés	personne	15	0	0%	12	65	18%
	dont femmes	personne	5	0	0%	8	15	53%
	Formateurs et Directeurs des EASTA/IST ayant réalisés des voyages d'étude	personne	2	0	0%	2		
	dont femmes	personne	2	0	0%	2		
<i>Volet 2.3.2. Appui aux CFTAR</i>								
	Projets d'établissement CEFAR privés élaborés	Nombre	1	13	1300%	15		
	CEFAR privés renforcés (accompagnés dans la mise en œuvre de leur PE)	Nombre	1	0	0%	0		
	CEFAR privés dotés en équipements et matériels pédagogiques	Nombre	2	0	0%	0		
	CEFAR privés réhabilités/aménagés	Nombre	2	0	0%	0		
	Formations dispensées aux Enseignants et formateurs des CEFAR privés	Thème	1	0	0%	8		
	Formateurs et directeurs des CEFAR privés formés/récyclés	personne	3	0	0%	12		
	dont femmes	personne	0	0		0		
<i>Volet 2.3.3. Appui aux Lycées agricoles</i>								
	Projet d'établissement (Lycée agricole) financé	Nombre	1	0	0%	3		
	Lycée agricole doté en équipements et matériels pédagogiques	Nombre	1	0	0%	3	1	250%
	Formations dispensées aux Enseignants et formateurs des Lycées agricoles privés	Thème	0	0		1		

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Volet 2.3.4. Appui aux prestataires, CSA et ONG	Formateurs, Proviseur et équipe de l'administration du lycée agricole formés sur l'IP et l'IF	personne	0	0		0		
	dont femmes	personne	0	0		0		
	Jeunes formés pour devenir techniciens	personne	200	31	16%	189	1 500	13%
	Jeunes formés pour devenir agents communautaires	personne	58	21	36%	118		
	Leaders paysans et responsables des OP/OPA/OPR formés	personne	106	19	18%	85	6 500	1%
	dont femmes	personne	30	0	0%	21	1 950	1%
	Cadres CSA/GUMS/ONG formés	personne	32	0	0%	44	90	49%
	dont femmes	personne	6	0	0%	14	20	70%
	Agents de développement formés	personne	424	2	0%	30	90	33%
	dont femmes	personne	100	1	1%	13	20	65%
	ACSA formés dotés en kit	kit	34	0	0%	97		
Sous-composante 2.4. Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement à l'installation								
Volet 2.4.1. Orientation professionnelle	CIP opérationnels	personne	41	32	78%	40		
	Atelier de sensibilisation sur l'orientation individuelle des jeunes réalisés	Nombre	7	8	114%	31		
Volet 2.4.2. Tutorat	Bilan de compétence des jeunes réalisés par les CIP	Nombre	5100	959	19%	7 749		
	Formation dispensées aux tuteurs d'accompagnement	Thèmes	5	0	0%	3		
	Tuteurs d'accompagnement formés	personne	185	0	0%	96	7 500	1%
	dont femmes	personne	48	0	0%	20	2 250	1%
Volet 2.4.3. Champs Ecoles Paysans (appui aux paysans animateurs)	Encadreurs/tuteurs dotés de kit "Pack post-formation"	personne	250	0	0%	195	760	26%
	Formations dispensées aux OP et OPA	Thème	2	0	0%	0		
	Membres des OP et OPA formés	personne	5	0	0%	0		
	dont femmes	personne	2	0	0%	0		
Volet 2.4.4. Financement de l'insertion/installation.	Projets professionnels appuyés pour son montage auprès des IMF	Nombre	0	0		0		
	Projets professionnels agricoles-financés	Nombre	2595	0	0%	961	16 000	6%
	Jeunes porteurs de projets agricoles financés	Nombre	2595	0	0%	1 076		
	dont jeunes femmes	Nombre	777	0	0%	427		
	Projets professionnels d'entrepreneuriat rural financés	Nombre	1210	0	0%	528	12 900	4%
	Jeunes porteurs de projets non agricole financés	Nombre	1410	0	0%	585		
	dont jeunes femmes	Nombre	574	0	0%	76		
	Projets professionnels accompagnés	Nombre	4105	0	0%	1 762	28 900	6%
	Jeunes porteurs de PP accompagnés	personne	4480	0		0		
	Recherches- actions CMR-Orientation-Insertion réalisées	Nombre	14	0	0%	0	200	0%
	Forum/communication sociale entre jeunes réalisés	Nombre	5	0	0%	3		
	Jeunes participants au forum/communication sociale entre jeunes	personne	610	0	0%	120		
	Etude sur l'appui à l'installation réalisée	Nombre	1	0	0%	0		
				0				
Composante 3. Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles								
Sous-composante 3.1. Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole								
Volet 3.1.1. Formation continue des producteurs	Diagnostics socio-agro-économiques des pôles réalisés	Nombre	1	0	0%	6	6	100%
	Session de formation de base sur site	Nombre	260	30	12%	451		
	EAF et jeunes suivant la formation de base	personne	5000	419	8%	6 893		
	dont femmes	personne	1675	152	9%	2 605		

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
	Champs Ecoles Paysans (CEP) mis en place et fonctionnel	CEP	310	70	23%	611	1 000	61%
	EAF et jeunes participants aux CEP	personne	6200	1360	22%	9 877	30 000	33%
	dont femmes	personne	2035	506	25%	3 773	9 000	42%
	EAF et jeunes bénéficiaires des outils et matériels agricoles	personne	6200	1360	22%	7 386		
	dont femmes	personne	2035	506	25%	2 861		
	EAF bénéficiaires des intrants	personne	6200	1360	22%	6 963		
	dont femmes	personne	2035	506	25%	2 736		
	Plants distribués	plants	21500	11835	55%	12 722		
	EAF bénéficiaires de plants	personne	2150	1207	56%	1 412		
	dont femmes	personne	655	588	90%	662		
	EAF et jeunes bénéficiaires de formations complémentaires ou spécialisées	personne	1115	0	0%	1 431	4 080	35%
	dont femmes	personne	340	0	0%	506	1 200	42%
	EAF formés sur les techniques de production et de conservation des produits	personne	715	0	0%	1 063		
	dont femmes	personne	215	0	0%	380		
	EAF formés en gestion des ressources et des activités au sein de l'exploitation	personne	685	719	105%	1 002		
	dont femmes	personne	117	0	0%	130		
	EAF formés en pépiniériste	personne	58	0	0%	70		
	dont femmes	personne	18	0	0%	4		
	EAF formés sur la lutte contre les ennemis de cultures	personne	500	0	0%	0		
	dont femmes	personne	153	0	0%	0		
	EAF formés sur d'autres types de formation complémentaires	personne	210	0	0%	84		
	dont femmes	personne	65	0	0%	5		
	Femmes en charge d'enfants formés ayant bénéficiées d'une facilitation pour sa participation aux formations	personne	5	0	0%	0		
	Innovation ou d'activités nouvelles diffusées	Nombre	2	0	0%	0		
	Participants aux concours agricoles	personne	180	0	0%	35		
	dont femmes	personne	60	0	0%	1		
	Visites/Voyages d'échanges réalisés	Nombre	35	3	9%	31	120	26%
	EAF et jeunes participants aux visites/voyages d'échanges	personne	698	74	11%	931		
	dont femmes	personne	213	17	8%	365		
	Femmes en charge d'enfants formés ayant bénéficiées d'une facilitation pour sa participation aux visites/voyages	personne	44	0	0%	46		
Volet 3.1.2. Appui à l'accroissement du capital productif des EAF	Micro-Projets coups de pouce (MP) pour les vulnérables financés	Nombre	236	16	7%	299	660	45%
	Projets Micro-projets de groupe (Projets professionnels à coûts partagés -PPP) financés	Nombre	116	6	5%	59	1 080	5%
Volet 3.1.3. Développement de services d'appui agricole	Jeunes plants produits	Nombre	194 500	30 791	16%	165 831		
	Formations dispensées aux Paysans multiplicateurs de semences/pépiniéristes/Éleveurs-naisseurs	Thème	16	2	13%	6		
	Paysans multiplicateurs de semences formés	personne	113	2	2%	38		

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
	dont femmes	personne	21	2	10%	6		
	Paysans pépiniéristes formés	personne	88	1	1%	72		
	dont femmes	personne	21	0	0%	4		
	Eleveurs-naisseurs formés	personne	2	0	0%	0		
	dont femmes	personne	0	0		0		
	Groupements de Paysans multiplicateurs de semences/pépiniéristes créés	Nombre	9	0	0%	5	50	10%
	Groupements de Paysans multiplicateurs de semences/pépiniéristes dotés en équipement	Nombre	11	1	9%	18		
	Montants alloués aux recherches-développements par pôle	USD	13 214	0	0%	10 110	600 000	2%
	Conventions de financement de recherche-développement signées	Nombre	3	0	0%	2		
	ACSA et Vaccinateurs villageois formés	personne	27	9	33%	66	150	44%
	dont femmes	personne	2	0	0%	2	45	4%
	ACSA et Vaccinateurs villageois dotés en équipement	personne	27	10	37%	48	150	32%
	dont femmes	personne	2	0	0%	0	45	0%
	Réseau professionnel de producteurs de semences ou reproducteurs améliorés constitués	Nombre	1	0	0%	0		
	Artisans fabricants de matériel formés	personne	22	0	0%	40	30	133%
	Artisans fabricants de matériel dotés en équipement	personne	36	0	0%	9	30	30%
	CSA/GUMS appuyés au niveau des pôles	Nombre	5	2	40%	6	6	100%
	Surfaces zones traitées	Ha	400	0	0%	30 956		
	Techniciens formés sur la lutte antiacridienne terrestre	personne	0	0		27		
	Volume acricide aspergée	Tonne	0	0	0%	32		
	Equipe Cellule d'Appui au Pôle de développement agricole (CAP) constituée	%	100	300	300%	480	100	480%
	Equipeurment ONG-T / PAR / OPR (314A4)	%	100	100		100		
	Equipeurment CAP (Cellule d'animation du pôle) (314A7)	%	100	100	100%	150		
	CAP fonctionnelles	Nombre	4	3	75%	11	6	183%
	ONG-T recrutées	Nombre	103	2	2%	6	6	95%
	Conseillers agricoles et Socio-organiseurs des ONG-T formés	personne	35	21	60%	59	42	140%
	Guide méthodologique disponible	Nombre	1	0	0%	0		
<i>Sous-composante 3.2. Accès aux services financiers et commerciaux</i>								
<i>Volet 3.2.1. Animation, information et formation commerciales</i>								
	Diagnostic participatif de commercialisation réalisé	Nombre	3	0	0%	1	6	17%
	Equipe d'animation par pôle recrutée	Nombre	3	0	0%	3	6	50%
	EAF bénéficiaires de service d'animation commerciale	personne	1900	410	22%	1 456	10 000	15%
	dont femmes	personne	570	125	22%	401	3 000	13%
	Produits agricoles des filières retenues promus	Produit	12	7	58%	21		
	Foires nationales et régionales réalisées	Unité	10	0	0%	11	60	18%
	EAF et jeunes participants à des foires	personne	217	0	0%	124	300	41%
	dont femmes	personne	71	0	0%	50	90	56%
	Contrats commerciaux entre organisation de producteurs (OP) et opérateurs de marché (OM) établis	Couple OP/OM	4	0	0%	2		
	Système d'Information sur les prix et marchés mis en place	Unité	1	0	0%	0	6	0%

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Volet 3.2.2. Facilitation de l'accès à des services financiers adaptés.	Producteurs directement utilisateurs des SIM	personne	100	0	0%	0	6 000	0%
	dont femmes	personne	30	0	0%	0	1 800	0%
	Formateurs commerciaux formés	personne	23	0	0%	9		
	dont femmes	personne	7	0	0%	3		
	EAF bénéficiaires de Sessions de formation / Visites professionnelles / Stages pratiques en commercialisation	personne	215	0	0%	885	4 000	22%
	dont femmes	personne	67	0	0%	380	1 200	32%
	EAF et jeunes bénéficiaires de la formation commerciale et technologique	personne	160	0	0%	47		
	dont femmes	personne	50	0	0%	9		
	EAF et jeunes bénéficiaires des visites d'échanges et voyages d'études	personne	35	0	0%	32		
	dont femmes	personne	11	0	0%	11		
	EAF et jeunes bénéficiaires des stages pratiques en commercialisation	personne	0	0		19		
	Diagnostic participatif de financement rural réalisé	Nombre	0	0		1	6	17%
	Nouvelle IMF installée dans les pôles	Nombre	0	0		1		
	Bâtiment caisse-logement et GCV construit	Nombre	0	0		0	24	0%
	Points de service / Caisses IMF créés	Unité	0	0		3	18	17%
	Points de service / Caisses IMF équipés	Unité	0	0		6	18	33%
	Convention avec PAFIM signée	Nombre	0	0		1		
	Jeunes et EAF emprunteurs formés	personne	865	0	0%	210		
	dont femmes	personne	265	0	0%	0		
	Montant crédit octroyé en faveur des jeunes et EAF formés	000 Ariary	1170000	0	0%	242 000		
Volet 3.2.3. Soutien aux services publics connexes nécessaires au financement	Jeunes et EAF épargnants formés	personne	1770	0	0%	75		
	dont femmes	personne	531	0	0%	32		
	Volume épargne déposé par les jeunes et EAF formés	000 Ariary	78000	0	0%	0		
	Opérations d'émission de cartes d'identités et de jugements supplétifs	Nombre	1	0	0%	0	6	0%
	Bureau spécialisé du service foncier régional appuyé	Unité	3	0	0%	0		
	Centre de Ressources et d'information foncière (CRIF) constitués	Unité	0	0		0	6	0%
	Centre de Ressources et d'information foncière (CRIF) appuyés	Unité	2	0	0%	0	6	0%
Sous-composante 3.3. Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole	Guichets fonciers appuyés	Unité	15	10	67%	10	10	100%
	Volet 3.3.1. Aménagements hydro-agricoles							
	Etudes de faisabilité des aménagements de périmètres hydro-agricoles	Ha	0	0		4 910		
	Etudes AHA réalisées	Nombre	4	0	0%	8		
	Surfaces aménagées par HIMO	Ha	280	0	0%	192		
	Formation des associations des usagers	Nombre	2	0	0%	0		
	Membres associations des usagers formés	personne	0	0		0		
	dont femmes	personne	0	0		0		
	Volet 3.3.2. Infrastructures de commercialisation et de transformation							
	Etudes de faisabilité des infrastructures de marché réalisées	Nombre	6	0	0%	0		
	Communes dotées d'infrastructures et d'équipements de marchés	Commune	0	0		0	18	0%
	Comités de gestion communaux créés et constitués	Comité	0	0		0	18	0%

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	Période : 01-01 au 31-03-2016			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Volet 3.3.3. Infrastructures de désenclavement des pôles agricoles	Etudes de faisabilité des magasins de stockages réalisées	Nombre	3	0	0%	0		
	Hangar de groupage installé	Nombre	1	0	0%	6		
	Etudes de faisabilité des unités de transformation effectuées	Nombre	6	0	0%	2	90	2%
	Unités pilotes de transformation subventionnées	Nombre	1	0	0%	0	30	0%
	Etudes de faisabilité (APS/APD) de pistes réalisées	Nombre	0	0		0		
	Etude de faisabilité des ouvrages de franchissement réalisées	Nombre	0	0		0		
	Etude spécifique de fondation des matériaux et des bétons réalisée	Nombre	1	0	0%	0		
Volet 3.3.4. Infrastructures communautaires d'élevage.	Pistes HIMO réalisés	km	0	0		0		
	Etude de faisabilité technico-socio-économique des infrastructures d'élevage	Nombre	0	0		0		

Appendice 3: Liste révisée des indicateurs SYGRI (RIMS) du Programme

Composantes	Indicateurs SYGRI de 1er niveau	Indicateurs SYGRI de 2ème niveau	Indicateurs SYGRI de 3ème niveau
Tout le projet	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de ménages ayant bénéficié des services du projet • Nombre de personnes ayant bénéficié des services du projet 		<ul style="list-style-type: none"> • Diminution du taux de malnutrition infantile • Diminution du taux d'insécurité alimentaire • Augmentation de l'indice d'accumulation des biens des ménages
Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale	<ul style="list-style-type: none"> • Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés 		
Composante 2: Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la formation agricole et rurale	<ul style="list-style-type: none"> • Plans villageois/communautaires élaborés • Personnel des prestataires de services formé • Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle • Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat • Travailleurs et volontaires communautaires formés • Écoles construites/remises en état • Personnes ayant accès au fonds destinés au développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité : développement communautaire • Efficacité : amélioration de la performance des prestataires de services • Efficacité de l'infrastructure sociale - Établissements scolaires • Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Établissements scolaires • Durabilité probable des entreprises 	
Composante 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole • Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale • Personnes formées aux méthodes et techniques de production halieutique • Personnes formées dans les domaines de la post- 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique 	

Composantes	Indicateurs SYGRI de 1er niveau	Indicateurs SYGRI de 2ème niveau	Indicateurs SYGRI de 3ème niveau
	production, de la transformation et de la commercialisation		
	<ul style="list-style-type: none"> • Épargnants volontaires • Emprunteurs actifs • Valeur brute du portefeuille de prêts • Entreprises ayant accès aux services financiers mis en place • Groupes de commercialisation formés/consolidés • Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés • Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction • Installations de transformation aménagées/remises en état • Installations de commercialisation aménagées/remises en état • Installations de stockage aménagées/remises en état • Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état • Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols • Personnes formées en gestion de l'infrastructure • Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés • Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés • Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction • Routes construites/ remises en état 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité: amélioration de l'accès des pauvres aux services financiers • Durabilité probable des installations de stockage • Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché • Durabilité probable des installations de transformation • Durabilité probable des installations de commercialisation • Efficacité de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation • Durabilité probable de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation 	

Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleurs de fonds, par composantes, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleurs de fonds

Bailleur de fonds	Préévaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA	32 995	7 224	22%
Don FIDA	2 008	439	22%
Prêt FFE	18 830	2 287	12%
GDM	7 923	732	9%
Bénéficiaires	3 878	183	5%
Prêt OFID	14 702*	0	-
Autres Bailleurs	5 755*	0	-
Total	86 091	10 865	17%

* (non disponible)

Tableau 5B: Performance financière par bailleurs de fonds et par composantes (en milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA			Don FIDA			Prêt FFE			GDM			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Appui à la mise en place du système national FAR	6 577	2 636	40%	2 008	348	17%	1 857	351	19%	862	607	70%	0	0		11 305	3 943	35%
Opérationnalisation régionale du système de FAR	14 313	1 970	14%	0	90		14 400	1 483	10%	2 580	41	2%	1 348	95	7%	32 642	3 679	11%
Promotion des pôles de développement agricoles	12 104	2 618	22%	0	1		2 572	453	18%	4 481	83	2%	2 530	88	3%	21 688	3 244	15%
TOTAL	32 995	7 224	22%	2 008	439	22%	18 830	2 287	12%	7 923	732	9%	3 878	183	5%	65 634	10 865	17%

Tableau 5C1: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	DRF en cours de traitement	Solde	Décaissements (%)
I	Génie civil et construction	180 000,00	180 000,00	57 345,38	18 070,02	104 584,60	41,9%
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	1 740 000,00	1 820 000,00	1 024 831,97	65 644,93	729 523,10	59,9%
III	Formation et prestation de services	10 960 000,00	10 960 000,00	1 985 387,43	177 574,15	8 797 038,42	19,7%
IV	Fonds de Développement Agricole	1 550 000,00	2 170 000,00	577 359,26	37 810,90	1 554 829,84	28,3%
V	Coûts de fonctionnement	4 470 000,00	4 470 000,00	907 172,08	134 474,90	3 428 353,02	23,3%
	Non alloué	2 100 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00	1 400 000,00	0,0%
	Dépôt initial			667 164,80		-667 164,80	
	Total	21 000 000,00	21 000 000,00	5 219 260,92	433 574,91	15 347 164,17	26,9%

Source FIDA au 31-03-2016

Tableau 5C2: Décaissements du don du FIDA (en DTS)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissements	DRF en cours de traitement	Solde	Décaissements (%)
III	Formation et prestation de services	1 280 000,00	213 984,19	102 204,51	963 811,30	
	Dépôt initial		199 400,46		-199 400,46	24,7%
	Total	1 280 000,00	413 384,65	102 204,51	764 410,84	40,3%

Source FIDA au 31-03-2016

Tableau 5C3: Décaissements du Fonds fiduciaire Espagnol (en EUR)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissements	DRF en cours de traitement	Solde	Décaissements (%)
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	2 480 000,00	483 383,63	210 315,58	1 786 300,79	28,0%
III	Formation et prestation de services	10 380 000,00	943 618,12	250 459,49	9 185 922,39	11,5%
	Non alloué	1 430 000,00			1 430 000,00	0,0%
	Dépôt initial		600 000,00		-600 000,00	
	Total	14 290 000,00	2 027 001,75	460 775,07	11 802 223,18	17,4%

Source FIDA au 31-03-2016

Appendice 5: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date	Niveau d'exécution/date	Observations
Section B. 8	- Un compte du Programme est ouvert en monnaie locale	avant entrée en vigueur	Fait	- Compte prêt et don disponibles
Section B.9	- L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Programme	avant entrée en vigueur	Fait et en continu	- Les dépôts sont faits et l'Emprunteur prend en charge les droits et taxes
Section E.1 (a)	- Recrutement du personnel clé de l'Unité de liaison	idem	Fait	- Le personnel est en place
(b)	- Préparation et soumission du manuel de procédures		Fait	- Manuel disponible
(c)	- Publication du texte réglementaire portant création du CNFAR		Fait	- CNFAR a été créé par arrêté interministériel N° 32 312 du 19 décembre 2012.
Annexe 1				
Chapitre II.	Dispositions relatives à l'exécution	idem		
A.2.2.	- Création de l'Unité de Liaison	nd	Fait	- Arrêté ministériel N°1 920/2014 du 24 Janvier 2014
B.4.	- Création du SNFAR par voie réglementaire		Fait	- Arrêté régional N°001/2014/REG/AN 13 du 22/1/14 (Analamanga)
B.5.	- Création du CRFAR par voie réglementaire		Fait	
B.6.	- Au niveau communal, la FAR doit s'inscrire dans les PCD		En continu	- Arrêté régional No 024/2013/REG/ATS du 06/12/13 (Atsinanana)
C.8	- Revues intermédiaires seront organisées selon le phasage		projet en année I	- Arrêté régional N° 039/2013/REG/AMM du 5/11/13 (Amoron'i Mania)
C.10.2	- Partenariat avec UNESCO, AFD, OFID, Iles de la Réunion et Réseau FAR		En cours	La - La 1ère revue interphase est prévue en 2015
C.10.3	- Convention entre les Ministères concernés et les partenaires sur le s/Programme de FAR géré par le SNFAR		En cours	- Un projet de convention type est en cours de finalisation
Annexe 2				
Point 1 (c)	- Le manuel de procédures devra spécifier les critères de prise en charge des catégories de dépenses partagées entre le prêt, le don et le prêt fiduciaire	nd	Fait	- Le manuel des procédures validé est en place
Point 2.	- Le Coût de démarrage ne doit pas dépasser 200'000USD		85 138,70 USD	- Montant engagé pour Atelier de démarrage déjà présenté en DRF.
Annexe 3				
point 1.	- Le Programme établira un système de S/E performant	60 jours nd	Fait	- Un SSE performant est en place
point 3.	- Recrutement du personnel		Fait	- Personnel en place
Point 4.	- Egalité Genre		Condition respectée	- 40% du personnel cadre sont des femmes

Appendice 6: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
I. Exécution du projet	1. ériger l'Unité de Liaison actuelle en Unité de coordination nationale (UCN) qui sera en charge de toutes les fonctions de gestion des fonds, de décaissement et de suivi-évaluation	MPAE, UL	Immédiat
	2. <i>transférer les rôles et responsabilités dévolus aux coordonnateurs des projets en cours du FIDA dans l'exécution des activités de terrain de FORMAPROD au Coordonnateur national de FORMAPROD</i>	UCN	Immédiat
	3. <i>élaborer une stratégie désengagement incluant le transfert progressif des fonctions EPR vers les structures régionales;</i>	UCN	Juin 2016
	4. <i>remplacer le RT démissionnaire par le responsable actuel de l'EPR Atsinanana/ Analanjirofo (ex-PPRR) qui assume également la coordination de la CAPFIDA</i>	UCN, DRAE, EPR	Septembre 2016
	5. Rattacher les EPR à l'UCN pour les décaissements et le système de suivi-évaluation	UCN	Septembre 2016
	6. <i>recruter après évaluation, les Chargés de mission (CM) en tant que Consultants, sur la base d'un contrat de prestation de services basé sur la performance</i>	UCN, EPR	Décembre 2016
	7. <i>loger les EPR FORMAPROD au sein des Directions régionales de l'agriculture et de l'élevage (DRAE)</i>	MPAE, UCN	Septembre 2016
	8. <i>externaliser la fonction des CIP en ayant recours à un contrat de prestation de services basé sur la performance, de 2 ans maximum ;</i>	UCN	Décembre 2016
	9. <i>procéder à une évaluation externe du personnel en 2017 et maintenir les dépenses sur la catégorie fonctionnement à leur niveau initial à travers des économies sur d'autres rubriques</i>	UCN	Novembre 2017
	10. <i>mettre en place un système de communication et de diffusion de l'information pour le partage régulier des connaissances/informations, notamment au moment de la conception/élaboration des PTBA pour renforcer la synergie, la cohérence et la complémentarité entre les projets FIDA dans la région.</i>	UCN, EPR	Octobre 2016
II. Produits et Effets	11. Elaborer un plan de communication sur la SNFAR et assurer le pilotage de sa mise en œuvre.	SE/CNFAR, DFAR	Juin 2016
	12. Actualiser et dimensionner les ressources du Plan d'Opération Global de la SNFAR et de ses plans d'opérations.	SE/CNFAR	Juillet 2016
	13. Fixer le règlement intérieur du CNFAR en précisant la périodicité des réunions et les règles de fonctionnement du conseil.	SE/CNFAR	Juin 2016

	14. Entreprendre un plaidoyer en faveur de l'inscription d'une ligne budgétaire pour le CNFAR dans la Loi des Finances à partir de 2017.	SE/CNFAR, DFAR, UCN	En continu
	15. Fédérer les efforts au niveau national notamment pour : (a) l'étude et la mise en place d'un dispositif pérenne de financement de la FAR, (b) l'adoption d'un Cadre National de Certification des compétences, et (c) la mise en place un SIMTFP.	SE/CNFAR, DFAR, UCN	En continu
Composante 2: opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux	16. Organiser un atelier national d'échanges sur les pratiques et outils de communication FAR des CRFAR du niveau régional au niveau communal.	DFAR/FARMADA	Juillet 2016
	17. Mettre en place des concours régionaux sur la FAR et le développement rural.	CRFAR/ FARMADA	Janvier 2017
	18. Mettre en place la démarche «Qualité de la FAR» pour mobiliser les acteurs locaux et affiner la planification des appuis	SE/CNFAR, DFAR, ENIFAR	Septembre 2016
	19. Intégrer des sessions sur la nutrition dans les activités de sensibilisation FAR dans les écoles primaires et secondaires.	UCN, EPR	Immédiat
	20. Après la 3ème cohorte JRD, réduire le co-financement FIDA a 60% et 30% respectivement avant désengagement	UCN, UNESCO	Immédiat
	21. Etablir les critères de sélection des Communes et démarrer une phase pilote de CMR.	UCN, EPR, CNFAR	Juin 2016
	22. Elaborer des critères approfondis pour l'octroi des kits précisant le système de contribution / rétribution	UCN, EPR, CNFAR	Immédiat
	23. Soutenir les organisations de jeunes et faciliter l'intégration des jeunes au sein des OP, ONG, Chambres d'agriculture.	OP faitières, CEFAR, UCN, EPR	Immédiat
	24. Concevoir un plan de développement prioritaire et spécifique pour densifier l'offre de formation de techniciens ruraux, EAF et jeunes des régions Menabe et Melaky	CRFAR, EPR, ENIFAR, FARMADA	Juillet 2016
	25. Capitaliser les canaux de financement adaptés (FRDA, IMF) pour l'accès des jeunes porteurs de projet professionnel au crédit d'investissement.	UCN, EPR, IMF, FDA/FRDA	Immédiat
	26. Solliciter des IMF pour introduction des programmes Crédits avec Education et les ONG pour la création de groupes d'épargne et de crédit autogérés par les jeunes villageois	UCN, EPR,	Immédiat
Composante 3: amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole.	27. Adopter l'approche prévue dans le DCP en matière de projets professionnels à coûts partagés.	UCN, CAP	Immédiat
	28. Assurer une meilleure coordination et synergie entre les composantes du programme : orientation aux métiers ruraux, contenus des formations, installation des jeunes dans les pôles de développement.	UCN, EPR, CAP	Immédiat
	29. Renforcer le partenariat avec d'autres projets œuvrant dans les pôles	UCN, EPR, CAP	immédiat
III. Suivi-évaluation	30. Mettre en place un cadre de planification commune pour une meilleure coordination, cohérence des actions du programme.	UCN et EPR	en continu

	31. Finaliser et déployer tout le dispositif S&E en tenant compte du cadre logique révisé.	RSE et SEGS	Septembre 2016
	32. Intégrer systématiquement un dispositif de suivi des jeunes à l'issue de leur formation.	RSE et SEGS	Décembre 2016
	33. Élaborer et diffuser le dictionnaire des indicateurs auprès de l'équipe et des partenaires.	RSE	Juillet 2016
IV. Genre	34. Etablir une fiche d'information au niveau national pour expliquer les critères de sélection	UCN, EPR	Immédiat
	35. Offrir aux jeunes agriculteurs (18 - 29ans) au moins 10% de formation courte, de recyclage et de formation continue.	UCN, EPR	Immédiat
	36. Finaliser la stratégie genre et organiser une formation en genre pour les cadres et personnel d'appui, ainsi que des sessions courtes pour les partenaires (CEFAR, OP).	UCN, EPR,	Immédiat
V. Aspects fiduciaires	37. Valider le Manuel de gestion des conventions	Coordonnateur, RAF, EPR	Immédiat
	38. Augmenter le dépôt initial du compte désigné FIDA	Coordonnateur, RAF	juin 2016
	39. Disposer d'un Plan de passation des marchés détaillés	UCN, EPR	Immédiat
	40. Mettre en œuvre les recommandations de l'auditeur et livrer le rapport d'audit des comptes de 2015 dans les délais	RAF, Comptables	30 juin 2016

Appendice 7: Tableaux des Coûts du Programme (actualisés au 31 mars 2016)

Project Summary - Components Project Cost Summary

	(MGA Million)					(US\$ '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
A. Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)										
Appui institutionnel à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	3 074	556	3 630	15	1	951	173	1 123	15	1
Amélioration des dispositifs de FAR	4 490	224	4 714	5	2	1 373	69	1 442	5	2
Financement des systèmes de FAR	1 068	166	1 234	13	-	325	52	377	14	-
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	28 959	2 259	31 218	7	11	9 133	694	9 827	7	12
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)	37 591	3 205	40 796	8	15	11 781	987	12 768	8	15
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR										
Management des dispositifs de FAR au niveau régional	7 012	445	7 457	6	3	2 161	134	2 295	6	3
Formation des jeunes ruraux	38 939	8 129	47 069	17	17	11 994	2 452	14 446	17	17
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	26 956	1 885	28 841	7	11	8 206	569	8 775	6	10
Projets professionnels des jeunes formés	34 353	894	35 247	3	13	10 421	270	10 690	3	13
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR	107 260	11 353	118 613	10	43	32 782	3 424	36 206	9	43
C. Promotion de pôles de développement agricole										
Appui à l'amélioration de la productivité agricole	30 106	3 753	33 859	11	12	9 554	1 133	10 687	11	13
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	12 783	2 767	15 550	18	6	3 903	841	4 743	18	6
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	54 491	9 572	64 063	15	23	16 475	2 891	19 366	15	23
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	97 381	16 092	113 472	14	42	29 931	4 865	34 796	14	42
Total BASELINE COSTS	242 232	30 650	272 881	11	100	74 495	9 276	83 771	11	100
Physical Contingencies	2 825	499	3 324	15	1	852	150	1 002	15	1
Price Contingencies	65 423	9 969	75 392	13	28	1 142	176	1 318	13	2
Total PROJECT COSTS	310 479	41 117	351 596	12	129	76 489	9 602	86 091	11	103

**Project Components by Year -- Totals Including Contingencies
(US\$ '000)**

	Totals Including Contingencies										
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
A. Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)											
Appui institutionnel à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	83	51	136	263	284	103	143	69	-	-	1 131
Amélioration des dispositifs de FAR	80	124	139	395	509	169	19	19	-	-	1 454
Financement des systèmes de FAR	-	3	15	106	208	21	13	13	-	-	380
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	687	1 341	1 325	1 098	862	1 232	896	879	701	880	9 903
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)	850	1 520	1 615	1 862	1 863	1 525	1 071	980	701	880	12 868
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR											
Management des dispositifs de FAR au niveau régional	51	191	374	244	272	275	246	309	284	84	2 329
Formation des jeunes ruraux	42	443	1 369	1 276	1 906	3 051	3 298	2 641	625	162	14 815
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	1	55	154	1 155	1 936	1 559	1 563	1 364	1 029	156	8 972
Projets professionnels des jeunes formés	1	145	787	1 444	1 411	1 428	1 436	1 444	1 452	1 363	10 911
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR	95	834	2 685	4 120	5 524	6 313	6 544	5 758	3 389	1 765	37 027
C. Promotion de pôles de développement agricole											
Appui à l'amélioration de la productivité agricole	167	767	1 659	2 303	2 096	1 807	1 364	326	244	-	10 733
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	-	214	214	527	1 185	1 243	711	544	149	35	4 822
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	56	131	58	116	315	5 951	5 315	4 309	3 274	1 116	20 641
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	223	1 112	1 931	2 946	3 596	9 001	7 390	5 179	3 667	1 152	36 197
Total PROJECT COSTS	1 168	3 466	6 231	8 927	10 983	16 839	15 004	11 917	7 758	3 797	86 091

**Disbursement Accounts by Financiers
(US\$ '000)**

	IFAD Loan		IFAD Grant		OFID		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Génie civil	1 435	6.6	-	-	14 505	67.0	-	-	950	4.4	916	4.2	3 858	17.8	21 664	25.2	3 231	14 575	3 858
2. Moyens de transport, équipements et matériels	7 738	53.0	-	-	-	-	3 588	24.6	-	-	1 293	8.9	1 984	13.6	14 602	17.0	5 050	7 568	1 984
3. Etudes, formation, assistance technique et contrats	12 855	35.0	2 008	5.5	-	-	15 242	41.5	4 805	13.1	22	0.1	1 830	5.0	36 762	42.7	925	34 007	1 830
4. Microprojets productif	2 474	60.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 648	40.0	-	-	4 122	4.8	-	4 122	-
5. Fonds d'appui à la finance rurale	718	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	718	0.8	-	718	-
6. Fonctionnement (salaires/indemnités/moyens transport/bureaux)	7 774	97.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	201	2.5	7 976	9.3	322	7 452	201
7. Entretien des pistes	-	-	-	-	197	80.0	-	-	-	-	-	-	49	20.0	246	0.3	74	123	49
Total PROJECT COSTS	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	7 923	9.2	86 091	100.0	9 602	68 566	7 923

Expenditure Accounts by Financiers (US\$ '000)

	IFAD Loan		IFAD Grant		OFID		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment Costs																			
A. Génie civil	1 435	6.6	-	-	14 505	67.0	-	-	950	4.4	916	4.2	3 858	17.8	21 664	25.2	3 231	14 575	3 858
B. Equipements																			
Moyens de transport	850	54.1	-	-	-	-	483	30.8	-	-	-	-	238	15.1	1 571	1.8	505	828	238
Matériel et équipement de bureau	5 581	48.6	-	-	-	-	3 018	26.3	-	-	1 140	9.9	1 746	15.2	11 485	13.3	3 389	6 350	1 746
Intrants agricoles	1 307	84.5	-	-	-	-	86	5.6	-	-	153	9.9	0	-	1 546	1.8	1 156	390	-
Subtotal Equipements	7 738	53.0	-	-	-	-	3 588	24.6	-	-	1 293	8.9	1 984	13.6	14 602	17.0	5 050	7 568	1 984
C. Etudes	1 297	53.7	96	4.0	-	-	421	17.4	254	10.5	-	-	349	14.4	2 417	2.8	103	1 965	349
D. Formation et ateliers	7 785	28.8	928	3.4	-	-	14 426	53.3	3 129	11.6	22	0.1	765	2.8	27 055	31.4	-	26 290	765
E. Assistance Technique																			
Assistance technique internationale	534	70.7	177	23.4	-	-	44	5.8	-	-	-	-	-	-	755	0.9	408	347	-
Assistance technique nationale	387	76.7	54	10.7	-	-	-	-	-	-	-	-	64	12.6	504	0.6	-	441	64
Subtotal Assistance Technique	921	73.1	231	18.3	-	-	44	3.5	-	-	-	-	64	5.1	1 259	1.5	408	788	64
F. Contrat de prestation de services	2 852	47.3	754	12.5	-	-	351	5.8	1 422	23.6	-	-	652	10.8	6 031	7.0	414	4 964	652
G. Projets professionnels productifs	2 474	60.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 648	40.0	-	-	4 122	4.8	-	4 122	-
H. Facilités d'appui à la finance rurale	718	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	718	0.8	-	718	-
Total Investment Costs	25 220	32.4	2 008	2.6	14 505	18.6	18 830	24.2	5 755	7.4	3 878	5.0	7 673	9.9	77 869	90.5	9 206	60 991	7 673
II. Recurrent Costs																			
A. Fonctionnement Véhicule	1 165	89.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	134	10.3	1 299	1.5	242	923	134
B. Fonctionnement bureau	921	93.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	68	6.8	988	1.1	80	841	68
C. Salaires et indemnités	5 689	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 689	6.6	-	5 689	-
D. Entretien des infrastructures	-	-	-	-	197	80.0	-	-	-	-	-	-	49	20.0	246	0.3	74	123	49
Total Recurrent Costs	7 774	94.6	-	-	197	2.4	-	-	-	-	-	-	251	3.0	8 222	9.5	396	7 575	251
Total PROJECT COSTS	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	7 923	9.2	86 091	100.0	9 602	68 566	7 923

Components by Financiers (US\$ '000)

	IFAD Loan		IFAD Grant		OFD		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
A. Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)																			
Appui institutionnel à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	738	65.2	240	21.2	-	-	80	7.1	-	-	-	-	73	6.4	1 131	1.3	174	884	73
Amélioration des dispositifs de FAR	208	14.3	661	45.5	-	-	552	37.9	-	-	-	-	34	2.3	1 454	1.7	70	1 351	34
Financement des systèmes de FAR	254	66.7	77	20.3	-	-	27	7.0	-	-	-	-	23	6.0	380	0.4	52	306	23
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	7 797	78.7	1 030	10.4	-	-	603	6.1	-	-	-	-	472	4.8	9 903	11.5	703	8 727	472
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)	8 996	69.9	2 008	15.6	-	-	1 262	9.8	-	-	-	-	602	4.7	12 868	14.9	999	11 267	602
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR																			
Management des dispositifs de FAR au niveau régional	2 047	87.9	-	-	-	-	144	6.2	-	-	-	-	138	5.9	2 329	2.7	137	2 054	138
Formation des jeunes ruraux	1 828	12.3	-	-	1 963	13.3	8 799	59.4	-	-	153	1.0	2 071	14.0	14 815	17.2	2 524	10 219	2 071
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	4 105	45.8	-	-	148	1.7	2 474	27.6	1 912	21.3	10	0.1	323	3.6	8 972	10.4	584	8 065	323
Projets professionnels des jeunes formés	4 315	39.5	-	-	-	-	4 880	44.7	-	-	1 055	9.7	660	6.1	10 911	12.7	275	9 975	660
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR	12 295	33.2	-	-	2 112	5.7	16 297	44.0	1 912	5.2	1 218	3.3	3 193	8.6	37 027	43.0	3 520	30 314	3 193
C. Promotion de pôles de développement agricole																			
Appui à l'amélioration de la productivité agricole	7 937	73.9	-	-	-	-	710	6.6	-	-	1 823	17.0	263	2.5	10 733	12.5	1 145	9 325	263
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	2 416	50.1	-	-	161	3.3	223	4.6	1 460	30.3	84	1.7	478	9.9	4 822	5.6	854	3 491	478
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	1 350	6.5	-	-	12 429	60.2	338	1.6	2 383	11.5	753	3.6	3 388	16.4	20 641	24.0	3 083	14 170	3 388
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	11 703	32.3	-	-	12 590	34.8	1 272	3.5	3 843	10.6	2 660	7.3	4 129	11.4	36 197	42.0	5 082	26 985	4 129
Total PROJECT COSTS	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	7 923	9.2	86 091	100.0	9 602	68 566	7 923

Expenditure Accounts by Components - Base Costs (US\$ '000)

	Appui à la mise en place du système national FAR (SNFAR)			Opérationnalisation régionale du système de FAR			Promotion de pôles de développement agricole								
	Appui institutionnel à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	Amélioration des dispositifs de FAR	Financement des systèmes de FAR	Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	Management des dispositifs de FAR au niveau régional	Formation des jeunes ruraux	Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	Projets professionnels des jeunes formés	Appui à l'amélioration de la productivité agricole	Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	Total	Physical Contingencies		
													%	Amount	
I. Investment Costs															
A. Génie civil	-	-	-	-	-	3 029	961	-	-	181	15 999	20 169	5.0	1 002	
B. Equipements															
Moyens de transport	75	-	-	797	74	283	-	-	330	-	-	1 560	-	-	
Matériel et équipement de bureau	104	-	30	322	127	2 685	655	6 115	286	957	-	11 280	-	-	
Intrants agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 187	-	344	1 530	-	-	
Subtotal Equipements	179	-	30	1 119	202	2 968	655	6 115	1 803	957	344	14 370	-	-	
C. Etudes	131	-	32	692	279	-	-	-	-	116	1 127	2 377	-	-	
D. Formation et ateliers	142	1 134	182	1 158	1 105	8 084	7 159	4 575	1 111	919	1 063	26 631	-	-	
E. Assistance Technique															
Assistance technique internationale	83	113	25	204	230	-	-	-	-	100	-	755	-	-	
Assistance technique nationale	32	-	42	175	162	-	-	-	42	-	45	498	-	-	
Subtotal Assistance Technique	115	113	67	379	392	-	-	-	42	100	45	1 253	-	-	
F. Contrat de prestation de services	137	-	-	1 340	84	366	-	-	1 965	1 760	302	5 953	-	-	
G. Projets professionnels productifs	-	-	-	-	-	-	-	-	4 122	-	-	4 122	-	-	
H. Facilités d'appui à la finance rurale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	711	-	711	-	-	
Total Investment Costs	704	1 247	311	4 687	2 062	14 446	8 775	10 690	9 043	4 743	18 879	75 587	1.3	1 002	
II. Recurrent Costs															
A. Fonctionnement Véhicule	66	50	-	667	71	-	-	-	420	-	-	1 275	-	-	
B. Fonctionnement bureau	-	40	40	676	49	-	-	-	169	-	-	975	-	-	
C. Salaires et indemnités	353	105	25	3 797	113	-	-	-	1 055	-	241	5 689	-	-	
D. Entretien des infrastructures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	246	246	-	-	
Total Recurrent Costs	420	195	65	5 140	233	-	-	-	1 644	-	487	8 184	-	-	
Total BASELINE COSTS	1 123	1 442	377	9 827	2 295	14 446	8 775	10 690	10 687	4 743	19 366	83 771	1.2	1 002	
Physical Contingencies	-	-	-	-	-	147	47	-	-	9	799	1 002	-	-	
Price Contingencies															
Inflation															
Local	86	178	51	1 119	517	2 667	2 380	3 745	547	911	6 806	19 008	-	-	
Foreign	2	1	0	10	3	50	9	5	12	12	72	176	-	-	
Subtotal Inflation	88	179	51	1 129	520	2 717	2 389	3 750	559	923	6 879	19 184	-	-	
Devaluation	-80	-166	-48	-1 053	-486	-2 495	-2 239	-3 530	-513	-853	-6 402	-17 866	-	-	
Subtotal Price Contingencies	8	13	4	76	34	222	151	220	46	70	476	1 318	1.8	23	
Total PROJECT COSTS	1 131	1 454	380	9 903	2 329	14 815	8 972	10 911	10 733	4 822	20 641	86 091	1.2	1 026	
Taxes	73	34	23	472	138	2 071	323	660	263	478	3 388	7 923	2.3	184	
Foreign Exchange	174	70	52	703	137	2 524	584	275	1 145	854	3 083	9 602	1.6	154	

**Disbursement Accounts by Financiers
(US\$ '000)**

	IFAD Loan		IFAD Grant		OFID		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Génie civil	1 435	6.6	-	-	14 505	67.0	-	-	950	4.4	916	4.2	3 858	17.8	21 664	25.2	3 231	14 575	3 858
2. Moyens de transport, équipements et matériels	7 738	53.0	-	-	-	-	3 588	24.6	-	-	1 293	8.9	1 984	13.6	14 602	17.0	5 050	7 568	1 984
3. Etudes, formation, assistance technique et contrats	12 855	35.0	2 008	5.5	-	-	15 242	41.5	4 805	13.1	22	0.1	1 830	5.0	36 762	42.7	925	34 007	1 830
4. Microprojets productif	2 474	60.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 648	40.0	-	-	4 122	4.8	-	4 122	-
5. Fonds d'appui à la finance rurale	718	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	718	0.8	-	718	-
6. Fonctionnement (salaires/indemnités/moyens transport/bureaux)	7 774	97.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	201	2.5	7 976	9.3	322	7 452	201
7. Entretien des pistes	-	-	-	-	197	80.0	-	-	-	-	-	-	49	20.0	246	0.3	74	123	49
Total PROJECT COSTS	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	7 923	9.2	86 091	100.0	9 602	68 566	7 923